



Le rôle de l'échelle locale dans les processus de projet d'agglomération. Réflexion sur le cas du projet urbain du Carré de Soie

Camille Daudet

► To cite this version:

Camille Daudet. Le rôle de l'échelle locale dans les processus de projet d'agglomération. Réflexion sur le cas du projet urbain du Carré de Soie. Humanities and Social Sciences. 2015. dumas-01238910

HAL Id: dumas-01238910

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01238910>

Submitted on 7 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Camille DAUDET

Institut d'Urbanisme de Grenoble - Université Pierre Mendès France
Master Sciences du Territoire, Urbanisme et Projet Urbain
Projet de Fin d'Etude

Structure d'accueil : Métropole de Lyon
Maître d'apprentissage : **Pierre-Dominique Guérin**
Tuteur universitaire : **Gilles Novarina**

Septembre 2015

LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉCHELLE LOCALE DANS LES GRANDS PROJETS. RÉFLEXIONS SUR L'EXEMPLE DU CARRÉ DE SOIE.



NOTICE ANALYTIQUE

PROJET DE FIN D'ETUDES

Camille DAUDET

TITRE DU PROJET DE FIN D'ETUDES

Le rôle de l'échelle locale dans les processus de projet d'agglomération. Réflexion sur le cas du projet urbain du Carré de Soie

DATE DE SOUTENANCE : 9 septembre 2015

ORGANISME D'AFFILIATION : Institut d'Urbanisme de Grenoble - Université Pierre Mendès France

Organisme dans lequel l'alternance a été effectuée : Métropole de Lyon

DIRECTEUR DU PROJET DE FIN D'ETUDES : Gilles NOVARINA

COLLATION :

- NOMBRE DE PAGES : 125
- NOMBRE D'ANNEXES : 2
- NOMBRE DE REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES : 68

MOTS-CLES ANALYTIQUES : projet urbain, projet d'agglomération, échelle locale, identité, formes urbaines et paysagère, géographie économique, patrimoine

MOTS-CLES GEOGRAPHIQUES : France, Rhône-Alpes, Agglomération lyonnaise, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin

RESUME

Comment l'échelle locale peut-elle réinterroger la stratégie du projet urbain ? Le projet Carré de Soie met fortement en tension enjeux d'agglomération et besoins locaux, planification du grand territoire et parole habitante. Il émerge comme un projet singulier du Grand Lyon. Non identifié comme un projet stratégique de la grande planification, il se fonde sur des logiques d'opportunités. Recouvrant un territoire de 500 hectares, il est confronté à la problématique de trouver « la petite échelle dans la grande ». Sur un territoire de friches industrielles, se posent des questions de mémoire des lieux, de revalorisation de l'espace public, de valeur patrimoniale. Engagée en 2013, la démarche « second souffle » est lancée visant la réécriture du projet, dans l'idée de redéfinir un cap en « s'enracinant » plus dans le territoire. Au travers de l'analyse des trois grands axes du projet urbain, à savoir stratégie économique, formes urbaines et paysagères, et patrimoine matériel et immatériel, ce travail met en lumière les modalités et des leviers de prise en compte de l'échelle locale dans la réorientation du projet urbain.

How can local scale re-examine the strategy of the urban project? The Carré de Soie project places great tension agglomeration issues and local needs, large territory planning and resident's speech. It emerges as a singular project of Grand Lyon. Not identified as a strategic project of great planning, it is based on logical opportunities. Covering an area of 500 hectares, it is faced with the problem of finding «the small scale in the large one». On an area of industrial wasteland, raises questions of memory locations, upgrading of public space and heritage value. Initiated in 2013, the «second souffle» approach is launched in order to rewrite the project and redefining a course in «rooting» over the territory. Through the analysis of the three major axes of the urban project, namely economic strategy, urban and landscape forms, tangible and intangible heritage, this work highlights the terms and consideration of local levers in the reorientation of the urban project.

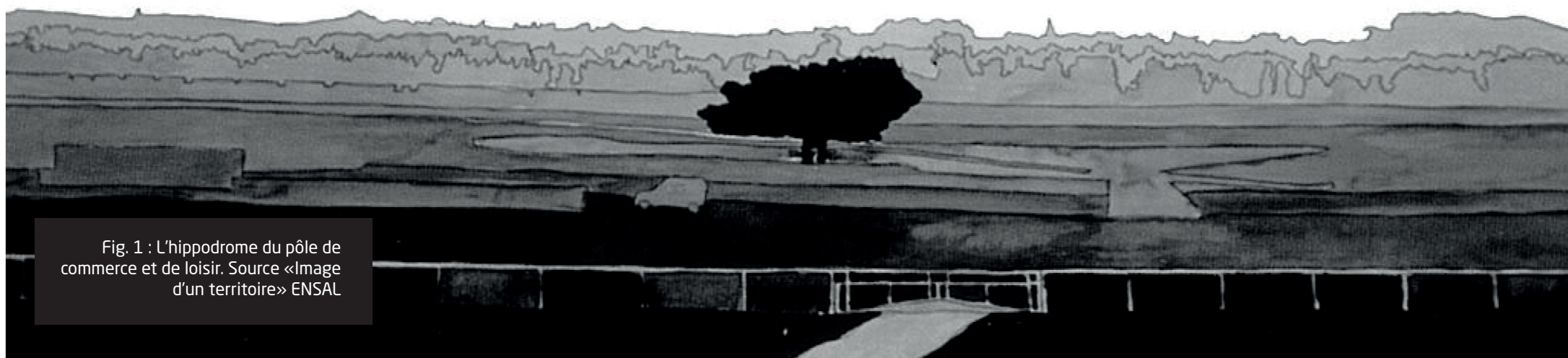


Fig. 1 : L'hippodrome du pôle de commerce et de loisir. Source «Image d'un territoire» ENSAL

REMERCIEMENTS

Je souhaiterais remercier en premier lieu mon maître d'apprentissage, Pierre-Dominique Guérin, pour son accompagnement tout au long de cette année, l'enrichissement professionnel et intellectuel apporté, ainsi que pour son humour et ses traits d'esprit inopinés.

A Gilles Novarina, tuteur pédagogique pour ses conseils, les discussions et son encadrement tout au long de cette année universitaire.

A Natacha Seigneuret d'avoir accepté d'être second jury, mais aussi pour la qualité de ses encadrements en ateliers de projet urbain.

Egalement un grand merci à Isabelle, Garance, Lucie Gacon, Joséphine, Ilham avec qui travailler est un véritable plaisir.

Lucie, complice de tous les instants pour les rires et les débats enflammés.

Marie, pour ses relectures attentives et ses conseils avisés.

A mes parents, pour la relecture du texte mais aussi pour leur confiance accordée dans ce parcours universitaire.

Enfin à Christophe, pour son soutien au quotidien, son aide et son intérêt pour ce travail.



Fig. 2 : Les Petites Cités TASE. Source
: « Image d'un territoire » ENSAL

AVANT-PROPOS

Ce projet de fin d'étude a été écrit dans le cadre d'un apprentissage d'une année à la Métropole de Lyon, au sein de la Mission Carré de Soie, et conclut une deuxième année de Master en Urbanisme et Projet Urbain à l'Institut d'Urbanisme de Grenoble.

La fin de cet apprentissage correspond à l'aboutissement de la réécriture du projet urbain du Carré de Soie, à laquelle j'ai eu l'occasion de participer. Ce projet de fin d'étude constitue donc l'opportunité de tenter de prendre du recul sur cette démarche.



Fig. 3 : Vue en hauteur sur les friches
des anciennes usines TASE.
Source : Komplex Kapharnaüm

SOMMAIRE

INTRODUCTION

p. 13

- 1. LE PROJET URBAIN AU SEIN DU SYSTÈME DE PLANIFICATION LYONNAIS p. 15
- 2. HISTOIRE DU PROJET URBAIN DU CARRE DE SOIE p. 17
- 3. L'INCARNATION DU PROJET PAR UNE ÉQUIPE ET UN LIEU DÉDIÉ p. 22
- 4. PROBLÉMATIQUE : ÉCHELLE LOCALE ET PROJET D'AGGLOMÉRATION p. 23

PREMIERE PARTIE : « BRILLER POUR ATTIRER » OU « MAINTENIR POUR DÉVELOPPER » ? LE PROJET ECONOMIQUE DU CARRE DE SOIE

p. 31

1. LE PROJET URBAIN, « FLAGSHIP » DE LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE LYONNAISE

p.33

1.1. L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE AU SERVICE DE LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

p. 33

1.2 LE PROJET URBAIN DU CARRÉ DE SOIE COMME TERRITOIRE DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DU GRAND LYON

p. 39

2. L'ATERRISSAGE DU PROJET SUR LE TERRITOIRE : VERS UNE ÉMANCIPATION PROGRESSIVE DES MODELES URBAINS ?

p. 41

2.1 DES OBJETS ÉCONOMIQUES « LEVIERS » POUR LE TERRITOIRE : MODÈLES ET BONNES PRATIQUES DANS LES PROJETS URBAINS

p. 41

2.2 LA RÉACTION DU TERRITOIRE FACE À DES OBJETS URBAINS DE-CONTEXTUALISÉS

p. 42

2.3 UN RETOUR AUX FILIERES HISTORIQUES DU TERRITOIRE

p. 47

3. VERS UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE ET DIVERSIFIÉE

p. 48

3.1 UN CHANGEMENT DE PARADIGME : LE TERRITOIRE COMME SUPPORT DE RESSOURCES

p. 48

3.2. DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ

p. 50

3.3. UN POSITIONNEMENT BASÉ SUR L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE ET SUR SES PARTICULARITÉS ÉCONOMIQUES

p. 54

CONCLUSION DE LA PARTIE

p. 55

DEUXIÈME PARTIE : « RETROUVER LA PETITE ÉCHELLE DANS LA GRANDE », LES FORMES URBAINES ET PAYSAGÈRES DU PROJET	p. 59
1. PREMIER PROJET URBAIN : PARC HABITÉ ET PROMENADE JARDINÉE	p. 60
1.1. UNE LECTURE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE	p. 61
1.2. DES PRINCIPES URBAINS QUI S'INSCRIVENT DANS LA GRANDE ÉCHELLE	p. 62
2. PREMIERS AMÉNAGEMENTS, PREMIÈRES ÉVALUATIONS DU PROJET	p. 65
2.1. UN DÉCALAGE ENTRE LES PREMIÈRES OPÉRATIONS, LES PROMESSES DU PROJET URBAIN ET LES ATTENTES DES HABITANTS	p. 65
2.2. LA QUESTION DES ÉCHELLES DANS LES REPRÉSENTATIONS DU PROJET URBAIN	p. 67
2.3. ENRICHIR LE PROJET EN TRAVAILLANT À L'ÉCHELLE DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT	p. 70
3. L'ÉCHELLE LOCALE COMME UNE RESSOURCE	p. 74
3.1. DONNER UN SENS À LA PROMENADE JARDINÉE ET AUX ESPACES PUBLICS	p. 74
3.2. DES LIEUX QUI COMPOSENT LE TERRITOIRE DE PROJET	p. 77
CONCLUSION DE LA PARTIE	p. 81

TROISIÈME PARTIE : « UN PROJET QUI S'ENRACINE », PATRIMOINE ET IDENTITÉ p. 85

1. LA PRÉSERVATION DE L'USINE : UNE MOBILISATION LOCALE À L'ORIGINE DE LA PRISE EN COMPTE DU PATRIMOINE DANS LE PROJET URBAIN p. 87

1.1. LA VISION DU PATRIMOINE DANS LE PREMIER PROJET URBAIN p. 87

1.2. COMMENT UN MOUVEMENT ASSOCIATIF LOCAL A PERMIS DE PRÉSERVER L'USINE p. 88

1.3. CHANGEMENT DE REGARD ET LANCEMENT DE L'ÉTUDE PATRIMOINE p. 89

1.4 LE PROJET COMME CRISTALLISATEUR DE LA DÉMARCHE DE PATRIMONIALISATION p. 90

2. UNE COMPOSITION URBAINE QUI S'INSPIRE DE L'HISTOIRE DES QUARTIERS p. 92

2.1. L'HÉRITAGE DE LA CITÉ-JARDIN : LE PROJET DU PUP GIMENEZ p. 92

2.2. VILLEURBANNE LA SOIE : UN PLAN MASSE QUI S'INSPIRE DU TISSU FAUBOURIEN p. 95

2.3 L'INTERPRÉTATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL : LE PROJET URBAIN DE GRANDCLÉMENT p. 97

3. IDENTITÉ ET ATTRACTIVITÉ p. 98

3.1 LA NÉCESSITÉ DE CONSTRUIRE UNE IDENTITÉ POUR ATTIRER p. 98

3.2 LES FONDEMENTS D'UNE IDENTITÉ DU TERRITOIRE p. 99

3.3. EFFETS DE GENTRIFICATION p. 102

CONCLUSION DE LA PARTIE p. 105

BIBLIOGRAPHIE p. 115
TABLE DES FIGURES p. 123
ANNEXES p. 128

**PISTES
CONCLUSIVES** p. 107



Fig. 4 : « L'activité d'analyse du projet fonctionne selon un modèle qui peut être décrit par la métaphore de la "longue-vue" (cannochiale). Selon la taille du territoire qu'il observe, l'urbaniste doit régler ses instruments d'analyse de la réalité étudiée. Ce qui lui apparaissait floue au début, finit par acquérir un contenu et des contours précis." Giovanni ASTENGO.
Sur la photo, participante au Sentier Pédestre Périphérique.
Source : Komplex Kapharnaüm

INTRODUCTION

500 hectares c'est beaucoup. Quand on pense à la ZAC de Bonne à Grenoble, projet souvent présenté comme exemplaire, cette dernière prend en fait place sur à peu près 8 hectares. Le périmètre du projet du Carré de Soie est composé de 500 hectares de friches à réinvestir, de paysages à révéler, de cités jardin à valoriser, de grands ensembles à retrouver, de quelques places et placettes à requalifier. Sur un territoire si vaste, comment faire projet ? Comment parler à la fois de l'espace du quotidien et de la grande échelle ?

Le thème de la dialectique entre les échelles n'est pas nouveau dans la littérature du projet urbain. Mais en tant que seul projet d'agglomération hors de Lyon, à cheval sur deux communes, dans un cadre institutionnel renouvelé avec l'arrivée de la Métropole, cette question de l'échelle est apparue comme un « leitmotiv » dans le travail de l'équipe du Carré de Soie.

Trois thématiques du projet urbain seront passées « au filtre » de cette question : le projet économique, les formes urbaines et paysagères et le patrimoine. Les pages suivantes introduisent la réflexion en présentant le projet urbain et son histoire.

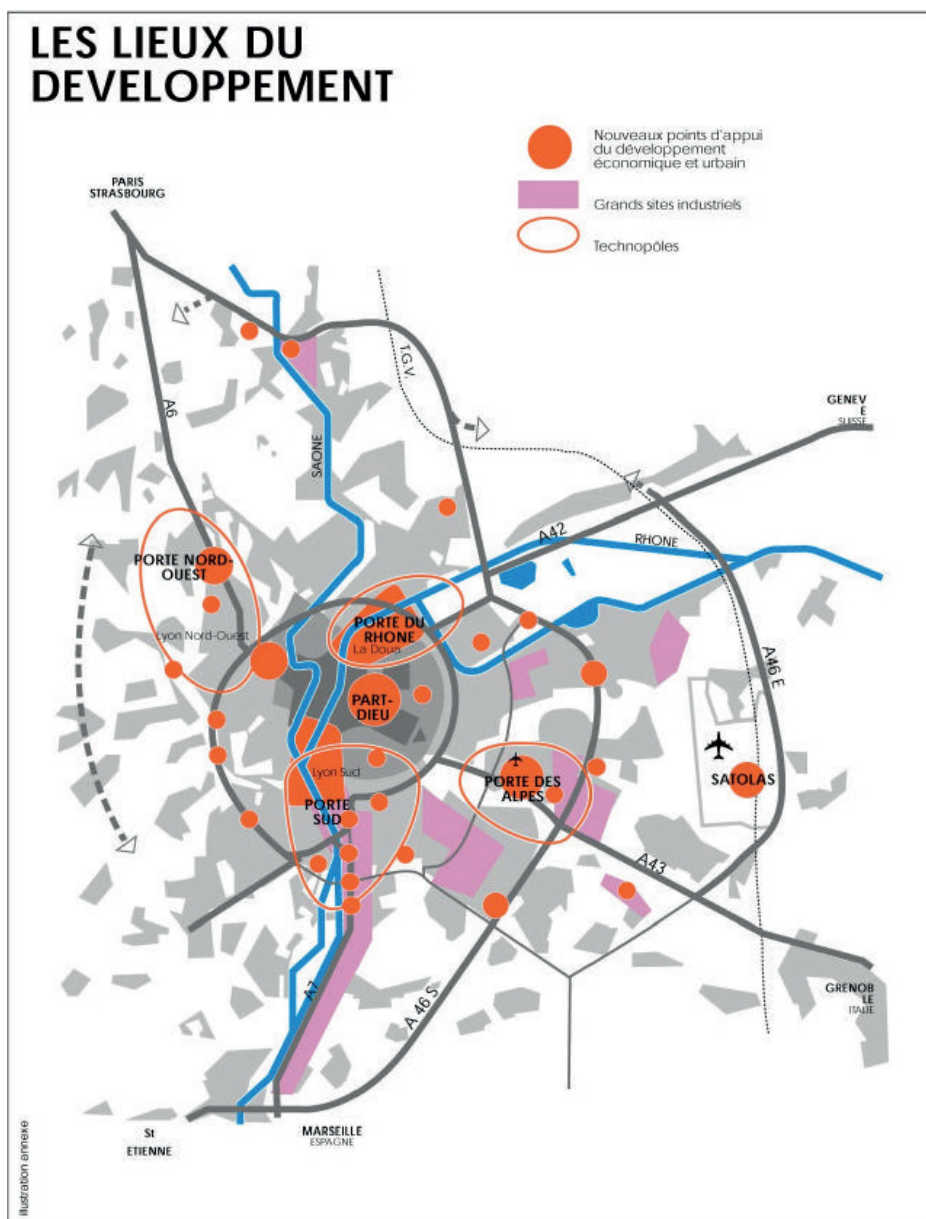


Fig.5 : Les lieux du développement dans «Lyon 2010». Source : SEPAL



Figure 6 : Les sites de projet urbain. Source : SEPAL

1. Le projet urbain du Carré de Soie au sein du système de planification lyonnais

Le projet urbain tient une place tout à fait spéciale dans l'histoire de la planification lyonnaise : en effet dans une agglomération héritière d'une tradition planificatrice forte, le projet urbain incarne le passage de la stratégie à l'opérationnel, la traduction des intentions sur le territoire. La démarche Lyon 2010 a participé à fonder cette approche, en intégrant les méthodes de planification stratégique en France. Premier schéma directeur d'après la décentralisation dans les années 1980, bénéficiant d'un fort portage politique et professionnel, Lyon 2010 introduit de nombreuses innovations : émergence du fait métropolitain, grands défis économiques, sociaux, culturels, refaire la ville sur la ville, question des banlieues, besoin de flexibilité ... A travers ce schéma directeur, Lyon construit son image de «*métropole planificatrice*»¹. Ainsi, pour l'Agence d'Urbanisme de Lyon : «*après avoir posé un principe général de mixité des territoires urbains, le schéma directeur de Lyon crée de nouvelles catégories de destination des sols. La première désigne les sites de développement stratégiques qui ont vocation à être les lieux majeurs d'accueil des grandes fonctions économiques et urbaines, appelant par conséquent la mise en œuvre de stratégies singulières dans les domaines fonciers et opérationnels*». ² Le schéma directeur Lyon 2010 organise alors un partage de l'espace entre la communauté urbaine et les communes en fonction des enjeux de développement et en fixant des objectifs ouverts (ils ne font l'objet d'aucune transcription spatiale) qui laissent une large place au projet. ³

Les sites stratégiques majeurs alors identifiés en 1992 sont la Cité Internationale, la Part-Dieu, Gerland, Confluence et Portes des Alpes (Cf. figure 5, ci-contre). Force est de remarquer que ces territoires sont pour la plupart encore considérés dans le Schéma de Cohérence Territoriale (ScOT) Lyon 2030 comme des territoires stratégiques, sites de grands projets urbains (cf. figure 6 ci-contre). Cependant entre 1992 et 2010, date de publication du SCOT, un nouveau projet stratégique pour l'agglomération a pris place dans l'Est lyonnais. Ainsi, le projet du Carré de Soie émerge au début des années 2000 entre deux polarités majeures : l'aéroport de Saint-Exupéry et le quartier de la Part-Dieu, sur le territoire Centre-Est, territoire clé du développement de l'agglomération dans les prochaines décennies.

Le projet d'agglomération du Carré de Soie n'est donc pas issu d'une démarche planificatrice traditionnelle, comme peuvent l'être les projets de Confluence, de Part-Dieu ou de Gerland. Sa rapide émergence dans l'horizon des grands projets lyonnais a été provoquée par une volonté politique forte associée à des opportunités opérationnelles rapidement mises en œuvre (prolongement de la ligne de métro A, arrivée du tramway, projet du centre commercial, disponibilité foncière etc. ...). Cela n'empêchera pas le projet d'être très vite intégré dans les politiques de planification stratégique à l'échelle métropolitaine et identifié comme projet d'agglomération, en apportant une réponse et une cohérence au développement de l'agglomération vers l'Est.

1. FREBAULT, J., 2010 : Lyon 2010, « Repères chronologiques ». Urbanisme 371. 43-45

2. SOZZI, BREGNAC, BERGER, 2010 : « La démarche Lyon 2010 racontée par l'agence d'urbanisme ». Urbanisme 371. 51-55

3. NOVARINA, G. 1999 : « L'architecture du territoire : de la mesure au dessin ». Annales de la recherche urbaine 82. 49-66



Fig. 7 : chantier sur le PAE TASE. Source : Laurence Danière Grand Lyon



Fig. 8 le pôle WOPA accueille des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Source : Mission Carré de Soie



Fig. 9 Une des premières opération de logements. Source : Laurence Danière, Grand Lyon

2. Histoire du projet urbain

2.1. Naissance du projet : entre opportunités, volonté politique et demande sociale

Une carré géographique à la rencontre de plusieurs entités administratives et morphologiques

Le territoire du Carré de Soie se situe à cheval entre les communes de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne sur un territoire de 500 hectares. Pour donner une échelle de comparaison, le projet de l'Union à Lille se déploie sur 80 hectares, celui de Confluence sur 150 hectares et celui de l'Île de Nantes sur environ 300 hectares. On a donc affaire à un très grand périmètre de projet, même s'il faut nuancer en précisant que les urbanistes du projet considèrent que 250 hectares sont « mutables » (c'est-à-dire constitués d'anciennes friches qu'il s'agit de renouveler). Le secteur se trouve aux confins de quatre communes, toutes différentes entre elles : à l'est de Villeurbanne, au sud de Vaulx-en-Velin, au nord de Bron et à l'ouest de Décines. De plus, le Carré de Soie se trouve aussi partagé par plusieurs périmètres de Quartiers Politique de la Ville (QPV) : le périmètre du Grand Projet de Ville (GPV) de Vaulx-en-Velin ou du Contrat de Cohésion sociale (CUCS) de Villeurbanne.

Un projet d'équipement devenu projet urbain par la demande sociale

Le projet est initié dans les dernières années du mandat de Raymond BARRE, alors maire de Lyon (1995 – 2001) lorsque se pose la question de l'emplacement d'un cinéma multiplexe dans l'agglomération Lyonnaise. On considère alors que la construction d'un multiplexe est un levier d'urbanisation du territoire environnant. Une consultation est lancée par la Communauté Urbaine à laquelle les opérateurs Pathé et UGC participent. Maurice Charrier alors maire de Vaulx-en-Velin souhaite que sa commune prenne pleinement part au développement de Lyon, qu'elle devienne symboliquement « le Xe arrondissement de Lyon »⁴. Un site au sud de la commune de Vaulx-en-Velin, initialement dédié à un projet de concessionnaire automobile est alors proposé pour la consultation du multiplex, qui sera ensuite élargi au concept de pôle de loisirs et de commerces.

Un colloque de l'INTA (International Urban Development Association) est organisé sur ce territoire en 2002. La conclusion des experts fut « *vous êtes assis sur une pépite d'or, il faut y aller, faire plus qu'un simple cinéma* »⁵. Les qualités exceptionnelles du site sont alors mises en avant. En parallèle, toujours en 2002, un atelier sur le centre de loisirs et de commerce est organisé. L'idée était de préciser le type de projet, le périmètre, les enjeux, avant de lancer la consultation d'opérateurs sur un programme de commerces et de loisirs.

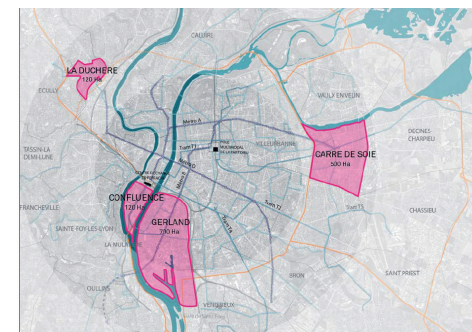


Fig. 10 Situation du projet Carré de Soie
Source : Dumetier Design

4. Entretien avec Pierre-Dominique Guérin du 21 août 2015

5. selon Pierre-Dominique GUERIN, directeur de la Mission Carré de Soie) entretien du 10 juillet 2014

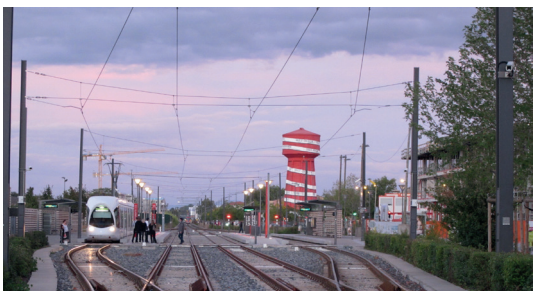


Fig. 11 La ligne de tramway. Source : Mission Carré de Soie

Conjointement à cette réflexion sur le pôle de loisir et de commerce, se pose la question de la desserte en transports en communs de ce territoire. En 2001, Bernard RIVALTA nouveau président du SYTRAL (Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise), souhaite depuis longtemps utiliser le Chemin de fer de l'Est lyonnais (CFEL) comme une ligne de transport en commun. Une volonté politique forte de la part du Grand Lyon va permettre de donner un nouveau souffle à cet ancien projet. Il est finalement décidé que la ligne de tramway T3 reliera la gare de la Part-Dieu jusqu'à Meyzieu. De la même façon, les ateliers du métro permettent une extension de la ligne A sans difficultés techniques particulières. Enfin, le Conseil Général du Rhône, qui possède la ligne du CFEL, réalise un tram-train express reliant la Part-Dieu à l'aéroport Saint-Exupéry en moins de 30 minutes. Dès lors, le territoire du Carré de Soie accueille une infrastructure multimodale qui le place à quelques minutes en transport en commun de plusieurs centralités de l'agglomération : la Presque-Ile (15 minutes), la Part-Dieu (15 minutes) et l'aéroport de Saint-Exupéry (15 minutes).

Lors des séances de concertation organisées autour du projet de pôle de commerces et de loisirs, les acteurs associatifs vont relayer avec force l'attente d'une réflexion urbaine plus globale, ne se limitant pas aux abords de l'équipement. Ils vont ainsi précipiter la nomination, en 2004, d'un urbaniste-architecte en chef (Bruno Dumetier) qui aura pour mission de faire émerger des principes d'aménagement. En outre, le périmètre du projet est élargi passant d'une réflexion centrée autour du pôle de loisir à un ensemble d'environ 500 hectares. Cet élargissement du périmètre est également suggéré par le Ministère de l'Équipement : cela permettait d'atteindre une taille critique susceptible de provoquer un effet de levier sur le développement du territoire. Le Carré de Soie n'est plus pensé comme un projet d'équipement, mais comme un moyen de développer la première couronne Est de l'agglomération lyonnaise.

Comme l'explique Pierre-Dominique Guérin, directeur de la Mission Carré de Soie : « *Au tout début, le projet a démarré petit à petit, sans avoir une vision d'ensemble. Un conseiller technique, en partant à la retraite, m'a dit que finalement on avait réussi à rendre irréversible ce projet, alors qu'initialement la Collectivité n'avait pas prévu d'investissements lourds. Ce qui explique aussi le fait que la collectivité valorise les opérations en collaboration très forte avec le privé.* » ⁶

Passer du territoire industriel au territoire fertile : outils et parti pris

Finalement, une mission territoriale du Grand Lyon dénommée « Mission Carré de Soie » est créée en 2002. La Mission lance alors un appel d'offre pour désigner une équipe d'urbanistes en charge de réfléchir au devenir de ce territoire. C'est l'Agence Dumetier, déjà impliquée dans le projet de centre commercial et de loisirs qui remporte cet appel d'offre en 2004.



Fig. 12 le centre commercial. Source : Laurence Danière, Grand Lyon

Pour encadrer le développement à venir, le projet urbain repose sur des principes fondateurs validés au cours de l'été 2005 par les élus locaux et entérinés par les associations engagées dans le processus de concertation publique. Le concept de « Parc Habité » proposé par l'Agence Dumetier propose de convertir un territoire industriel par le végétal et la valorisation du grand paysage, notamment le paysage du Canal de Jonage. Transparence entre des espaces verts privatifs et publics de haute qualité, structuration progressive d'une large promenade jardinée Nord/Sud, accroche du quartier sur le Canal de Jonage... sont autant de déclinaisons de ce concept. C'est un défi de taille sur ce territoire très peu planté et à l'histoire industrielle forte.

A partir de 2006, le projet passe en phase opérationnelle. Le pôle de loisirs et de commerces est livré en 2009 et dans le même temps plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble sont lancées : au cours des années 2000, création du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) TASE ; en 2012 création de la ZAC Villeurbaine La Soie - qui présente la particularité d'être une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) sans maîtrise foncière de la Collectivité - ; en 2013, création du Programme Urbain Partenarial (PUP) Gimenez, au Sud de la commune de Vaulx-en-Velin. En outre, le territoire du projet subit un fort développement en diffus, plus ou moins maîtrisé par la Collectivité selon les opérations.

2.2. Redéfinir le cap en s'enracinant sur le territoire : Esprit des Lieux et la démarche second souffle

Le lancement des premières opérations va mettre en lumière la tension entre la situation présente du territoire et les perspectives d'avenir ainsi tracées. Elles déclenchent alors des mobilisations associatives, pour une meilleure prise en compte des ressources patrimoniales du secteur, et particulièrement pour la mise en valeur de l'usine TASE et de son patrimoine urbain.

Si la question du devenir de l'usine TASE cristallise tant les débats autour du projet, c'est qu'elle représente une partie fondamentale de l'histoire de ce territoire. En effet, en 1923, le site de Vaulx-la-Côte est choisi par la famille Gillet pour implanter l'une des premières usines françaises de fabrication de «soie artificielle». Le groupe achète 75 hectares, pour développer une activité très polluante, qui va bénéficier de la présence de l'eau, de l'électricité et de la voie ferrée. Il développe également tout un système urbain à destination des salariés de l'usine : les «petites cités TASE», cité jardin remarquable, les Grandes Cités TASE, un pensionnat de jeunes filles, une église etc. ⁷La fermeture de la TASE en 1980, dans le contexte général de déclin de l'industrie textile française, laissera une immense friche au cœur du territoire. Autour de ce haut lieu de la mémoire ouvrière, l'activité industrielle commence à se recomposer après la crise économique qui succède au choc pétrolier de 1973, sans pour autant atténuer l'impression de déshérence du territoire : l'usine fermée symbolise la fin d'un monde, et porte la mémoire industrielle de ce territoire.



Fig. 13 plan de l'Usine au début du XXe siècle. Source : Mission Carré de Soie

7. FORET, C., 2009 : Retour vers le futur. De l'épopée industrielle de l'Est lyonnais au projet urbain du « Carré de Soie », ou l'invention d'un territoire d'agglomération. Note de synthèse pour le Grand Lyon.

C'est donc en écho aux mobilisations des associations que les collectivités locales ont décidé en 2009 de mettre en œuvre une démarche originale visant à prendre en compte «l'esprit des lieux» dans le projet urbain. A travers des ateliers mêlant aussi bien des techniciens, des experts, des associations que des habitants, la démarche a permis d'aboutir à un référentiel d'actions. « Esprit des Lieux » propose de mettre en oeuvre des actions support de rencontres entre nouveaux et anciens habitants, entre générations et entre les différents usagers du territoire.

A la suite de la démarche Esprit des Lieux, sept années après le lancement du centre commercial, il a semblé nécessaire de redéfinir les principes du projet urbain. Cette volonté de réécrire le projet est également alimentée par les retours d'expériences sur les opérations d'habitats collectifs, de bureaux, etc. où il n'a pas toujours été simple de mettre en œuvre les principes validés en 2007. Le principe de «parc habité», par exemple, n'a pu être totalement retranscrit dans les premières opérations immobilières.

En outre, la maîtrise d'ouvrage du projet a fait le constat d'un projet parfois trop détaché de la réalité du territoire ou des demandes des habitants et des usagers, qui constitue parfois un objet extérieur pour les habitants. La réécriture du projet représentait l'occasion de repréciser la stratégie urbaine, mais aussi de réorienter la stratégie économique, la stratégie de concertation ou d'intégrer des dimensions liées au développement durable ou à l'accompagnement des initiatives citoyennes.

Le travail conduit avec le groupement Dumetier Design (assistance à maîtrise d'ouvrage du projet) mais aussi l'organisation de réunions thématiques, d'ateliers avec les techniciens de la Communauté Urbaine de Lyon et les villes de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne doivent permettre de valider à nouveau et d'enrichir les fondamentaux et l'ambition du projet. Ce partage d'objectifs doit permettre de consolider la gouvernance technique et politique pour que le projet puisse s'appuyer sur des positions communes face aux opérateurs privés et à la société civile.



Fig. 14 Frise chronologiques des principaux moments mobilisés par la réflexion. Source : Camille Daudet

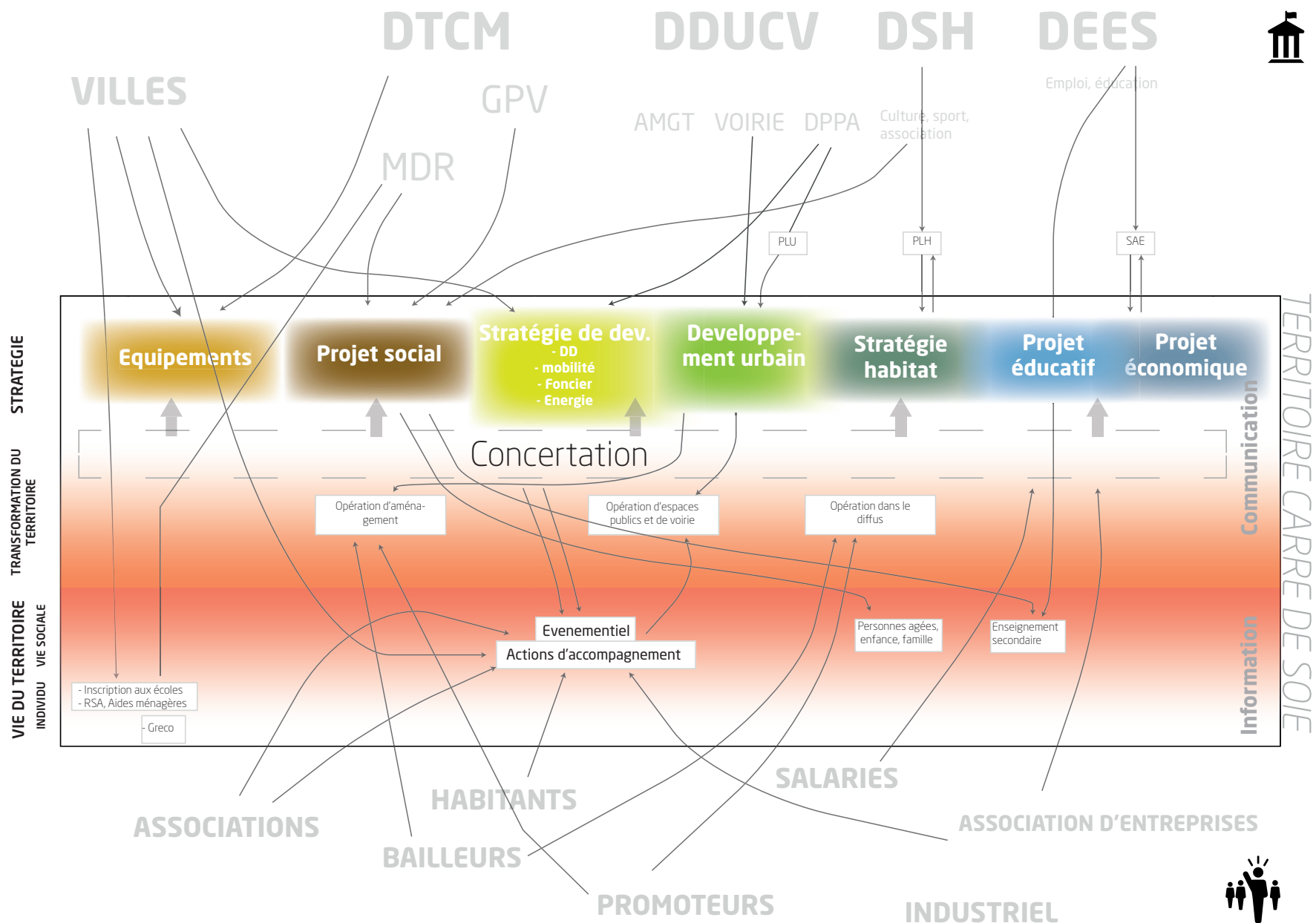


Fig. 15 schéma des différents champs d'actions et thématiques traitées ou à traiter par le projet du Carré de Soie. Source : Mission Carré de Soie

3. L'incarnation du projet par une équipe dédiée, dans un cadre institutionnel renouvelé

Le schéma de la page précédente décrit la diversité des sujets englobés par le projet du Carré de Soie et pilotés par l'équipe de maîtrise d'ouvrage du projet, la mission territoriale Carré de Soie. L'équipe de la mission se trouve sur le territoire, au sein de la Maison du Projet, lieu d'accueil du public sur le projet. Cette délocalisation permet une plus grande proximité géographique, mais aussi symbolique avec le territoire du projet. La mission assure donc la transversalité des projets, le suivi de chaque opération et la concertation avec le public.

Sur l'ensemble de ces sujets, le rôle de coordination entre les différents services de la Métropoles, les différents services des villes de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin mais aussi avec les dispositifs de Politique de la Ville (GPV de Vaulx-en-Velin par exemple) est très important. Tous ces acteurs techniques et politiques n'ont pas les mêmes objectifs et perçoivent le projet sous des angles différents. L'équipe du Carré de Soie assure alors la cohérence entre ces différentes perspectives.

La mission Carré de Soie, mission territoriale du Grand Lyon, travaille en lien étroit avec une équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage, le Groupement Dumetier. Composé d'une agence d'architecture et d'urbanistes (Dumetier Design, mandataire), de paysagistes (HYL), d'un bureau d'étude en développement durable (TRIBU) et de consultants sur les aspects de programmation et de gestion de projet (Algoé Consultants) le Groupement intervient à toutes les échelles du projet : des études de cadrage urbain aux fiches de lots, en passant par les grandes orientations stratégiques pour le territoire.

Le passage du statut de communauté urbaine au statut de Métropole au 1er janvier 2015 a provoqué une réorganisation conséquente des services : les missions territoriales, auparavant rattachées à la Direction Générale du Grand Lyon, ont rejoint la « Direction des territoires et de la cohésion métropolitaine » (DTCM) aux côtés des équipes Politiques de la Villes et des Maisons du Rhône. Cette intégration au sein d'une direction composée majoritairement d'équipes du département du Rhône comme les Maison du Rhone, avec des cultures techniques très différentes ouvrent de nouvelles perspectives de travail sur le projet.

4. Problématique : échelle locale et projet d'agglomération

La réécriture du projet urbain, les questions des habitants lors de séances de concertation sur les premières réalisations et nouvelles opérations, mais aussi le nouveau contexte institutionnel ont mis en exergue la question de la dialectique entre l'échelle du lieu et l'échelle métropolitaine.

Le projet du Carré de Soie, qui n'est pas issu à proprement parler de la démarche de planification stratégique du Grand Lyon, compte aujourd'hui comme l'un des grands projets d'agglomération de la métropole lyonnaise. Si le projet doit permettre de répondre à des défis d'agglomération - besoin de logements, reconstruire la ville sur la ville, participer au développement économique, valoriser les trames « vertes et bleues » lyonnaises, etc. -, la démarche Esprit des Lieux a mis en évidence l'importance de reconnaître la mémoire et les traits identitaires de ce territoire. Cette démarche a permis également de reconnecter le projet urbain aux aspirations des habitants et des associations, de reconnecter le projet aux lieux.

Véritable chance par son potentiel de reconversion, d'accessibilité par modes doux et par la proximité d'espaces de grande nature, le projet prend place sur un territoire institutionnel bien particulier : aux confins de deux communes majeures de l'est de l'agglomération, Vaulx-en-Velin et Villeurbanne, et seul grand projet d'agglomération hors de Lyon. Aussi, si la tension entre échelle métropolitaine et échelle locale est évidente lorsque l'on s'intéresse aux grands projets d'agglomération, la gouvernance particulière la rend encore plus saillante sur le projet du Carré de Soie. Cette gouvernance spécifique renvoie à des échelles et des rationalités propres selon les problématiques : échelle du quartier, communale, du bassin de vie, ou de la métropole.

Reconnaître l'échelle locale, le lieu, est en fait intrinsèque à la démarche de projet urbain. Après avoir abandonné l'idée d'emboîtement des échelles territoriales qu'on retrouve dans la planification des trentes glorieuses et l'urbanisme de plan, le projet est venu se placer au coeur des démarches de planification, où on ne considère plus l'espace comme « tabula rasa » mais avec ses propres spécificités, qu'il s'agit de valoriser. C'est ce qu'explique Gilles Pinson : « de manière générale, l'urbanisme de plan aménage « l'espace », une commodité relativement banale et reproductible. [...] A l'inverse, l'urbanisme et la planification de projet entendent traiter des « lieux » à savoir de localités dotées de qualités propres qu'il s'agit de découvrir, d'actualiser, de valoriser et de territoires conçus comme des « équations globales » particulières et de systèmes de relations - politiques, sociales, culturelles, productives - qu'il s'agit de comprendre et d'activer. Les ressources que les démarches de projet mettent en oeuvre pour valoriser ce potentiel ne sont plus uniquement des ressources génériques mais aussi, et c'est le plus intéressant, des ressources contextuelles découvertes ou produites dans l'actions. Ces ressources contextuelles peuvent être des qualités architecturales, urbanistiques, environnementales ou paysagères spécifiques »⁸

8. PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po.

9. ZEPF, M. 2011 : « La planification territoriale entre dynamiques socio-économiques et inerties politico administrative : un processus permanent » in ZEPF, M., ANDRES, L. 2011 : Enjeux de la planification territoriale en Europe. Lausanne : Presses Polytechniques et universitaires romandes.

A partir de ces constats, les pistes de réflexion proposées ici sont les suivantes : en tant que grand projet d'agglomération, comment le projet urbain du Carré de Soie s'appuie-t-il sur le ou les « lieux » du territoire ? Comment articuler les différentes exigences entre les échelles métropolitaines, communales, ou « locales » ? Comme le pose un technicien de la Ville de Villeurbanne : comment retrouver « la petite échelle dans la grande échelle, avoir de la finesse à toutes les échelles » ? Cela pose aussi la question du passage du projet à l'opérationnel, de sa stratégie à sa mise en œuvre. Comment lors de la mise en œuvre des premières opérations d'aménagement (ZAC, PUP, ...) la stratégie globale choisie vient à être plus ou moins questionnée, voire remise en cause ? Comment se réoriente-t-elle, notamment en s'appuyant sur des problématiques en lien avec l'échelle du lieu ? En fait, **comment l'échelle de proximité réinterroge-t-elle la stratégie du projet urbain au cours de sa mise en œuvre, et comment la réorientation d'une stratégie qui s'appuie sur les ressources contextuelles renforce-t-elle l'attractivité du projet** ? Mais aussi, comment rester un projet d'agglomération en travaillant sur des échelles et des problématiques de proximité ? Le projet se positionne-t-il par rapport aux autres grands projets d'agglomération que sont Gerland, Confluence et Part-Dieu en s'appuyant sur l'échelle locale ? Comment les besoins concrets et les attentes particulières de l'échelle locale peuvent-ils renseigner les stratégies et grandes orientations de l'échelle territoriale globale⁹ ? Quelles ont été, comme le propose Gille Pinson, les ressources contextuelles découvertes au cours de la mise en œuvre du projet urbain ?

Des enjeux ressortent de ces questions. Le constat, un peu caricatural, posé par une étude sur la sûreté et la sécurité, obligatoire pour tout grand projet urbain nous en donne un aperçu : « *ces différents ressentis amènent les habitants du quartier à conclure que l'opération Carré de Soie a vocation à nettoyer le secteur de leur présence, ou pour le moins à considérer que tout est conçu comme s'ils n'existaient pas. L'absence, pour le moment, d'opérations visant à requalifier l'espace public ou à créer des équipements répondant aux attentes des populations historiques du quartier contribue à creuser ce fossé et à confirmer toujours un peu plus cette impression. Cette invitation à quitter les lieux pour laisser la place à de nouvelles populations d'usagers du pôle de transports, cœurs de cible du centre commercial et cadres supérieurs dans les nouvelles entreprises est évidemment mal vécue par la population locale. De fait, les nouvelles populations arrivantes, dynamiques, intégrées, risquent de se confronter à des populations ayant développé un fort sentiment de 'résistance aux envahisseurs'.* » (cf. passage entier p. 104)

Ainsi, on pense tout à d'abord à un enjeu de cohérence et de justice sociale : si le projet permet de répondre à des défis d'agglomération, comme par exemple favoriser le développement des activités économiques ou accueillir un équipement majeur, cela ne doit pas se faire au dépend de la création ou de l'amélioration du cadre de vie des habitants, présents et futurs. De facto, s'intéresser à la question locale renvoie aussi aux questions de justice spatiale : pour qui réalise-t-on le projet ? Si l'on considère à l'instar du Groupe Descartes pour la consultation du Grand Paris



Fig. 16 extrait de la proposition du Groupe Descartes.
Source : Grand Paris.

(cg. figure x) que le projet a pour vocation majeure « d'améliorer le quotidien des gens », il est primordial d'intégrer cette dimension locale dans la conception et la conduite du projet, afin de redonner du sens aux espaces de la vie quotidienne. En fait, selon Gilles Pinson, le projet fait figure d'outil qui va permettre aux praticiens et aux décideurs de reprendre pied dans la complexité sociale et urbaine qui est leur commune « *matière première [...] Il s'agit de fonder une pensée de la ville faisant une part aux éléments urbains vecteurs de sociabilité, d'appropriation symbolique et affective.* » ¹⁰

Plusieurs hypothèses guident la présente réflexion. Ainsi, la première phase du projet du Carré de Soie, entre l'idée du pôle de loisir et de commerce et les premières opérations à la fin 2010, a permis de placer ce territoire comme une nouvelle polarité de l'agglomération lyonnaise. La stratégie s'est appuyée sur un raisonnement « à grande échelle » - l'inscription dans le grand paysage - et sur des opportunités - le pôle de commerce, le pôle multimodal et le pôle tertiaire - qui ont permis de faire émerger ce territoire au sein des grands projets d'agglomération lyonnais. Aussi, notre hypothèse de départ est la suivante : si dans une première phase le projet s'est inscrit à l'échelle métropolitaine, cela l'était peut-être au dépend d'une échelle plus locale. Ainsi, les réactions des habitants, des associations ont fait remonter une attention à l'emploi et l'économie locale, à la préservation du patrimoine et à l'identité des lieux ainsi que des attentes fortes en termes d'espaces publics et privés de qualité. On cherchera alors à montrer comment la réorientation du projet a pu prendre en compte cette dimension locale et comment l'articule-t-elle aux autres échelles. Dans cette perspective, notre deuxième hypothèse est que les spécificités locales du territoire ont permis d'affiner et de distinguer le territoire dans son positionnement par rapport aux autres grands projets lyonnais. L'attractivité du site du Carré de Soie passerait alors par la valorisation de son patrimoine et d'une identité particulière.

Par la polysémie qu'ils comportent il paraît important de définir ici quelques concepts fondamentaux dans le déroulé de la réflexion. Tout d'abord, qu'entend-t-on par projet d'agglomération ? Depuis une vingtaine d'années, ce type de projet, dont les périmètres couvrent des territoires communaux ou intercommunaux s'est rapidement imposé comme une nouvelle modalité de l'action publique locale et constitue la forme la plus récente de la notion de « projet » dans le champ urbain. Il a pour objet de définir une ambition à long terme pour la ville. Dans cet esprit, il décline les orientations stratégiques de développement sur le plan économique, social, culturel et spatial. Le projet de territoire n'est donc pas borné par des limites temporelles figées et des délais, on parle au contraire « d'horizon temporel ». Il a également pour vocation de servir de guide à l'action opérationnelle, notamment à l'échelle de l'aménagement urbain. ¹¹ Le territoire se définit comme « *étendue d'un espace approprié par un individu ou une communauté. La notion de territoire n'est pas seulement spatiale, mais implique une dimension temporelle d'appropriation et de constitution qui peut avoir été très longue.* » ¹⁰ Pour Martin Vanier : les territoires sont une des modalités de l'inscription des sociétés et des individus dans l'espace géographique. ¹¹ Enfin le lieu s'explique comme étant la « *plus petite unité spatiale*

10. PINSON, G. 1999 : « Projets urbains et construction des agglomérations. Échelles fonctionnelles et politiques ». Annales de la recherche urbaine 82. 130-139.

13. VANIER, M. 2008 : Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité. Paris : Economica.

12. CHOAY, F., MERLIN, P. 2010 : Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement. Paris : Presses Universitaires de France. 770

11. ARAB, N. 2007 : « Activité de projet et aménagements urbains : les sciences de gestion à l'épreuve de l'urbanisme ». Management et avenir 12. 147-164.

complexe de la société. Le lieu constitue l'espace de base de la vie sociale. En effet, les lieux se caractérisent aussi par le caractère sensible de leurs limites. On introduit là un aspect qui renvoie en partie au champ de la pratique et de la représentation spatiale. Ce problème de la limite configurante paraît important et le lieu existe avant tout en tant que surface explicitement limitée, de micro-échelle. C'est-à-dire que ne doit pas s'affirmer un effet d'échelle et d'espacement suffisamment marqué qui brise le lieu et le mue en aire. »¹⁰

14. LEVY, J., LUSSAULT, M. 2003 :
Dictionnaire de la géographie et de
l'espace des sociétés. Paris : Belin.

Ces amorces posées il convient d'expliquer la méthode d'investigation utilisée pour mener à bien cette réflexion. Ce travail se fonde sur une « observation participante » en tant qu'apprentie au sein de la mission Carré de Soie et la participation au travail de réécriture du projet urbain, mené en grande partie avec le Groupement Dumetier Design mais également avec différents services des villes de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne ainsi qu'avec les services de la Métropole. Les différentes réunions, ateliers, conférences mais également les échanges informels avec les techniciens ont pu alimenter la réflexion. Quelques entretiens ont été menés, mais le très faible échantillonnage et l'analyse effectuée sur un temps court doivent être pris en considération. Le présent mémoire n'a pas la prétention de définir la place de l'échelle locale dans le projet urbain, mais retrace plutôt une réflexion qui a émergé tout au long de la réécriture du projet urbain du Carré de Soie et qui est apparu en filigrane des nombreux échanges entre les techniciens des Collectivités et des équipes de concepteurs. Notons encore que cette réflexion s'est faite sur un temps court et uniquement au regard de la démarche sur le projet du Carré de Soie.

Plus qu'une analyse bibliographique sur la notion de dialectique des échelles agrémentée d'une approche sur le projet du Carré de Soie, il nous a semblé ici intéressant de plonger directement dans des thématiques majeures du projet et d'examiner comment l'échelle locale avait « requestionné » les stratégies. Si le plan de la réflexion s'organise donc selon trois thématiques, il est évident que le ou les questionnements se renvoient et se retrouvent d'une partie à une autre.

Parce-que l'origine du projet est en quelque sorte « économique », par l'implantation du pôle de commerces et de loisirs, on commencera par examiner cette thématique en commençant par voir comment le projet du Carré de Soie a été très vite intégré dans la stratégie économique lyonnaise. Après avoir décrit les particularités de l'organisation du développement économique sur l'agglomération lyonnaise et la place des grands projets d'agglomération dans cette organisation, on s'attardera sur la place d'objets urbains « leviers » qui ont permis au projet du Carré de Soie d'acquérir très vite une visibilité et une attractivité sur la scène économique régionale et nationale (l'émergence du pôle tertiaire, le centre de commerces et de loisirs, la réalisation de campus d'entreprises etc.). Par la suite, nous verrons que les acteurs locaux et que les usagers des premières opérations ont produit des prises de positions, des conflits et des débats face à des projets parfois déconnectés de leur contexte et du territoire, ou encore face à un

manque d'aménités et d'espaces publics. Aux antipodes d'une réflexion à la grande échelle, « l'atterrissage » des premiers projets immobiliers ramène ainsi à des questions qui touchent aux spécificités du contexte, à la vie au quotidien, et à la rencontre entre des usagers du territoire très différents les uns des autres. Ainsi, nous verrons comment cette première phase du projet a amené l'équipe du Carré de Soie à se positionner sur des questions relatives à l'économie de proximité ou à l'emploi local. Nous verrons également que ces questions s'inscrivent dans un changement général de perspective, où le développement économique n'est plus seulement envisagé au prisme des activités internationales et «exportables» mais où le développement de l'économie locale est vu comme moteur du développement de l'emploi et du territoire, associé à une redécouverte de l'économie dite « de proximité ». Enfin, il sera question d'envisager comment cet appui sur les ressources économiques locales mais aussi sur les richesses contextuelles permettent d'orienter un positionnement économique du projet plus complémentaire vis-à-vis des autres grands projets d'agglomération de la Métropole.

Nous nous intéresserons ensuite au projet qui a été formulé sur ce territoire, en insistant sur le parti pris paysager et urbain choisi. Nous observerons ainsi comment dans une première phase le projet a été imaginé en s'inscrivant dans la grande échelle, dans la géographie et dans le grand paysage du site. Sera ensuite examiné comment un certain décalage entre les premières opérations et le projet a remis le territoire, ses quartiers et ses habitants plus au centre des préoccupations mais également comment le travail sur des opérations particulières, à plus petite échelle a permis d'enrichir la stratégie globale. Nous verrons également que la réécriture du projet tend ainsi à s'appuyer sur les ressources locales (l'histoire, l'existant, les identités des quartiers) pour composer avec et en faire une ressource. Le travail sur l'espace public prend plus sens, au regard des usages et de l'appropriation des habitants et salariés. La conception du périmètre du Carré de Soie comme composée de quartiers bien différents les uns des autres vient alimenter une approche plus fine du territoire de projet.

Enfin, il sera question dans un dernier temps de voir comment le processus de patrimonialisation autour de l'usine TASE et de son ensemble urbain a posé la première pierre d'un changement de regard du projet sur l'identité du territoire. Plusieurs démarches, réalisées ou en cours, ont aujourd'hui pour but de valoriser ce patrimoine tant matériel qu'immatériel : la démarche Esprit des Lieux, et le lancement d'une étude patrimoine sur l'ensemble urbain TASE. Par la suite nous verrons également comment les plans masses des îlots d'opérations d'aménagements s'inspirent des tissus ou des modèles urbains existants, comme c'est le cas sur le PUP Gimenez, présenté comme une Cité-Jardin contemporaine ou pour les îlot L et I de la ZAC Villeurbanne La Soie. Enfin, nous examinerons la tension entre identité et attractivité : comment un territoire devient-il attractif par la constitution d'une véritable identité et quels sont les effets potentiels de cette attractivité, en termes de gentrification et de d'éviction des classes sociales.



Fig. 17 : les turbines de l'usine
hydroélectrique.
Source : Pierre Hozelle



Fig. 18 Les salariés de Technip, entreprise installée dans l'usine TASE réhabilitée, en déjeuner à « La Boule en Soie » bar des pPetites Cités TASE.
Source : Camille Daudet.



Fig. 19 La façade Nord de l'aile
réhabilitée de l'Usine TASE.
Source : Laurence Danière

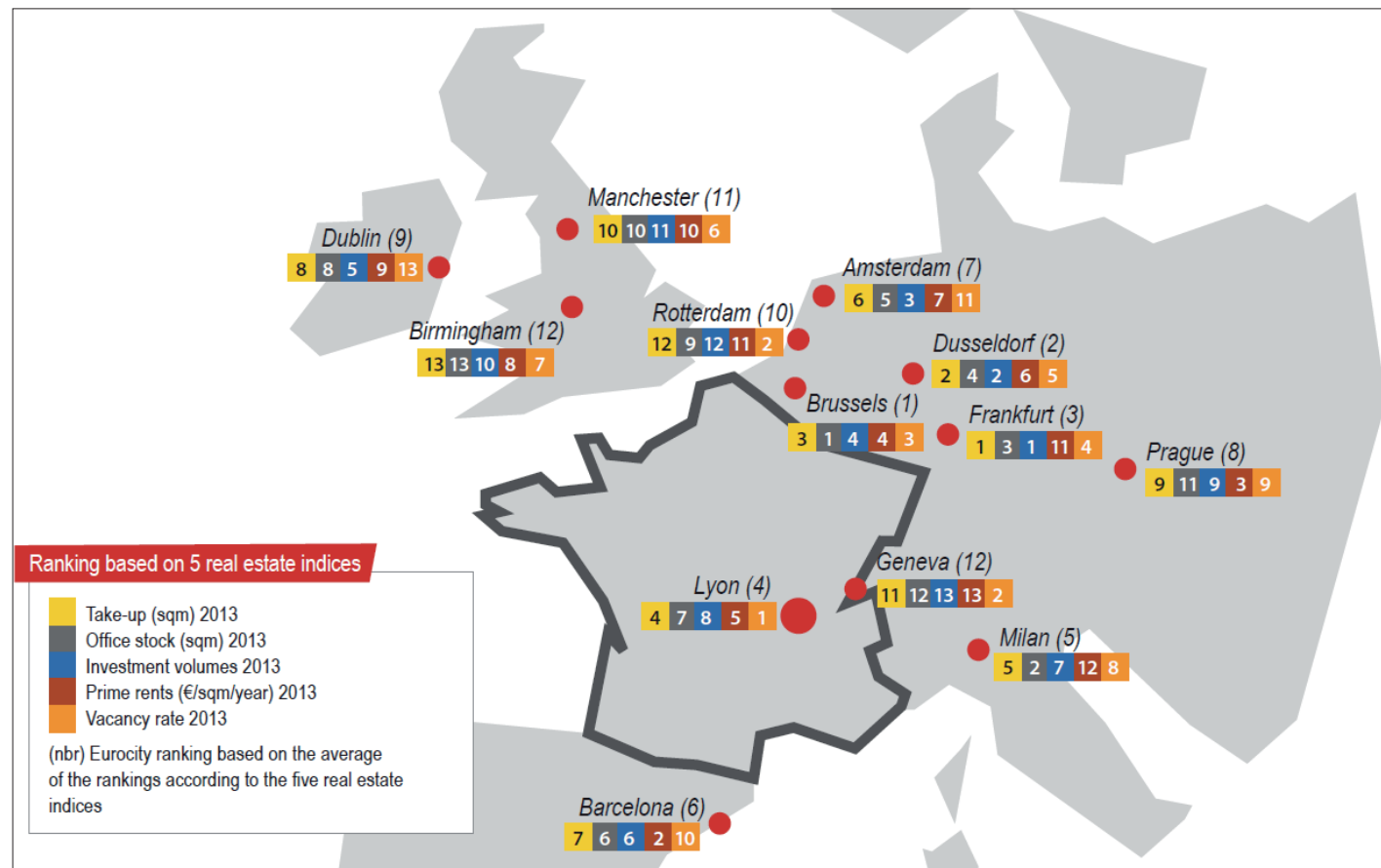
PREMIERE PARTIE

"BRILLER POUR ATTIRER" OU "MAINTENIR POUR DEVELOPPER" ? LE PROJET ECONOMIQUE DU CARRE DE SOIE

Le développement économique est à l'origine de plusieurs « histoires urbaines » de ce territoire. La première, avec l'arrivée des usines TASE au début du XXème siècle qui constitue une étape dans l'épopée industrielle lyonnaise. La deuxième intervient un siècle plus tard, avec le centre commercial et le pôle tertiaire du Carré de Soie. Finalement, le territoire a été de tous temps support de «grands» aménagements. Aujourd'hui, aux côtés de «ces grands aménagements», les acteurs et les problématiques locales questionnent le projet économique.

Plusieurs questions se posent : comment faire « levier » sur le développement du territoire tout en préservant les savoirs-faire invariables et les emplois locaux ? En tant que grand projet d'agglomération, comment développer d'autres activités économiques sans passer par l'accueil de grands comptes dans des secteurs d'activités tertiaires ? Comment assurer un cadre de vie agréable aux usagers du territoire, dont les salariés ? Comment définir un positionnement économique sur un territoire vaste de 500 hectares et si contrasté ?

Fig. 20 la métropole lyonnaise parmi les autres métropoles régionales européennes. Source : Grand Lyon



1. Le projet urbain, « flagship » de la stratégie économique lyonnaise

1.1. L'aménagement du territoire au service de la stratégie économique

Le retour du pouvoir économique des villes françaises dans les années 1970

Les métropoles n'ont pris que depuis quelques décennies la main sur la stratégie de leur développement économique. Auparavant, le développement économique était pensé à l'échelle nationale. En effet, durant les trente glorieuses, le développement économique est une affaire d'État, dans une économie organisée sous le modèle keynésien. Pour Laurent Davezies¹⁵, les économies locales sont à cette époque traitées à l'image des unités fonctionnelles d'une grande entreprise fordiste. A cette époque, à mesure que les économies urbaines passent sous le contrôle des élites politico-administratives et économiques centrales, les « agendas » urbains s'uniformisent et deviennent les succursales standardisées de l'agenda national.¹⁶

A partir du milieu des années 1970, l'essoufflement du régime d'accumulation et du compromis fordiste va avoir pour effet d'ouvrir une fenêtre d'opportunité favorable à la reterritorialisation des interactions économiques et à la renaissance des économies urbaines. Cette montée en puissance des gouvernements urbains s'accompagne d'un certain recul du pouvoir des États Nations en matière de régulation économique et d'une remise en question des grands équilibres territoriaux sur le plan économique. Les débats autour du développement économique se relocalisent alors dans les villes, ce qui a pour effet de différencier les politiques publiques. Chaque ville essaie ainsi de se démarquer des autres afin d'attirer les investissements sur son territoire.

Pour Vincent Béal avec la crise du fordisme, les villes – et notamment les plus grandes d'entre elles – ont été sommées d'entrer dans l'ère de l'entrepreneuriat urbain et de troquer leur portefeuille de politique à visée redistributive (versement d'un « salaire social », production de biens et de services collectifs, contrôle de la rente foncière, etc.) contre des politiques urbaines dites de « l'offre » visant à créer les conditions nécessaires à l'attraction des investisseurs, des entreprises et des classes sociales privilégiées.¹⁷

En parallèle, on observe un tournant global de l'économie, qui passe d'une économie de production à une économie de la connaissance. Cette transformation touche aussi la métropole lyonnaise, avec ses spécificités, comme le montre Rachel Linossier : « *l'économie lyonnaise affiche une très nette tertiarisation depuis les années 1960, dynamique qui s'inscrit en cohérence avec les tendances générales de l'économie mais qui puise aussi ses origines dans la politique étatique de décentralisation tertiaire des années 1960-70. [...] Néanmoins, sur l'agglomération lyonnaise, il faut tout*

15. DAVEZIES, L. 2008 : La république et ses territoires : la circulation invisible des richesses. Paris : Seuil.

16. PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po. p. 64

17. BEAL, V. 2014 : « Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales. » Métropolitiques. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html>. Consulté le 5 août 2015.

18. LINOSSIER, R. 2006 : La territorialisation de l'économie dans l'agglomération lyonnaise (1950-2005). Thèse de Doctorat, Institut d'Urbanisme de Lyon.

19. VELTZ, P. 2012 : Paris, France, Monde : repenser l'économie par le territoire. Paris : Editions de l'Aube. 221-222

20. FLORIDA, R. 2005 : Cities and the Creative Class. Routledge

21. SEPAL, 1992 : Schéma Directeur de l'agglomération lyonnaise. Lyon 2010. 87

de même relativiser cette tertiarisation au regard de son profil assez généraliste, par rapport à certaines métropoles européennes. Précisons ainsi que les activités industrielles gardent une place relativement importante malgré l'explosion du secteur tertiaire.»¹⁸

La mobilité des ressources de l'économie de la connaissance conduit en fait au paradoxe suivant, expliqué par Pierre Veltz : plus les ressources stratégiques (idées, capitaux, talents), liées à l'économie de la connaissance, deviennent mobiles, plus l'organisation territoriale, à toutes les échelles, devient prégnante dans la compétitivité. Fixer les talents nomades, créer des «écosystèmes» favorisant la pollinisation des idées et valorisant les effets de coopération, assurer une gestion durable des ressources naturelles : autant d'enjeux qui déterminent un rapport au territoire beaucoup plus actifs et intime que le lien traditionnel.¹⁹

On observe donc un double mouvement : à la fois une «re-territorialisation» des stratégies économiques, faisant apparaître les métropoles comme les acteurs clés du développement économique sur la scène internationale, et une émergence de l'économie de la connaissance, économie volatile qui tend à se fixer là où les externalités positives seront les meilleures. La conséquence de ce double mouvement est un lien renouvelé avec le territoire, regardé non plus à travers les ressources primaires qu'il fournit mais au regard des externalités positives qu'il apporte, pour accueillir les entreprises et leurs salariés issus d'une hypothétique « classe créative », comme le suppose Richard Florida²⁰. Les villes entrent alors dans une démarche de valorisation des capacités d'accueil de ces entreprises de l'économie de la connaissance en se positionnant les unes par rapport aux autres. Les projets urbains et les projets de ville sont le cadre privilégié de cette différenciation, permettant de mettre en œuvre rapidement une stratégie tout en assurant une forte visibilité de la métropole et de ses projets.

La communauté urbaine lyonnaise comme «chef de file » du développement économique métropolitain

Preuve de cette prise en main du développement économique, la démarche Lyon 2010 (débuté à la fin des années 1980) place le thème de l'économie en premier plan. Les objectifs sont alors de stimuler les moteurs du développement économique, de moderniser le tissu économique et de se positionner dans un marché international hautement concurrentiel. Comme l'explique le schéma directeur Lyon 2010 « *il faut considérer la transformation du tissu industriel et la mutation des emplois vers le tertiaire. [...] Même si l'économie lyonnaise a déjà des bases et des atouts très solides, il s'agit maintenant de franchir un seuil et de faire entrer l'agglomération dans l'économie du XXIème siècle. [...] Cela implique notamment de s'appuyer sur l'ensemble des potentialités de la région lyonnaise et de diversifier davantage qu'aujourd'hui l'offre en site d'accueil de l'agglomération, les produits de haute qualité étant encore insuffisants pour répondre à certaines demandes dans la concurrence avec les autres métropoles.»²¹*

De fait, on voit bien que les pouvoirs publics locaux, le Grand Lyon, s'instituent comme des acteurs économiques à part entière, en se plaçant dans une posture volontaire d'intervention dans le champ de l'économie. Ils mettent en place des programmes d'actions spécifiques mobilisant différents champs de compétences pour favoriser le développement économique, avec la volonté de se tourner vers des activités de «l'économie du XXIème siècle», une économie de la connaissance.²² Il est alors nécessaire d'envisager la métropole lyonnaise comme un système d'acteurs particulier, territorialisé et organisé autour de la Communauté urbaine de Lyon, dont l'objectif est d'assurer une certaine forme de régulation de l'économie au niveau local, grâce à la mobilisation partenariale des groupes ou institutions susceptibles d'être intéressés par le développement économique local et surtout de pouvoir apporter aux autorités communautaires une capacité d'expertise et d'intervention plus aiguisée dans le domaine de l'économie.²³

Les orientations actuelles du SCOT n'ont pas fondamentalement changé : le Document d'Orientation Général (DOG) actuel renforce cette position : « *L'agglomération lyonnaise doit affirmer sa place dans le réseau des métropoles tertiaires en Europe en renouvelant et en étoffant son offre immobilière de niveau international. Une politique de mise à niveau des grands équipements métropolitains et des critères d'implantation s'appuyant sur l'organisation multipolaire garantissent l'attractivité de l'offre générale. Ainsi, le Document d'Orientations Générales fixe les orientations suivantes : permettre la constitution d'une offre immobilière de haut niveau international, se distinguant par sa haute qualité architecturale et fonctionnelle, au sein de sites bien connectés aux réseaux de transport national et international : Lyon Part-Dieu, Cité internationale, Lyon Saint-Exupéry, Confluence Presqu'île, Gerland, Carré de Soie, Porte des Alpes, Vaise, Pôle économique ouest.* »²⁷

Le tertiaire représente bien un « axe primordial du développement économique lyonnais »²⁵, comme le montre la mise en oeuvre du Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE). Outil de mise en oeuvre de ces politiques, le SAE, développé par les services économiques du Grand Lyon a pour rôle de « structurer l'offre d'accueil foncière et ou immobilière, en la hiérarchisant et en la polarisant, et de rendre lisible et visible cette offre d'accueil économique »²⁶ (cf. figure ci-dessous), notamment lors des temps forts comme les salons internationaux de l'immobilier (MIPIM, SIMI ...) et auprès des acteurs privés de l'immobilier d'entreprise. Une part importante de ce travail est dédié au positionnement complémentaire des principaux sites d'accueil des activités tertiaires, à savoir les quatre projets urbains du Grand Lyon, et à l'étude du rythme de livraison des différents programmes sur ces sites afin d'éviter une saturation du marché immobilier tertiaire.

22. LINOSSIER, R. 2006 : La territorialisation de l'économie dans l'agglomération lyonnaise (1950-2005). Thèse de Doctorat. 9

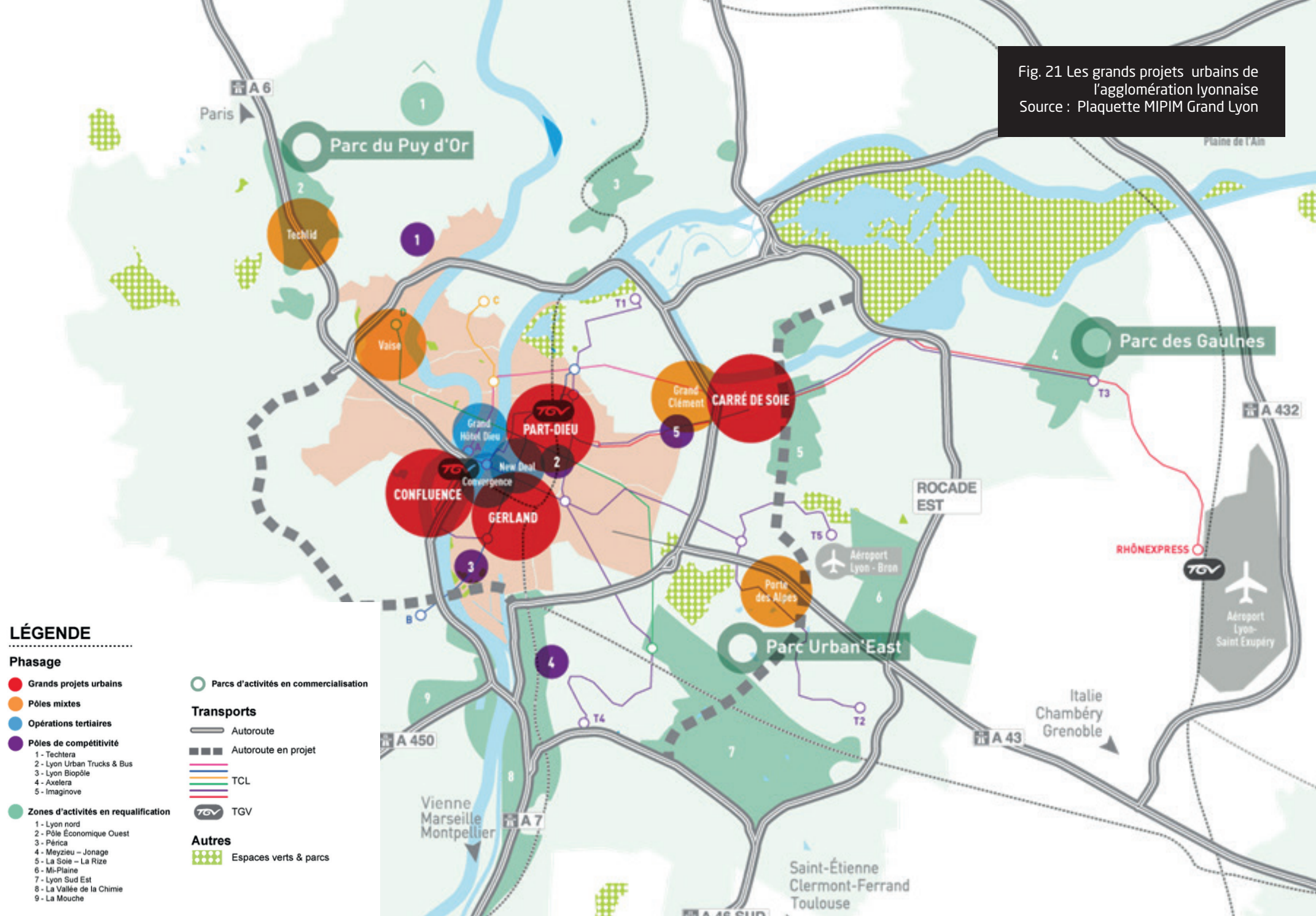
23. LINOSSIER, R. 2006, Ibid. p 73.

24. SEPAL, 2010 : SCOT 2030 de l'agglomération lyonnaise. Document d'orientations générales. , DOG, p. 19

25. GRAND LYON, 2014 : Dossier de presse MIPIM.

26. GRAND LYON, 2013 : SAE, La stratégie tertiaire - Un bilan, des perspectives

Fig. 21 Les grands projets urbains de l'agglomération lyonnaise
Source : Plaquette MIPIM Grand Lyon



« Une stratégie tertiaire affirmée autour de quatre grands projet urbains »²⁷

Le Grand Lyon en tant qu'acteur du développement économique, utilise ses quatre projets urbains d'agglomération pour concentrer son offre immobilière tertiaire, afin d'assurer une visibilité et une attractivité suffisante à son offre d'accueil, tout en renouvelant des territoires. Ainsi, on retrouve une correspondance entre le vocable de « grand projet d'agglomération » et les opérations d'aménagement et d'urbanisme ayant une vocation économique stratégique, lancées dans l'agglomération lyonnaise à partir de la seconde moitié des années 1980.²⁸ Désormais le SAE présente les quatre sites que sont Part-Dieu, Confluence, Gerland et Carré de Soie comme les projets phare du Grand Lyon.

Cette stratégie n'est pas propre au Grand Lyon, mais se retrouve dans bien d'autres métropoles européennes. Aussi, on observe ce que Gilles Pinson appelle une « uniformisation du contenu des projets urbains », faisant référence aux stratégies similaires mises en place par les métropoles européennes depuis les années 1980. Ainsi, *« un élément témoignant de l'uniformisation du contenu des projets est la référence commune aux « secteurs économiques d'avenir ». En effet, dans leur formulation initiale, les projets sont souvent porteurs de visions postindustrielles mettant l'accent sur le potentiel de développement que représentent les secteurs d'activités liés au tertiaire, à la technologie et à la culture. [...] A ces « secteurs d'avenir » correspondent des populations cibles que les édiles urbains entendent bien attirer. Cette clientèle des projets urbains, ce sont les classes moyennes et supérieures à la fois assez instruites pour travailler dans les secteurs du tertiaire et des technologies, et assez solvables pour accéder à la nouvelle centralité. »*²⁹

En comptant sur l'arrivée de nouvelles populations actives, travaillant dans ces « secteurs d'avenir », on peut se demander si la Collectivité ne remplace pas une typologie d'activité, tout en déplaçant plus loin celles jugées comme moins aptes à être maintenues dans les quartiers centraux (artisanat, industrie, ...). Pour Rachel Linossier³⁰ toutes ces opérations emblématiques de projets urbains ont en commun de concerner des zones urbaines péricentrales occupées jusque là par de vastes emprises industrielles et urbaines plus ou moins désaffectées. Celles-ci représentent le « syndrome le plus évident d'une dévitalisation des économies urbaines »³¹ et correspondent au changement de rationalité survenu dans la localisation des activités productives ou logistiques au sein des métropoles. Il s'agit de recréer des quartiers intégrés dans le fonctionnement de la métropole en leur conférant notamment une nouvelle vocation économique, grâce à une orientation stratégique vers l'accueil d'activités tertiaires, technologiques ou ludiques à forte valeur ajoutée (NTIC, loisirs marchands, etc.).

Pour le Grand Lyon, accueillir du tertiaire constitue un effet de levier sur des territoires « délaissés », du moins non occupés par des activités économiques. Ainsi, les projets urbains d'agglomération dont il est question ici cumulent des objectifs primaires d'incitation à l'augmentation ou au retour de l'investissement économique privé sur des portions clairement définies du territoire local, et des objectifs secondaires d'amélioration de la position concurrentielle de la ville sur le marché des localisations économiques, définis à l'échelle plus large de l'agglomération urbaine. Pour Rachel Linossier, ces projets correspondent clairement à une instrumentalisation de l'aménagement spatial et de l'urbanisme au service du développement économique concurrentiel.³²

27. GRAND LYON, 2013 : SAE, La stratégie tertiaire - Un bilan, des perspectives

28. LINOSSIER, R. 2006. Ibid. 356.

29. PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po., p. 148

30. LINOSSIER, R. 2006. Ibid.

31. CHALINE, C. 1999 : La régénération urbaine. Paris : PUF. 127 p.

32. LINOSSIER, R. 2006. Ibid. 356.

LYON GERLAND,

LA FABRIQUE D'EXCELLENCE

Quartier historique de l'industrie Lyonnaise,

Gerland bénéficie d'une localisation attractive et assoit aujourd'hui son développement sur une dynamique économique mixant expertise des sciences de la vie et diversification tertiaire. Quartier d'envies, Gerland est également un quartier de vie qui accueille l'agglomération pour de grands événements.

LYON PART-DIEU,

L'ÉCOSYSTÈME GAGNANT ET INÉDIT

2^{ème} pôle tertiaire et de décision français et quartier de référence des fonctions tertiaires de l'agglomération,

Lyon Part-Dieu fait l'objet d'un grand projet urbain et économique. Il poursuit son développement en devenant un des quartiers européens référents pour les activités de pilotage et conception des nouveaux systèmes industriels, énergétiques, urbains et d'infrastructures incluant des dimensions IT et numérique. Ajoutées aux activités historiques du quartier d'affaires, ces fonctions renforcent son attractivité internationale. Les investisseurs et les entreprises qui souhaitent investir dans des immeubles denses, de dernière génération, conçus pour optimiser la qualité de vie au travail, avec un excellent rapport qualité-prix trouvent ici un environnement performant et des projets d'envergure.

LYON CARRÉ DE SOIE,

RÉSERVE NATURELLE D'OPPORTUNITÉS

Projet urbain majeur du centre-est de l'agglomération,

Le Carré de Soie offre de vastes opportunités de développement en termes d'investissement et d'implantation entre ville et nature. Une reconquête urbaine programmée en différents secteurs autour d'un pôle multimodal pour un territoire connecté à l'avenir.

Fig. 22 extraits d'une plaquette de l'immobilier d'entreprise Grand Lyon explicitant le positionnement de chaque projet d'agglomération.
Source : Grand Lyon

1.2 Le projet urbain du Carré de Soie comme territoire de mise en œuvre de la stratégie économique du Grand Lyon

Un projet qui n'est pas issu de la démarche classique de planification mais qui s'insère vite dans la stratégie globale

On l'a vu, la stratégie économique, et principalement tertiaire, est organisée dans sa répartition spatiale et temporelle par le Grand Lyon, sur les sites clés de transformation de l'agglomération, les sites de projets urbains majeurs. Si les sites de la Cité internationale, de Gerland, de Confluence et, dans une moindre mesure, de Part-Dieu avaient été identifiés comme des sites stratégiques pour le développement économique par le SDAL Lyon 2010, force est de noter que ce n'était aucunement le cas pour le site du Carré de Soie, qui était alors identifié comme un site de développement d'activités industrielles et artisanales ³³. Néanmoins, le projet urbain du Carré de Soie a très vite été intégré, dès 2005, dans la stratégie de développement tertiaire de l'agglomération. Tout d'abord identifié comme un nouveau hub tertiaire, le renouveau du projet de la Part-Dieu le repositionnera comme un pôle secondaire et complémentaire.

Stratégie pour une identité et un positionnement de chaque projet

De fait, le renouveau du projet urbain de la Part-Dieu dans les années 2010 amène l'ensemble des projets urbains d'agglomération à se repositionner par rapport à ce hub central. En effet, le positionnement et la complémentarité des projets d'agglomération entre eux, organisés autour d'un pôle central sont cruciaux pour éviter une « sur-offre ». Cette complémentarité est orchestrée par les services économiques du Grand Lyon, comme cela est expliqué dans un des dossier de presse du MIPIM de 2014 : « *l'agglomération lyonnaise a su développer de nombreux sites et territoires porteurs d'un développement tertiaire directement connecté au Hub central de Lyon Part-Dieu. [...] L'existence de ce véritable « réseau de l'offre tertiaire » permet à l'agglomération lyonnaise de proposer une offre multi-produits, multi-prix, multi-sites sécurisée par un phasage des opérations et une gouvernance de cette offre en articulation avec le privé. La course aux m² est ainsi raisonnée dans le temps afin de ne pas produire de sur-offre et de permettre aux investisseurs d'avoir des taux de rendements élevés.* »³⁴

Ainsi, un des objectifs du SAE est d'organiser la visibilité des quartiers tertiaires et leur lisibilité en affichant une identité forte et différenciante pour chaque site. ³⁵ Si les identités s'appuient sur les territoires et les projets développés, on voit bien que la rationalité de cette stratégie tertiaire se construit à une échelle d'agglomération. Ce sont les besoins au niveau de l'aire métropolitaine voire plus qui se retrouvent concrétisés sur ces territoires de projets urbains. Les extraits ci-contre décrivent les identités et les positionnements de chaque projet urbain.

33. GRAND LYON, 2014 : Dossier de presse du MIPIM. 5

34. GRAND LYON, 2011 : SAE, préparation au comité de pilotage,



Fig. 23 Perspective sur les immeubles de bureaux de la ZAC Villeurbanne La Soie. Source : Dietmar Fechtinger Architecte

2. L'atterrissage du projet sur le territoire : vers une émancipation progressive des modèles urbains

2.1 Des objets économiques « leviers » pour le territoire : modèles et bonnes pratiques dans les projets urbains

Le projet du Carré de Soie, par son ambition et son développement s'intègre donc pleinement dans la stratégie décrite dans les précédents paragraphes. Ainsi, plusieurs opérations économiques clés ont permis de donner de la visibilité au projet urbain du Carré de Soie dans sa première phase : implantation du pôle multimodal, du centre commercial et de loisir, premier programme constituant à terme une nouvelle polarité tertiaire ... Ces « objets urbains », issus et intégrés à la réflexion sur la stratégie tertiaire, sont un moyen de renouveler ce territoire de friches, en générant des « effets de levier » sur l'attractivité, l'image et l'investissement privé sur le territoire. Ils étaient également perçus comme tels par Maurice Charrier, Maire de Vaulx-en-Velin de 1985 à 2009, qui voyait dans le projet de pôle de commerces et de loisirs un moyen de changer l'image de la commune et d'attirer de nouveaux publics. A noter, sur le projet du Carré de Soie, ces objets urbains relèvent principalement d'objets du secteur tertiaire, à l'inverse d'autres stratégies mises en oeuvre sur le projet urbain de Confluence, de l'île de Nantes ou de Marseille où ce sont les équipements publics ou culturels qui constituent ces « objets-leviers ».

Or ce constat pose, dans la mise en oeuvre du projet, la question de la tension entre projet d'agglomération (et des réalisations qui s'inscrivent dans cette perspective) et échelle locale du territoire, où les attentes des habitants et des usagers sont parfois en décalage avec ces stratégies de la grande échelle. L'arrivée d'entreprises tertiaires sur un territoire où les taux de chômage approchent les 15%, d'un centre commercial qui ne correspond pas forcément au pouvoir d'achat du bassin de vie provoque parfois l'incompréhension des acteurs locaux face au projet. Le risque de « décrochage » a ainsi été identifié par la Mission Carré de Soie et les services de la Métropole, et la réécriture du projet urbain tente de proposer des politiques publiques plus en lien avec le territoire.

Plus largement, cette question de « l'atterrissage » ou de la « greffe » de tel ou tel projet (termes souvent employés par les techniciens de la Métropole), renvoie à la question des modèles (au sens où Françoise Choay l'entend³⁵) en urbanisme ou encore à la questions des « bonnes pratiques » et à leurs transferts dans différents contextes.

Comme nous l'avons vu précédemment, avec la crise du fordisme, les villes (et notamment les plus grandes d'entre elles) ont été sommées d'entrer dans l'ère de l'entrepreneuralisme urbain en s'engageant dans des politiques urbaines dites de « l'offre » visant à créer les conditions nécessaires à l'attraction des investisseurs, des entreprises et des classes sociales privilégiées.³⁷ Pour Vincent Béal, ce contexte est en partie responsable de la multiplication des

35. CHOAY, F. 1996 : La règle et le modèle. Paris : Editions du Seuil.

36. HARVEY, David. 1989. « From managerialism to entrepreneurialism : the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*. 71. 3-17.

37. BEAL, V. 2014 : « Trendsetting cities » : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », Métropolitiques. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html> consulté le 4 août 2015

38. NICOLAS, A. 2014 : « Le projet urbain nantais : une mise à l'épreuve du modèle Bilbao », Métropolitiques, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Le-projet-urbain-nantais-une-mise.htm> consulté le 4 août 2015

39. En 2004, Bilbao reçoit le prix « Città d'acqua » du meilleur projet urbain du monde, au cours de la biennale de Venise, ainsi que le Prix européen de planification urbaine et régionale.

40. ARAB, N. 2007 : « À quoi sert l'expérience des autres ? Bonnes pratiques et innovation dans l'aménagement urbain ». Espaces et sociétés 131. 33-47.

41. OFFNER, J.-M., 2000 : « L'action publique urbaine innovante » La Tour d'Aigues : Éditions de l'aube, p. 139-155.

modèles et de la circulation des « bonnes pratiques » au sein des classes politiques urbaines et du renforcement de leur influence dans l'action publique urbaine.³⁷ Pour le dire autrement, face à l'uniformisation des politiques urbaines et des formes de production économique, l'idée de s'inspirer des mêmes « recettes » que ce qui a fonctionné ailleurs a été largement utilisé dans les stratégies de projet urbain. L'utilisation du benchmarck, des références, des voyages d'études en est, dans une moindre mesure, une démonstration.

Le musée Guggenheim à Bilbao constitue un cas d'espèce de ce qui a pu être repris comme une « bonne pratique », a tel point qu'on parle aujourd'hui d'un syndrome Bilbao³⁹. Levier d'une revalorisation foncière et symbolique d'un territoire industriel stigmatisé et déqualifié, ce cas est érigé en modèle du renouvellement urbain en recevant le prix du « meilleur projet urbain du monde ».³⁹ La notion de « bonnes pratiques » part, en fait, du postulat selon lequel il existe des démarches ou des réalisations urbaines exemplaires. L'idée qu'il existe des « bonnes pratiques » dont il faut a minima s'inspirer ou qu'il faut, a maxima, reproduire est largement répandue dans le champ de l'aménagement.⁴⁰

Pourtant, l'idée qu'il existe de bons modèles dont on pourrait tirer expérience ou qu'il est nécessaire ou possible de reproduire, ne fait pas l'unanimité. Les débats autour de cette notion - et a fortiori de cette pratique - mettent en avant le hiatus entre une échelle locale, relative à la singularité des contextes urbains et une échelle supra-locale support de la circulation et des transferts de ces « bonnes pratiques ». Certains critiquent ainsi l'utilisation non raisonnée de ces modèles en les désignant comme source d'homogénéisation de nos espaces urbains. Une autre limite est celle de la « contextualisation » : c'est ce que défend J.-M. Offner qui, dans son plaidoyer pour une innovation urbaine pragmatique, considère que les problèmes urbains sont hétérogènes d'une ville à l'autre et que, loin d'être naturellement donnés, ils relèvent au contraire de l'ordre des choix, des priorités, d'une hiérarchisation, d'un arbitrage selon des situations locales toujours singulières⁴¹.

2.2 La réaction du territoire face à des objets urbains dé-contextualisés

On fait ici l'hypothèse que certains « objets urbains » du projet du Carré de Soie représentent des « objets leviers » censés renouveler l'attractivité, l'image et les usages de ce territoire : le centre commercial et de loisir, le pôle tertiaire, et dans une autre dimension l'immobilier d'entreprise sous la forme de « campus ».

Le pôle de commerces et de loisirs

L'homonymie entre le nom du pôle de commerces et de loisirs et le projet urbain traduit bien le fait que le centre commercial soit une (voire la) pierre fondatrice du projet urbain. A la fin des années 90, l'idée de développer des multiplexes cinématographiques sur l'agglomération lyonnaise est évoquée avec deux sites envisagés : Gerland

et Vaise. Maurice Charrier, Maire de Vaulx-en-Velin, va alors mobiliser sa commune pour qu'un tel projet voit le jour à Vaulx-en-Velin. Ainsi, le centre commercial du Carré de Soie ne relève pas à proprement dit d'une stratégie d'agglomération mais a été porté par les acteurs politiques locaux.

On pose ici l'hypothèse que les acteurs locaux, du moins la classe politique locale, se sont emparés d'un « objet-levier » classique des stratégies de renouvellement urbain : les centres commerciaux associés à une dimension loisir. Comme l'expliquent Alain Bourdin et Ariella Masbouni en 2004 : « *les centres commerciaux changent complètement de formule et si leur développement se ralentit dans les périphéries, ils s'installent au centre-ville ou sur les friches. [...]* Le boom des multiplexes et quelques réussites telles que Bercy Village ouvrent vers de nouveaux concepts, qui mêlent commerces et loisirs. [...] Ces espaces peuvent devenir des leviers de projets urbains, soit comme « germes de ville » sur des sites nouveaux, (Val d'Europe et Sénart) soit comme pôle pour la restructuration d'espaces en friche (Lyon Confluence ou l'espace du Carré de Soie à Vaulx-en-Velin). »⁴²

Si la formule du Carré de Soie correspond bien à une nouvelle forme de centre commercial par rapport aux « boîtes à chaussures » des zones commerciales, les comportements des ménages en terme de dépenses de consommation ont tellement évoluées en dix ans, qu'on peut se demander si ce types de centres commerciaux correspond encore à la demande des consommateurs. De fait, la demande des ménages se tournent vers un commerce de proximité, plus quotidien et plus proche, tant en terme de distances que de relations sociales. Cela se ressent très fortement sur les premières opérations du Carré de Soie (le PAE TASE par exemple) ou lors des démarches de concertation sur les projets. Le centre commercial du Carré de Soie ne semble pas pouvoir complètement répondre à cette demande de commerce de proximité.

Enfin, cette forme particulière de commerce a parfois mis en lumière une tension entre un équipement commercial de grande échelle et une population locale qui n'y trouve pas forcément son compte. Sur le projet de Nantes Malakoff-Pré Gauchet, où deux opérations se côtoient, la première concerne un secteur exclusivement de logement social (Malakoff) concerné par une procédure de démolition/reconstruction. La seconde vise à faire d'une friche industrielle toute proche (Pré-Gauchet), un des trois pans d'un « quartier d'affaires » mis en place par la Communauté urbaine de Nantes. Au cours d'une réflexion sur la question commerciale, deux hypothèses sont posées. L'une de développer du commerce de proximité, l'autre un centre commercial d'agglomération. De ces deux hypothèses est ressorti un hiatus. Selon Laurent Devisme, ce hiatus, dans les comparaisons entre des secteurs de prestige et la réalité du quartier, serait anodin s'il ne traduisait, par la même occasion, un conflit interne à la maîtrise d'ouvrage institutionnelle, entre les deux parties du projet, l'une plus prestigieuse (quartier d'affaires), l'autre plus sociale et solidaire des habitants (Malakoff).⁴⁴

42. BOURDIN, A., MASBOUNGI, A., 2004 : Un urbanisme des modes de vie. Paris : Editions du moniteur. p. 23

43. DEVISME, L. et alii. 2007 : « Le jeu des "bonnes pratiques" dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale ». Espaces et Sociétés 131.

Pôle tertiaire et territoire existant

L'ambition de créer un pôle tertiaire a en fait émergé beaucoup plus tard que celle du pôle de commerce et de loisir. L'idée de créer un nouveau pôle tertiaire est en fait partie de plusieurs opportunités à même de favoriser ce type d'activités économiques. Tout d'abord l'arrivée du pôle multimodal, qui connecte ce territoire avec le reste de l'agglomération, avec deux lignes fortes : la ligne A du métro et la nouvelle ligne de tramway T3, ainsi que la ligne Rhonexpress, qui relie directement l'aéroport Saint-Exupéry à Part-Dieu.

De plus, en décidant de ne pas construire un parking relai de plein pied, mais sous forme de silo, l'équipe du projet a pris conscience qu'il fallait une densité suffisamment intéressante - c'est à dire assez élevée - autour de ce «hub» multimodal. Les immeuble de bureaux paraissaient alors la solution la plus appropriée en terme de forme urbaine, comme cela est expliqué dans la première version du projet urbain : *« Cette évolution [l'arrivée du métro et la volonté des Collectivité de créer de nouveaux quartiers d'habitation] va, elle aussi, changer l'environnement des activités économiques accentuant un mouvement d'ores et déjà en cours sur la première couronne Est : la réduction progressive de l'importance de l'industrie et la montée en puissance du secteur tertiaire. Ces dernières s'avèrent en effet plus adaptées à un partage harmonieux de l'espace entre activités économiques et habitat. Moins consommatrices d'espace, générant moins de nuisances, les activités tertiaires sont également très demandeuses de solutions de transports en commun simples et pratiques »*⁴⁴. Au niveau de la demande pour ce type de produits immobiliers, en 2008, il n'y avait pas de projet urbain en cours sur la Part-Dieu, à part quelques projets de rénovation. Le Carré de Soie pouvait constituer une offre tertiaire complémentaire, en se positionnant comme un nouveau centre tertiaire. Or, ce positionnement fut repensé et revu à la baisse lorsque la Part-Dieu fut sujette à un nouveau projet de développement urbain, au début des années 2010. En somme, l'ambition tertiaire sur le Carré de Soie a été à l'origine, portée par les techniciens du projet, puis reprise par la technostructure du Grand Lyon, et non pas par la classe politique, qui s'en est emparée seulement par la suite⁴⁵.

Néanmoins, la construction de ce nouveau pôle tertiaire, aux formes urbaines résolument nouvelles sur ce territoire et l'arrivée de nombreux salariés, en moins d'une dizaines d'années, ne se fait pas sans réactions, notamment de la part de la classe politique qui interroge le rythme et la programmation de ce pôle tertiaire. Ainsi, lors d'un comité de pilotage sur le projet économique du Carré de Soie en avril 2015, Jean-Paul Bret, Maire de Villeurbanne posait le constat suivant : *« le projet d'INEO et GDF Suez sur la réalisation d'immeubles étendards d'une capacité de près de 30 000 m² a obligé des décisions rapides pour répondre à leurs attentes, notamment dans la mise en oeuvre de la ZAC Villeurbanne la Soie ; alors que des questions auraient mérité plus de temps pour être réglées sereinement. L'abandon brutal du projet étendard nous interroge sur la déviation au cours du temps des engagements initiaux des partenaires. Pour le développement économique du secteur, il est en effet important de préserver dans l'avenir des surfaces suffisamment*

44. GRAND LYON, 2007 : Projet Urbain du Carré de Soie.

45. Entretien avec Pierre-Dominique Guérin, directeur de la Mission Carré de Soie, 20 juillet 2015.

grandes.»⁴⁶ Pour Rachel Linossier, un décalage peut-être effectivement constaté entre les logiques d'actions des différents services du Grand Lyon, ici urbains et économiques, avec une conception de la temporalité des projets très différentes : «souvent en effet, le court terme des investissements économiques privés s'accommode assez mal du moyen ou long terme des opérations d'urbanisme. Le rapport au temps s'ajoute donc au problème plus large de la relation entre intérêt général et intérêt économique spécifique des entreprises pour expliquer l'apparition de contradictions importantes au sein de l'action du Grand Lyon liées à un trop grand parti pris en faveur de l'impératif économique.»⁴⁷

En se positionnant sur un segment de l'économie qui n'est pas forcément une demande, mais un moyen pour densifier et se placer comme un relai de la Part-Dieu et comme grand projet d'agglomération, on peut faire ici l'hypothèse que les techniciens de la Collectivité se sont appropriés des «bonnes pratiques», des manières de faire l'aménagement pour renouveler ce territoire, alors que les besoins tertiaires n'étaient pas forcément avérés sur ce territoire industriel. Nuancions tout de même le propos en précisant que le développement tertiaire du Carré de Soie est en partie endogène, en regroupant des entreprises déjà présentes sur le territoire, comme le groupe Technip (historiquement présent à Vaulx-en-Velin), Alstom (Villeurbanne). Ce phénomène est en fait caractéristique de l'agglomération lyonnaise : comme l'explique un responsable du service implantations et immobilier d'entreprises au sein de la Direction du Développement Économique au Grand Lyon, 90 à 95% du marché tertiaire de l'agglomération provient du phénomène de relocalisation⁴⁸

Le paradoxe du campus

Un dernier objet urbain peut-être considéré comme relevant d'un «modèle» appliqué au territoire. C'est un type d'immobilier d'entreprise que les services économique de la Métropole désignent comme « campus ». Le campus d'entreprise se compose de bâtiments construits à proximité les uns aux autres en un ensemble cohérent, comprenant des équipements de services à la personne, éventuellement de loisirs, et d'autres fonctions internes. Le concept date des années 1970, et vient des anglo-saxons, qui se sont basés sur leurs expériences universitaires.⁴⁹ Le campus correspondrait davantage à un mode de management en projet et en équipe, les tours se fonderaient mieux dans des organisations pyramidales. Les campus sont en périphérie, là où le mètre carré est moins cher et les accès moins pratiques. En contrepartie, «ils doivent donc attirer par une valeur ajoutée: des espaces collaboratifs, des espaces verts, des services aux occupants», affirme Gilles Allard, directeur chez Jones Lang LaSalle. Autre point sensible, le campus est toujours conçu avec l'utilisateur, alors que la rénovation ou la construction d'une tour se fait en blanc.⁵⁰

46. GRAND LYON, 2015 : Compte-rendu du Comité de Pilotage sur le projet économique du Carré de Soie

47. LINOSSIER, R. 2006 : La territorialisation de l'économie dans l'agglomération lyonnaise (1950-2005). Thèse de Doctorat. 436

48. GRAND LYON, 2015. Ibid.

49. Article du 5 mai 2011, Le Nouvel Economiste. URL : <http://www.lenouveleconomiste.fr/lesdossiers/campus-dentreprise-10135/> consulté le 6 août 2015.

50. Article du 7 mars 2012 du Figaro immobilier. URL : <http://www.lefigaro.fr/immobilier/2012/03/07/05002-20120307ARTFIG00595-sieges-sociaux-les-tours-delaissées-pour-les-campus.php> consulté le 6 août 2015

51. GRAND LYON, 2015 : Compte-rendu du Comité de Pilotage sur le projet économique du Carré de Soie

L'emprise foncière est conséquente et ce genre de projet nécessite de grands tènements fonciers, ce qui se trouve encore dans l'est lyonnais et plus particulièrement sur le territoire du Carré de Soie. Pour un responsable du service immobilier d'entreprise de la Métropole de Lyon, « *les tènements de grandes superficies représentent une réelle valeur ajoutée dans les opportunités pour le développement économique. Le Carré de Soie constitue une plus-value par rapport à d'autres sites tertiaires de l'agglomération. [...] Le projet peut présenter une offre différenciante même pour les grands comptes notamment une offre possible de grands terrains permettant la réalisation de campus pour les activités économiques.* »⁵². L'opportunité de développer ce type d'immobilier d'entreprise sur le Carré de Soie, constitue alors une offre qui se distingue, par exemple des immeubles de grande hauteur de la Part-Dieu.

Or ce type d'immobilier d'entreprise, s'il parait correspondre aux attentes du projet urbain par sa dimension paysagère, apporte en fait peu de plus-value au niveau urbain : fermés sur eux-mêmes, fonctionnant en vase clos, ces espaces sont peu perméables et interragissent peu avec les quartiers alentours puisqu'on trouve tous types de services au sein même du campus. Certaines des opérations du Carré de Soie ont été néanmoins conçues sur ce modèle comme le nouveau bâtiment d'Alstom Transport (figure ci-dessous) ou dans une certaine mesure l'opération du nouveau siège national d'Addeco.



Fig. 24 perspective sur le futur bâtiment d'Alstom. Source : DCB International

2.3 Un retour aux filières historiques du territoire

Si le développement économique lié au projet urbain s'est majoritairement appuyé sur la constitution d'un pôle tertiaire dans sa première phase, la crise économique de 2008 et le retour vers une «ré-industrialisation» au niveau national requestionne cette stratégie. Comme l'explique Pierre Veltz : « *le problème central est de prendre conscience de l'impasse d'une orientation «postindustrielle» [...]. L'avenir de la France ne peut reposer exclusivement sur la recherche et l'industrie de pointe, l'emploi des «bacs plus dix». En France, les secteurs de la haute technologie ne représentent que 8% de l'emploi industriel. Le véritable enjeu de la haute technologie est donc surtout dans son impact sur la transformation des secteurs plus traditionnels, permettant à ceux-ci d'augmenter leur compétitivité. [...] La réalité est que nous entrons dans une société hyperindustrielle où se dessinent toutes sortes de nouvelles combinaisons entre la production de biens matériels, celles des services et celles des idées. L'illusion postindustrielle, qui justifie souvent de laisser filer le tissu manufacturier, supposé dépassé et considéré (à tort) comme étant plus facilement délocalisables que les services est néfaste.* »⁵². Les services économiques du Grand Lyon s'inscrivent peu à peu dans cette perspective de valorisation de l'industrie et de l'économie de proximité, comme levier de développement économique, ces secteurs économiques étant identifiés comme résistants mieux aux différents aléas des conjonctures économiques.

52. VELTZ, P. 2012 : Paris, France, Monde : repenser l'économie par le territoire. Paris : Editions de l'Aube. p. 43-45

D'autres parts, comme l'explique Gilles Pinson, « *à première vue les projets présentent de fortes similitudes. Tout se passe comme si les acteurs des politiques urbaines se conformaient à un certain nombre de standards sociaux, économiques et urbanistiques de la ville internationalisée et les déclinaient dans les projets. [...] Cependant on observe dans certains cas une émancipation progressive de ces standards. Rapidement, les premières formulations des projets suscitent des prises de position, des conflits et des débats qui ont pour effet d'inscrire les projets dans des systèmes de significations, de controverses et d'enjeux spécifiques à chaque [territoire]. Les interactions entre ces acteurs activent des processus de «construction de sens en situation», font émerger de nouveaux problèmes et conduisent à des reformulations des projets.* »⁵⁴ Son analyse s'applique bien au projet du Carré de Soie qui, à la suite des premières implantations tertiaires, et suite aux réactions qu'elles ont pu provoquer, redéfinit son projet économique de sorte à ce qu'il « fasse sens » pour le territoire et ses usagers. Le projet souhaite désormais orienter sa stratégie vers la valorisation des activités historiquement présentes et majoritairement industrielles, pour construire une complémentarité avec l'implantation d'activités tertiaires. Les communes, en lien avec la problématique de l'emploi qui est devenue beaucoup plus prégnante qu'au lancement du projet urbain, souhaitent, elles aussi, prendre une place importante dans la définition de cette stratégie économique.

53. PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po. 148

On observe donc un double mouvement : d'une part une inscription du projet dans les dynamiques nationales de retour vers les économies locales et vers une ré-industrialisation, et d'autres part une reformulation du projet suite aux retours d'expériences des premières opérations du Carré de Soie.

3. Vers une économie intégrée et diversifiée

3.1 Un changement de paradigme : le territoire comme support de ressources

Comme nous l'avons vu précédemment les enjeux de la mondialisation ont d'abord conduit certaines collectivités comme le Grand Lyon à avoir une attention particulière aux activités exportatrices et à haute valeur ajoutée, mais actuellement, aux côtés de ces dernières, la redécouverte de l'économie de proximité s'affirme comme un moyen de lutte contre la crise économique.⁵⁵

54. GRAND LYON, 2013 : Enjeux Stratégiques du Territoire.

C'est ce que confirme l'analyse du Conseil Economique Social et Environnemental : « depuis les années 1990, la mondialisation s'est imposée comme le moteur principal de la croissance économique des états. L'omniprésence de ce modèle économique, dans la société mais aussi dans tous les discours dominants, a monopolisé l'attention au point d'occulter tout un pan de l'économie dite « réelle » qui, à côté de cette mondialisation, s'est pourtant maintenue et s'est même, ces dernières années, renforcée à la faveur des changements comportementaux des consommateurs. Peu à peu se fait jour l'idée qu'une petite échelle existe aux côtés de la grande, que la première est même l'une des conditions de l'efficacité de la seconde, et qu'elle constitue un rempart parfois très efficace contre les soubresauts de la vie économique. »⁵³

55. CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL, 2010 : L'économie de proximité. Une réponse aux défis majeurs de la société française. URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/104000556.pdf>

On assiste ainsi à un changement de paradigme, où le développement économique n'est plus seulement envisagé au prisme des activités internationales et «exportables» mais où le développement de l'économie locale est vu comme moteur du développement de l'emploi et du territoire.

Dans cette perspective, la thèse développée par Laurent Davezies démontre que l'on se tourne aujourd'hui vers une vision où le territoire local est pensé comme support de ressources. Les activités exportatrices ne sont plus les seules sources de captation de revenus. Plus largement, Laurent Davezies distingue quatre bases de captations des revenus : la base exportatrice, la base publique la base sociale et la base résidentielle.⁵⁶ La base résidentielle comprend les revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs (appelés revenus « dortoirs ») ; les pensions de retraites versées aux retraités résidants sur le territoire ; les dépenses des touristes présents sur le territoire. Un constat plutôt interpellant ressort de son analyse : quelque soit le type de territoire, la base résidentielle prédomine largement puisqu'elle représente la moitié des revenus captés. Autrement dit, l'exportation ne résume plus l'enjeu de la captation de revenus.

56. Pour plus de précisions voir DAVEZIES, L. 2008 : La république et ses territoires : la circulation invisible des richesses. Paris : Seuil. ou le rapport de Boris Chabanel, NOVA 7, 2013 : , «Articuler économie exportatrice et économie de proximité» .

Même si une large place est toujours accordée aux «fonctions stratégiques tertiaires» et aux pôles de compétitivité, ce changement de perspective se retrouve aussi dans le SCOT élaboré dans les années 2010 : « *Les objectifs visent à un meilleur équilibre local entre emplois et actifs, afin de donner aux habitants des solutions de proximité en termes d'emplois et de services.* »⁵⁸

La partie suivante vise à examiner comment ce changement de paradigme se retrouve plus ou moins dans la stratégie économique actuelle du projet du Carré de Soie.

57. SEPAL, 2010 : SCOT 2030 de l'agglomération lyonnaise. Document d'orientations générales. , DOG, p. 37

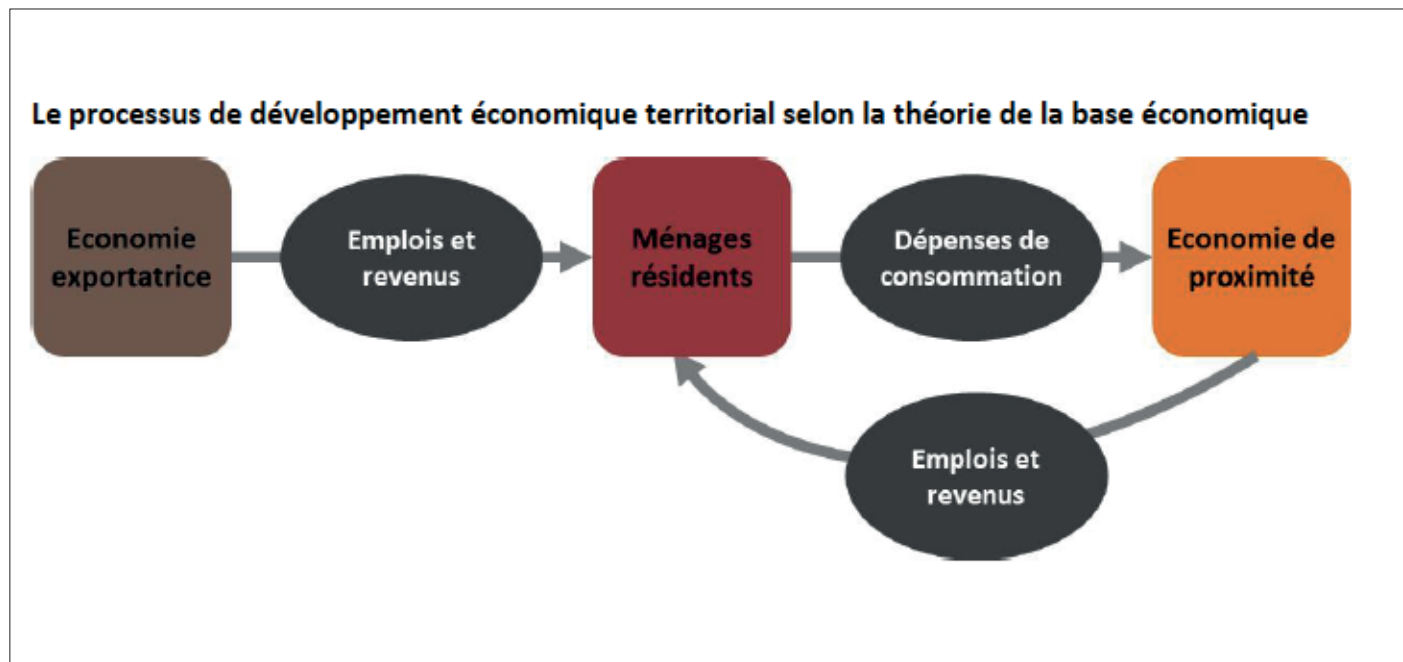


Fig. 25 la place de l'économie de proximité dans les mécanismes de la théorie de la base économique. Source : Nova 7

3.2. Développer une économie de proximité

58. NOVA 7, 2013 : «Articuler économie exportatrice et économie de proximité» .

Du point de vue d'un territoire comme le Grand Lyon, cet éclairage suggère qu'économie exportatrice et économie de proximité constituent deux moteurs complémentaires de l'économie du territoire.⁵⁹ Face à plusieurs réactions des acteurs locaux et dans un contexte moins favorable à l'emploi, le projet du Carré de Soie a dû prendre en compte ces dimensions s'inscrivant ainsi dans le changement de paradigme expliqué ci-dessus.

59. NOVA 7, 2013. Ibid.

Une étude d'avril 2013 de la direction de la Prospective et du Dialogue Public du Grand Lyon montre le rôle de l'économie de proximité dans le développement de l'emploi. L'économie de proximité a une capacité à dynamiser l'emploi et donc à résister à la crise économique actuelle. Sur l'agglomération lyonnaise, l'économie de proximité représente 22 % de la valeur ajoutée marchande en 2010, soit presque autant que la sphère exportatrice et 37 % des emplois contre 18 % de la sphère exportatrice. Les enjeux de la mondialisation ont d'abord conduit à avoir une attention particulière aux activités exportatrices. Aujourd'hui, en plus de celles-ci, l'économie de proximité est « redécouverte » pour lutter contre les effets de la crise économique. Si la part de l'économie de proximité dans l'emploi est moindre dans l'aire urbaine de Lyon par rapport aux grandes aires urbaines françaises, elle représente tout de même 1/3 des emplois de la métropole et c'est 32 % de la croissance de l'emploi du Grand Lyon entre 1999 et 2009, principalement dans les communes périurbaines. D'autres travaux montrent par ailleurs que les métropoles encore productives résistent actuellement mieux à la crise économique.⁵⁹

Le volet économique de la réécriture du projet urbain se donne ainsi plusieurs objectifs que l'on peut analyser comme étant tournés vers la valorisation d'une économie de la proximité : le développement d'aménités telles que le commerce de proximité ou plus largement les services aux salariés et aux usagers du territoire et deuxièmement une attention particulière au développement des activités industrielles et artisanales.

Les services aux salariés dans le projet urbain

60. GRAND LYON, 2014 : Quels services aux entreprises sur le territoire Carré de Soie ?

L'arrivée progressive de plusieurs centaines de salariés sur le site du Carré de Soie a mis en évidence le manque de services et de commerces de proximité.

Si le SCOT et les services du Grand Lyon construisent une stratégie commerciale, celle-ci se concentre davantage sur les grands pôles commerciaux à l'échelle d'un bassin de vie, tel le pôle de commerce et de loisir Carré de Soie par le biais de schémas directeurs à l'échelle de l'agglomération. Or, ce n'est pas exactement ce genre de commerces qui est attendu par les usagers et les salariés du territoire, comme le montre une enquête réalisée en 2014.⁶⁰ Du coup, certains commerces existants ont pu profiter d'un renouveau/accroissement de leur clientèle, comme le bistrot

historique de l'usine TASE, la Boule en Soie qui voit désormais ses tables remplies par les salariés du Groupe Technip, qui occupent aujourd'hui les locaux de l'ancienne usine réhabilitée. Or, développer de manière conséquente ce type d'aménités paraît aujourd'hui essentiel à l'attractivité du site, tant pour ses résidents que pour ses salariés.

La qualité des services de proximité et les commerces est un véritable enjeu pour un territoire en développement. C'est une condition de son attractivité, et de la qualité de vie sur ce territoire. Or, les outils manquent à la Métropole pour développer de véritable levier sur ces enjeux. Si la Métropole de Lyon se positionne peu à peu, les communes sont très concernées par ces sujets et mieux outillées techniquement et juridiquement. Ce manque de positionnement et d'outils s'exprime à travers l'extrait d'un document des services économiques du Grand Lyon : « *Pour atteindre cet objectif, un meilleur partage au sein des territoires de cette vision globale du développement économique du Grand Lyon est un préalable. Une attention spécifique aux commerces de proximité pourrait notamment être développée par le Grand Lyon dans les années à venir.* »

Maintenir et accueillir l'artisanat et la petite industrie

Ces dernières années, les acteurs du développement économique local, c'est-à-dire les services économiques des communes, la chambre des métiers et de l'artisanat (CMA), les développeurs économiques du Grand Lyon ont fait remonter un fort besoin de surfaces pour les activités dédiées à l'artisanat au sein du bassin Rhône-Amont (un bassin de vie dans l'est de l'agglomération lyonnaise).⁶¹ En effet, certaines de ces activités ont besoin de surfaces « intermédiaires » qui sont actuellement peu proposées par les commercialisateurs : entre 100 et 300 m². En fait, cet aspect avait été repéré dans la première version du projet urbain, tout comme par la démarche Esprit des Lieux « *les acteurs mobilisés autour de la démarche ont estimé important de conserver au Carré de Soie son âme industrielle. [...] Avec l'idée que la présence d'une activité industrielle et artisanale non polluante, de moyenne ou de petite facture, porteuse de valeurs liées au travail et bien intégrée dans son milieu urbain, est un facteur important de sociabilité et d'urbanité* ». Cependant, dans les faits peu d'opérations sont allées dans ce sens. La Collectivité n'a pas par exemple, comme le suggérait un commercialisateur, fait de multiples réserves foncières destinées à l'artisanat ou à de la petite industrie.

Aujourd'hui, l'enjeu est à minima de pouvoir maintenir le tissu artisanal et industriel présent. En effet, ce tissu est un atout, pour le positionnement même du projet au sein de l'agglomération, dans la construction de complémentarité entre activités tertiaires de grands groupes et tissu de PME artisanales. Afin de convaincre un investisseur étranger, cette complémentarité constituait même un des arguments d'implantation de grands groupes au Carré de Soie, dans le discours d'un commercialisateur. De plus, comme le précise la direction des services économiques du Grand Lyon,

61. GRAND LYON, 2013 : enjeux stratégiques du territoire. Cahier n° 3.

62. CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT, 2014 : étude sur les demandes des artisans sur le territoire Rhône Amont

63. GRAND LYON, 2012. Valoriser les territoires en cultivant l'Esprit des Lieux. Référentiel d'actions pour le projet urbain du Carré de Soie.

64. GRAND LYON, 2013 : Enjeux Stratégiques du Territoire.

le passage de la ville industrielle à la ville post industrielle n'est pas lié seulement à la présence de lieux de production, qu'il est plus que jamais impératif de garder et renforcer, mais à la façon dont ceux-ci participent à l'organisation urbaine et s'intègrent dans un système de valeurs et de ressources pérennes.⁶⁴

La seconde version du projet urbain dans son volet économique s'inscrit dans cette perspective. Elle pose donc comme objectifs d'accompagner et de valoriser le tissu artisanal présent sur le territoire et de créer les conditions à même d'accueillir d'autres entreprises, voire de mettre en place une mixité à l'échelle de l'immeuble entre artisanat et habitat. Par exemple, proposer des surfaces dédiées à ce types d'activités sur des fonciers appartenant à la collectivité, comme c'est le cas de certains fonciers situés à proximité du Boulevard Urbain Est.

65. Article du Progrès du 18 septembre 2014 « Etains de Lyon : la route du Grand Lyon coupe leur élan » URL : <http://www.leprogres.fr/rhone/2014/09/17/etains-de-lyon-a-vaulx-en-velin-la-route-du-grand-lyon-coupe-leur-elan-economique> consulté le 10 août

Or, dans les faits deux éléments viennent plus ou moins mettre à mal cette stratégie : tout d'abord certaines opérations ne se réalisent pas entièrement sur d'anciennes friches mais aussi sur des bâtiments industriels et artisanaux existants et conduisent à déplacer des entreprises d'artisanat et de petite industrie encore en activité et qui ne souhaitent pas être délocalisées : c'est le cas de l'entreprise «Etain de Lyon» et d'autres entreprises comme TSD⁶⁵ qui occupent les sheds de l'ancienne usine TASE. Les différentes collectivités (villes, métropole) accompagnent alors ces entreprises pour les relocaliser sur le territoire, mais il peut paraître quelque peu incohérent de déployer de l'énergie à les déplacer alors que le planning du programme d'aménagement de la ZAC TASE n'est pas encore défini et validé politiquement.

Ce fait renvoie à une « manière » de faire l'aménagement : dans un contexte de plein emploi et de puissance financière des Collectivités, il n'était pas problématique de déplacer certaines entreprises et de les dédommager pour mettre en oeuvre une opération d'aménagement et en implanter de nouvelles. Aujourd'hui, dans un contexte de crise de l'emploi, des finances publiques, et dans des perspectives de valorisation du tissu artisanal et industriel, il paraît peut-être plus opportun de conserver les emplois, les savoirs-faire déjà là.

66. METROPOLE DE LYON. 2015 : Compte-rendu de l'atelier ouvert sur le projet économique

Un deuxième paradoxe ressort de cet objectif de préserver et d'accueillir les activités artisanales. Ainsi, selon un commercialisateur de la région lyonnaise, en poussant la création d'un nouveau pôle tertiaire la Collectivité a, à son insu, fait augmenter le prix du foncier environnant. Or les entreprises artisanales ou de petite industrie ne peuvent se permettre les mêmes prix que les grands groupes. Pour ce professionnel : *« c'est le revers de la médaille, on ne peut pas pousser pour avoir du tertiaire, et de l'autre côté dire qu'on conserve l'artisanat. On doit les pousser plus loin. C'est très dommageable de ne plus pouvoir installer des entreprises en milieu urbain, mais ce n'est plus possible avec une telle pression foncière. »*⁶⁶

Un programmation de projet qui mise sur l'artisanat et la petite production : le projet Grandclément à Villeurbanne

Le projet urbain de Grandclément se trouve à proximité du projet du Carré de Soie, sur la commune de Villeurbanne (cf. carte n° 2 en annexe). Le projet est entré plus récemment dans sa phase opérationnelle et témoigne d'un positionnement économique intéressant au regard des problématiques de maintien des activités artisanales en ville. De par leur proximité géographique, les deux territoires de projet présentent un tissu urbain finalement assez similaire en terme de formes urbaines, d'activités économiques. Or les propositions de projet, mais aussi le positionnement sur la programmation économique notamment sont totalement différentes.

L'équipe de concepteurs désignée sur le projet de Grandclément est un groupement dont les Ateliers Nicolas Michelin & Associés sont mandataires. Si une large place au tertiaire est accordée (ou intégrée dans le projet, notamment en incluant les «coups partis» comme l'immeuble de Vinci), le projet se positionne sur la préservation et l'accueil d'activités d'artisanat, de petites productions et de «petite» logistique.⁶⁷

Cette programmation a été également guidée par la maîtrise d'ouvrage du projet, la Ville de Villeurbanne. Ainsi, selon une technicienne de la collectivité, il était important de « *prévoir une programmation mixte qui prévoit du logement et des activités artisanales, du tertiaire mais de façon mesurée pour ne pas concurrencer Carré de Soie ou Part-Dieu. Donc l'idée c'est de réduire les unités de tertiaire autour de 5000 ou 6000 m², donc ce n'est pas du tout l'esprit dans lequel étaient les promoteurs dernièrement.* »⁶⁸

Cette programmation économique est fortement en lien avec les formes urbaines. Le projet de Grandclément propose de conserver une architecture de toits, reprenant les silhouettes des sheds des usines, et considère que le bâti industriel renvoie au génie des lieux. Les unités d'activités artisanales sont limitées à des surfaces correspondantes à des besoins recensés sur la commune.

Cette position se distingue par plusieurs aspects de la démarche de projet sur le Carré de Soie, relative notamment aux questions de programmation et de stratégie économique. Ce constat amène plusieurs questions : puisqu'on observe un retour généralisé vers l'économie de production et les questions d'artisanat en ville, est-ce une question de tendances, de «bonnes pratiques» que l'on retrouve sur Grandclément, projet plus récent ? Est-ce une question d'échelle de projet : un projet communal, et donc des problématiques (l'emploi, l'artisanat ...) qui sont plus portés politiquement ? Est-ce là aussi une autre question qui se rapporte aux échelles, de complémentarité entre les projets : Grandclément réagit-il par rapport au projet du Carré de Soie qui a une forte dimension tertiaire en se positionnant sur un segment différent sur l'artisanat et la petite production ?

67. ANMA, 2014 : Villeurbanne, Grand Clément. Définition du plan guide.

68. Entretien d'un agent de la ville de Villeurbanne réalisé par Marie Madic, agence d'urbanisme de Lyon juillet 2015.



Fig. 26 Secteur des Bayonnes. Source : ANMA

3.3. Un positionnement économique basé sur l'identité du territoire et sur ses particularités économiques

« Carré de Soie : réserve naturelle d'opportunités » tel est actuellement le «slogan» du positionnement économique du projet. La direction des services économiques de la Métropole, qui formule ce positionnement, insiste ainsi sur un positionnement basé sur des prix faibles et une offre foncière importante, associé à des arguments clés d'accessibilité et de cadre de vie. De fait, ce positionnement s'appuie peu sur les richesses contextuelles du territoire. Or comme le précise un document des services économique du Grand Lyon : « *dans le monde de la compétition entre grandes agglomérations et de forte mobilité des hommes et des capitaux, les facteurs de productivité du territoire ne suffisent plus à assurer leur visibilité : les attentes se portent aussi sur un environnement global hyper qualitatif [...] À ce titre, l'offre culturelle, les services urbains, la façon de vivre l'espace public, mais aussi les éléments spécifiques et même identitaires, deviennent cruciaux.* »⁶⁹

69. GRAND LYON. 2013 : Enjeux
Stratégique de Territoire

On observe donc une tendance générale de plus en plus marquée sur le positionnement économique des projets à s'appuyer sur les richesses contextuelles du projet, sur ce qui fait son identité. Ainsi, sur le projet du Carré de Soie, on peut sentir un glissement vers un positionnement qui s'appuie plus sur les caractéristiques historiques, architecturales et propres au territoire. Dans le document de présentation des grands projets d'agglomération au SIMI 2014, à propos du projet du Carré de Soie, une partie du document argumente l'attractivité du site en se basant sur des argument se rapportant à une certaine identité du territoire : « *monument historique : reconversion du patrimoine : l'usine TASE incarne l'esprit « Carré de Soie » ou encore « Energie positive : le WOOPA bâtiment positif. Le quartier attire naturellement les entreprises Cleantech et les acteurs clés du monde coopératif », ou enfin « sur près d'une génération le Carré de Soie offrira une qualité de vie authentique » ...* »⁷⁰

70. GRAND LYON. 2014 : SIMI 2014.
Carré de Soie, Organdi et View One.

On remarque aussi, dans les documents liés au positionnement économique du projet, que ce dernier est régulièrement nommé comme « Lyon Carré de Soie », pour des besoins d'identification du projet au territoire lyonnais à l'international. Cette appellation nous renvoie à l'hypothèse suivante : sur un territoire aussi diversifié et contrasté, une si une grande échelle de projet, n'est-il pas paradoxal de vouloir trouver un positionnement commun à l'ensemble des quartiers présents sur le territoire de projet ? Comment définir un positionnement économique sur un territoire vaste de 500 hectares ? Est-ce qu'on peut définir un positionnement à cette échelle de projet ? Faut-il le faire par quartier ?

CONCLUSION DE LA PARTIE

La Métropole lyonnaise s'est très vite constituée comme acteur du développement économique de son territoire, suite à l'essoufflement du modèle fordiste à la fin des années 1980. Coeur de cette stratégie, les grands projets d'agglomérations sont de véritables « flagships » sur la scène économique internationale. Dans un contexte économique hautement concurrentiel, ces grands projets sont ciblés pour accueillir des activités de haute technologie ou tertiaire, à très haute valeur ajoutée. Cette stratégie économique n'a pas échappé à la tradition planificatrice du Grand Lyon, qui organise l'économie par le biais de schémas directeurs. Or, il a été vu que si le projet du Carré de Soie a émergé en s'appuyant sur des opportunités opérationnelles et politiques, il a vite été intégré comme grand projet d'agglomération.

Sur ces grands projets d'agglomération, plusieurs similitudes se retrouvent dans les stratégies de renouvellement de territoires : implantation de centres commerciaux (Carré de Soie, Confluence et Part-Dieu), de pôle tertiaire (idem)... Or l'hypothèse faite sur Carré de Soie est que le projet a pu s'inscrire comme un grand projet d'agglomération parce que les acteurs locaux - politiques et techniciens - se sont appropriés et ont appliqué ces « bonnes recettes », ces modèles urbains. Leur mise en oeuvre a permis une considération du potentiel de ce territoire par les élus et les techniciens métropolitains, mais également par les acteurs économique. Le changement d'image et d'attractivité économique extrêmement rapide en témoigne.

Or, si le développement économique décrit précédemment a été initié et porté par des acteurs locaux, ce développement a peu incité à développer les filières historiques présentes sur le territoire mais plutôt à attirer de nouvelles activités. C'est du moins une des représentations qu'ont les acteurs locaux vis-à-vis de l'implantation de nouvelles entreprises. Ainsi, les questions d'emploi et de développement économique local sont venues questionner la stratégie initiale.

Désormais, le projet tente de se tourner vers son économie locale : valorisation de l'artisanat et de l'industrie, de l'économie de proximité par un développement des commerces et services de proximité. Or, ces intentions se heurtent à des conditions « opérationnelles ». Un véritable soutien au maintien et à l'implantation des activités artisanale aurait supposé la mise en place d'une véritable stratégie de réserve foncière. La Métropole fait également face à un manque d'outil face à au développement de commerces et de service de proximité. Enfin un fort enjeu est posé sur la réalisation d'espaces et d'équipement publics. Si le positionnement du projet s'appuie de plus en plus sur les richesses contextuelles du site, il convient que leurs potentiels soit valorisés et que les aménités du Carré de Soie soit à la hauteur des promesses faites.



Fig. 27 Les immeubles du PUP Gimenez cherchent à s'inscrire comme «Cité Jardin Contemporaine». Source : Ex'Ndo Architectes

Fig. 28 Les berges du Canal de Jonage, espace public dans le grand paysage





Fig. 29 Le coeur de l'hippodrome
comme espace vert de loisir.
Source : Komplex Kapharnaüm

DEUXIEME PARTIE

"RETROUVER LA PETITE ECHELLE DANS LA GRANDE" LES FORMES URBAINES ET PAYSAGERES DU PROJET

« Il faut projeter la ville comme une maison et la maison comme une ville. Plus exactement, la question de l'échelle en ville, ne serait-elle pas de soumettre chaque projet à une double question : en quoi est-il petit (la maison, le fragment, la parcelle), en quoi est-il grand (le territoire, l'histoire, le temps) ? »

Paul Chemetov, 1999 : Lilliput ou Gulliver in Les Annales de la Recherche Urbaine 82.

Après l'économique, ce deuxième temps de la réflexion propose de se pencher sur les formes urbaines et paysagères développées dans le projet urbain du Carré de Soie.

Comment certains retours d'expériences, certaines réactions et certaines opérations réalisées ont-ils réorienté la stratégie du projet en termes de formes urbaines et paysagères ? Comment le projet du Carré de Soie traverse-t-il les échelles : entre l'ensemble et le détail, le proche et le lointain ? Comment la stratégie globale du projet, à la grande échelle s'est elle enrichie à partir du travail opérationnel à la petite échelle ? Comment le projet s'est-il tourné aussi vers les quartiers existants ?

Ces questions seront examinées à travers la première version du projet urbain, la réécriture du second mais également à travers les opérations réalisées et les documents plus opérationnels.

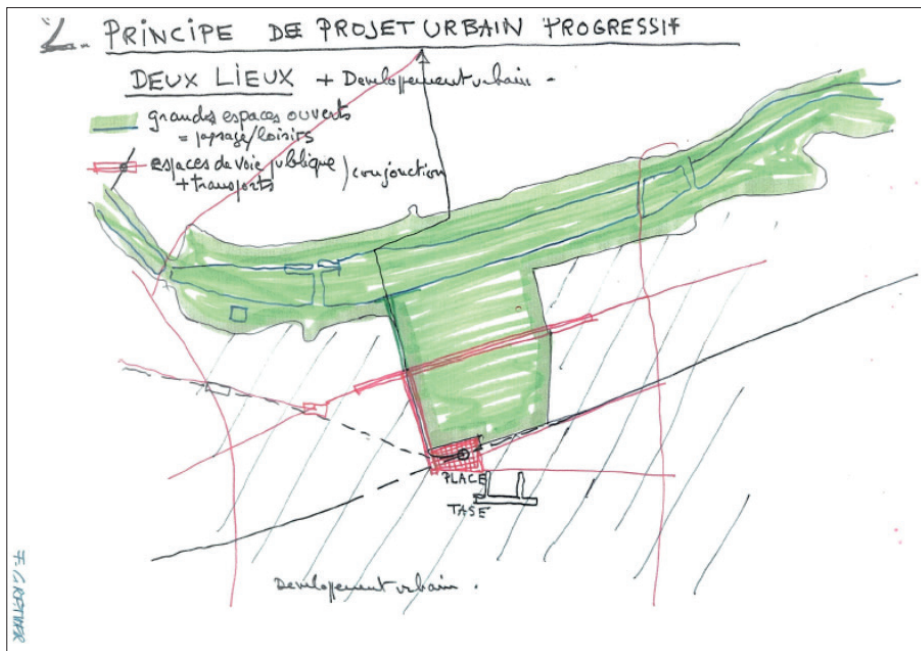


Fig. 30 Schéma d'intention de François Grether. Source : Mission Carré de Soie

La notion de projet urbain

"La notion de projet urbain fait l'objet d'interprétations diverses selon les acteurs et milieux professionnels qui l'utilisent ; elle peut décrire un système d'intentions, une stratégie de développement d'un territoire comportant alors une forte dimension politique, ou avant tout la mise en forme spatiale de ces intentions (c'est en général le projet urbain des architectes). Ces différentes approches ont cependant en commun d'avoir été développées à l'encontre de la vision urbanistique fonctionnaliste qui caractérisait la période de croissance des Trentes glorieuses. Elles désignent, dans le contexte de décentralisation et plus largement la perte de centralité de l'Etat, un processus d'élaboration collective rejetant le modèle de la tabula rasa des centres anciens. La notion de projet urbain qui se développe en France dans les années 1970 conteste doublement l'approche planificatrice centralisée. D'un côté est remise en cause une conception de la modernité qui fait table rase de l'histoire et des pratiques sociales. De l'autre est posée la question de la définition de l'intérêt général par un Etat centralisé. La démarche de prévision est mise en doute au profit d'une approche se voulant plus près du terrain et substituant à la réglementation le principe de l'adhésion "au projet". Une attention nouvelle est portée au "local", au territoire, à la participation, au partenariat, notions qui participent à redéfinir attendus et méthodes de l'action urbaine. Le projet représente alors un instrument de coordination et de mobilisation. C'est bien la prise en compte de cette approche qui a conduit à un véritable renouveau de l'urbanisme par la loi SRU qui met l'élaboration du "projet stratégique" au centre de la démarche de planification et de l'intervention urbaine dont le projet est chargé d'assurer la cohérence."

BACQUÉ, M.-H., et al. 2007 : Projets urbains en quartier anciens. in TSIOMIS, Y. Echelles et temporalités des projets urbains. Paris : Jean-Michel Place.

1. Premier projet urbain : parc habité et promenade jardinée

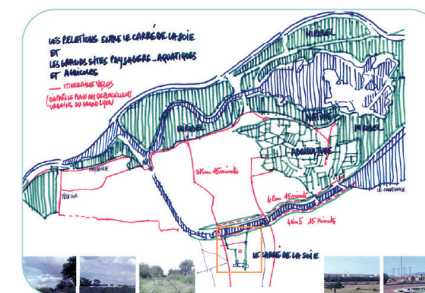
1.1. Une lecture géographique du territoire

Afin d'accompagner le projet de multiplex, un atelier d'urbanisme est organisé en 2002 conviant ainsi Michel Corajoud, François Grether, Bernard Reichen, Masimilio Fuksas, Bruno Dumetier et Sophie Simonet à réfléchir sur le site afin de dégager les principaux enjeux, forces et opportunités de ce territoire. Lors de cet atelier, Michel Corajoud propose de s'appuyer sur les qualités du grand paysage pour permettre de se repérer et de créer des points d'appel (cf. figure 30 à 32). S'appuyer sur le grand paysage, c'est mettre en valeur les vues sur les bombements des monts-d'or au loin, la côtière du Rhône, la silhouette de la ville nouvelle de Rillieux la Pape, la silhouette du centre de Vaulx-en-Velin. Ainsi, « tous ces horizons font partie intégrante du Carré de Soie. La richesse et la diversité de ces vues constituent un patrimoine inestimable sur lequel s'appuie le Projet Urbain. Il s'agit dans ce contexte de les préserver, de les rendre encore plus lisibles et de les mettre en scène. Cette relation au grand paysage permet de situer dans le territoire large et de comprendre l'enchaînement des structures géographiques et des organisations urbaines. » ⁷¹

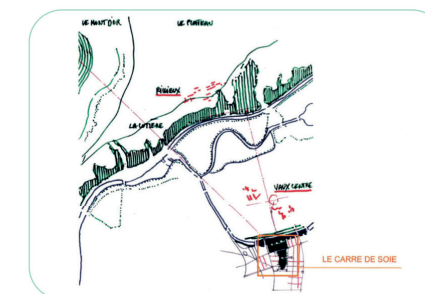
En effet, pour Michel Corajoud « l'aménagement de chaque lieu doit être instruit par une connaissance large du site qui l'accueille, et son projet doit travailler l'ensemble des données induites par les espaces mitoyens qui, par enchaînement, composent les divers horizons d'un site [...] l'enchaînement spatial et temporel de toutes les choses et situations qui composent le paysage contribuent à l'intime emboîtement de toutes ses échelles. Il y a le plus souvent, de nombreuses correspondances entre les éléments constitutifs du local et ceux du global. La traversée des échelles consiste donc à maîtriser, simultanément l'ensemble et le détail, le proche et le lointain » ⁷²

Selon, Ariella Masbouni et David Mangin, aborder le projet urbain par le prisme du paysage est tout donc à fait opportun dans ce type de territoire, à la frontière entre territoires du centre de l'agglomération lyonnaise et plaine agricole de l'Est. Ainsi, « la discipline du paysage enrichit le mode d'intervention sur les grands territoires, par une plus grande liberté par rapport aux modèles historiques de la ville et par une familiarité avec l'espace ouvert et l'horizon [...] Il s'agit donc bien d'associer paysage et territoire, de penser le projet dans une succession d'échelles et en le situant par rapport à ses confins et ses horizons [...] » ⁷³

Dans la continuité de cette analyse, François Grether dessinera une première esquisse de projet paysager, qui propose une large continuité paysagère entre les berges du Canal et le nouveau pôle multimodal de la Soie. (cf. figure)



Les relations entre le Carré de Soie et les grands sites paysagers-aquatiques et agricoles



L'échelle territoriale

Fig. 31 Croquis de Michel Corajoud lors du workshop de 2002.
Source : Mission Carré de Soie

1.2. Des principes urbains qui s'inscrivent dans la grande échelle

Cette coulée proposée par François Grether, avec la demande d'élargissement du périmètre du projet de multiplex un périmètre de 500 hectares sera dessinée dans le projet urbain jusqu'à la route de Genas, au sud du périmètre et de la Commune de Vaulx-en-Velin. (cf. figure)

La version de 2007 du projet urbain pose les principes fondateurs suivants : organiser de nouvelles relations ville-nature à travers le concept de Parc Habité, développer de nouveaux modes alternatifs de déplacements en profitant de l'accessibilité en transport en commun remarquable du site, et enfin développer une programmation d'équipements d'agglomération, en s'appuyant sur la dimension « sport et loisir » initiée par l'implantation du centre de commerces et de loisirs.⁷⁴

74. GRAND LYON, 2007 : Projet urbain Carré de Soie



Fig. 31 La promenade jardinée et la chaîne des stades. Source : Mission Carré de Soie



Fig. 32 extrait du plan guide sur le secteur Nord Villeurbanne La Soie. Source : Mission Carré de Soie

Ainsi, les principes fondateurs du projet donnent une véritable visibilité à ce territoire au sein de l'agglomération lyonnaise, en s'appuyant sur le grand paysage et sur la relation entre ville et nature et sur une accessibilité modes doux exceptionnelle.

Afin de garantir un « développement urbain de qualité » des principes paysagers, urbains et architecturaux sont développés. Tout d'abord le concept de parc habité et d'îlot fertile : *« Le Carré de Soie sera un quartier aéré avec des espaces ouverts contrastant avec la ville-centre. Il saura aussi être un quartier où la densité des espaces bâtis sera conséquente pour apporter un caractère urbain au Parc Habité. La hauteur des constructions devra permettre aux bâtiments de se fondre dans le volume des arbres de premières grandeurs. Seuls quelques éléments singuliers pour des programmes le justifiant pourront y déroger. [...] Dans le Parc Habité, ce n'est plus le bâti qui est continu mais les vides. Le quartier est pensé comme un grand parc dans lequel sont installées des constructions : logements, activités, équipements. L'îlot ouvert devient fertile. En effet, la constitution d'un réseau de sol fertile est la condition impérative du plein développement des arbres. »*⁷⁵

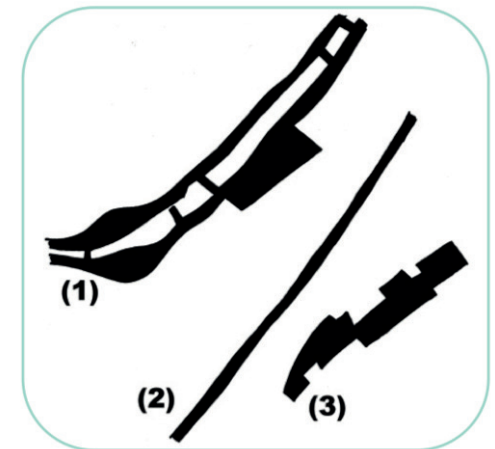
Ensuite, la promenade jardinée est posée comme un élément fondamental du projet urbain. Elle s'appuie sur des espaces libres structurants, le canal et ses berges, le corridor du tramway T3 et la chaîne des stades (cf. Figure 33). Elle relie ces entités par une vaste et large promenade-jardin, orientée Nord/Sud.

La posture est ambitieuse sur cet ancien territoire industriel : ce n'est pas un parc dans lequel on vient couper des arbres et construire. Les propositions urbaines et paysagères découlent d'une lecture du grand paysage et de la géographie du territoire. A titre d'exemple « la chaîne des stades » est proposée à partir d'une lecture particulière du territoire : il se trouve que quatre stades sont placés dans un alignement est-ouest au centre du périmètre de projet.

Afin de mettre en oeuvre ces intentions, un outil est proposé : le plan-guide (cf. figure 32). Il « propose une image à long terme de ce territoire transformé. [...] Il s'agit d'un plan à l'échelle du 1/5 000e qui transcrit graphiquement les grands principes du Projet Urbain. [...] Amené à s'enrichir par des études plus fines secteur par secteur, le plan-guide va devoir vivre et évoluer dans le temps, pour s'adapter à l'émergence de nouveaux programmes. »⁷⁶

Fig. 33 Berges du Canal, ligne de tram, chaîne des stades, trois infrastructure vertes transversales.

Source : Mission Carré de Soie



75. GRAND LYON 2007, Ibid, p. 95

76. GRAND LYON, 2007, Ibid, p. 120

2. Premiers aménagements, premières évaluations du projet

2.1. Un décalage entre les premières opérations, les promesses du projet urbain et les attentes des habitants

Les premières opérations d'aménagement (centre de commerces et de loisirs, pôle multimodal, ...) ont réellement placé ce territoire comme une nouvelle polarité à l'échelle de l'agglomération, en lui donnant très rapidement une grande visibilité. La mise en oeuvre des premières opérations sur le PAE TASE concrétise les premiers aménagements urbains et l'arrivée de nouveaux logements et surfaces de bureaux. Si l'effet de levier sur le territoire est indéniable, les différents processus de concertation sur le projet dans les années 2010 font remonter un certain décalage entre les opérations réalisées et les attentes des habitants du territoire.

Ainsi, lors de la démarche Esprit des Lieux, il est ressortit « *un déficit de pensée globale pour le développement urbain du territoire : bien que ce sentiment tende à s'atténuer depuis l'implantation de la Maison du projet, l'effet négatif lié au démarrage des premières opérations immobilières et commerciales privées, perçues par les habitants comme déconnectées du sens des lieux, n'a pas favorisé l'adhésion des acteurs locaux à une dynamique générale de développement ; aujourd'hui encore, des attentes demeurent quant au « projet sociétal » que la puissance publique entend ici mettre en œuvre.* »⁷⁷

En outre, la question des espaces et/ou des événements publics ouverts à tous, capables de rassembler les populations par-delà leurs différences, se pose de manière aigüe. Si le projet urbain pose la promenade jardinée comme la « structure paysagère fédératrice », reliant l'ensemble des quartiers du Carré de Soie, force est de remarquer que cette dernière s'appuie finalement peu sur les espaces publics et polarités existantes, et qu'on ne trouve pas vraiment de posture forte sur l'espace public dans les propositions du projet.

Comme le montrent encore les retours de la démarche Esprit des Lieux, « *l'attachement des habitants à des espaces ouverts et accessibles sans condition et la demande de services et de commerces de proximité témoignent d'une inquiétude générale quant au risque de fragmentation sociale du secteur.* » Un sentiment d'abandon de certains quartiers ou groupes de population anciennement implantés existe : l'insuffisant entretien de certains ensembles d'habitat, et des espaces publics en général, alimente l'inquiétude des habitants actuels par rapport à l'arrivée de populations nouvelles ; la crainte que les « nouveaux quartiers » soient privilégiés par rapport aux anciens dans le projet urbain » a été plusieurs fois exprimée.⁷⁸

Fig. 36 Les polarités et l'espace public dans la première version du projet urbain. Source Mission Carré de Soie



La trame d'espaces publics donne une cohérence aux multiples polarités existantes ou à venir

77. GRAND LYON, 2012. Valoriser les territoires en cultivant l'Esprit des Lieux. Référentiel d'actions pour le projet urbain du Carré de Soie. p. 22



La trame d'espaces publics donne cohérence aux multiples polarités existantes ou à venir

Ainsi, on est en droit de se demander si l'importance de l'espace public avait été bien identifiée et si les réponses proposées par le projet urbain correspondent à ces attentes. On trouve peu de propositions sur les places publiques du territoire, pour un projet qui vise à produire de nouveaux quartiers. A l'opposé, on peut noter ainsi qu'un fort discours est tenu sur les espaces verts sur la promenade jardinée, sur ses qualités paysagères et son organisation en réseau. Pourtant, dans une situation de faible maîtrise foncière, de gouvernance complexe et de contraintes liées au temps de mise en oeuvre du projet, l'espace public peut être identifié comme un garant du projet urbain. Pour Marcus ZEPF, « *dans ce contexte, l'espace public est au centre de la démarche de projet urbain. [...] comme il permet toutes les évolutions et qu'il structure le territoire urbain en lui donnant un sens, c'est-à-dire une orientation pour les évolutions à venir, l'espace public, les voiries et les espaces verts, les concepteurs s'affranchissent en quelques sortes des contraintes du temps et autorisent un phasage et une réalisation dans la durée. La limitation de la conception du projet urbain à l'espace public, c'est-à-dire aux grandes lignes structurantes pour le territoire concerné, évite de surcroît d'enfermer le projet urbain dans des formes et des fonctions urbaines prédéterminée et donne aux acteurs du territoire la capacité de répondre aux évolutions futures.* »⁷⁹

79. ZEPF, M. 2004 : *Concerter, gouverner et concevoir les espaces publics urbains* : Lausanne Presse Polytechniques et Universitaires Romandes

Par ailleurs, le temps long de l'aménagement et la complexité de la mise en oeuvre du projet urbain du Carré de Soie ont amené certains acteurs du projet (habitants, associations, ...) à remettre partiellement en cause le projet ou à réinterroger certains de ses principes. La concentration des opérations au Nord du périmètre de projet, sur d'anciennes friches inoccupées a parfois laissé ressentir que l'investissement public n'était destiné uniquement qu'aux nouveaux arrivants. De plus, certains principes énoncés dans le premier projet urbain, comme la correspondance des hauteurs des immeubles avec la cime des arbres, n'ont pas été respectés.

Ces éléments amènent certains acteurs gravitant autour du projet à poser le constat suivant « *la stratégie urbaine [le parc habité], trop peu explicite, ne fait pas autorité : pas reconnue, elle se trouve confrontée à des comportements qui apparaissent opportunistes. [...] Malgré les qualités intrinsèques du site et la justesse de ses fondements le concept de « parc habité » apparaît de moins en moins crédible au vu de son contexte et de la réalité de sa mise en oeuvre. Il est au mieux toléré, au pire ignoré... et fait parfois l'objet de sarcasmes.* »⁸⁰

80. REXOLUTION, 2013. *Projet urbain, le 2ème souffle. Etat des lieux*

Le décalage constaté entre un projet et son territoire peut-il provenir en partie sur la problématique des échelles de temps et d'espace : échelle de temps relative au temps long de formation de la ville et de déploiement de nouvelles opérations d'urbanisme qui fait écho aux «impatiences» des habitants et usagers du territoire ? Échelle spatiale, par rapport à l'immensité du périmètre de projet, qui occulte certaines thématiques ? La partie suivante tente quelques pistes de réflexion.

2.2 La questions des échelles dans les représentation du projet urbain

Ainsi se pose la question suivante : dans les démarche de projet sur les «grands territoires» comment appréhender et représenter le territoire pour le saisir dans toute sa complexité, sa richesse et faire projet ? En effet, dans le cas du Carré de Soie ce qui est bien particulier projet d'agglomération, c'est son échelle. D'abord par son ampleur, 500 hectares, ensuite par ses limites à la fois morphologiques (le canal, le boulevard Laurent Bonnevey) et administratives (limites des communes, limites des conférence territoriales locales). Cette large échelle rend peu appréhendable certaines problématiques et incite à s'appuyer sur une lecture du Grand Territoire. C'est une lecture qui peut être faite de la première version du projet urbain qui s'inscrit pleinement dans la géographie du site.

La relation entre outils de représentation du projet et échelles est intéressante. Afin d'appréhender le projet sur ce territoire, la proposition du projet urbain du Carré de Soie dans sa version de 2007 était de proposer un plan-guide (cf. figure). C'est un outil qui a aussi été utilisé dans le projet de l'Ile de Nantes. Ce dernier était mis à jour tous les trois mois, en fonctions des nouvelles livraisons d'opérations et de modifications du projet urbain. Sur le projet du Carré de Soie, ce n'est pas cet outil qui a été privilégié pour conduire le projet et le plan-guide est rapidement devenu obsolète.

Ce constat pose les questions suivantes : que faut-il dessiner dans un plan guide pour prendre en compte la proximité du territoire ? Prendre en compte la proximité est-ce tout dessiner très précisément ? A quelle échelle faut-il dessiner ? Que faut-il dessiner quand on travaille sur de si vastes territoires ?

Comment faut-il représenter le projet ? Sur ces questions, il semble que deux postures se détachent : une première posture qui tenderait à tout dessiner et à laquelle on peut associer les travaux de l'équipe Reichen et Robert, Yves Lion, Christian Devillers, ou François Grether. Une autre posture tenderait à abstraire afin de faire ressortir le parti pris du projet et l'analyse du site, à laquelle on peut rattacher les travaux de Bernado Sechhi et de Paola Viagano, de Laurent Théry et de Rem Khoolas.

Tout d'abord, pour David Mangin et Ariela Masboungi, trop dessiner le projet tenderait à le figer et à le rendre obsolète rapidement, surtout sur de vastes territoire, où l'opportunité est saisie comme un moteur de développement du projet. Ainsi « *l'instabilité de ces territoires étant encore plus remarquable qu'ailleurs, tenir une philosophie, des fils conducteurs, un état d'esprit est un guide plus certain et plus ferme qu'un schéma trop figé qui serait constamment remis en cause par les aléas inhérents à la nature même de l'aménagement de ces territoires* »⁸¹

81. MANGIN, D., MASBOUNGI, A.
2009 : Agir sur les grands territoires.
Paris : Editions Le Moniteur.

Dans cette perspective, la démarche appliquée par Bernado Sechhi et Paola Vigano parait intéressante. En effet fabriquer une « image mentale », conceptuelle, du territoire n'est pas toujours chose aisée et tout particulièrement

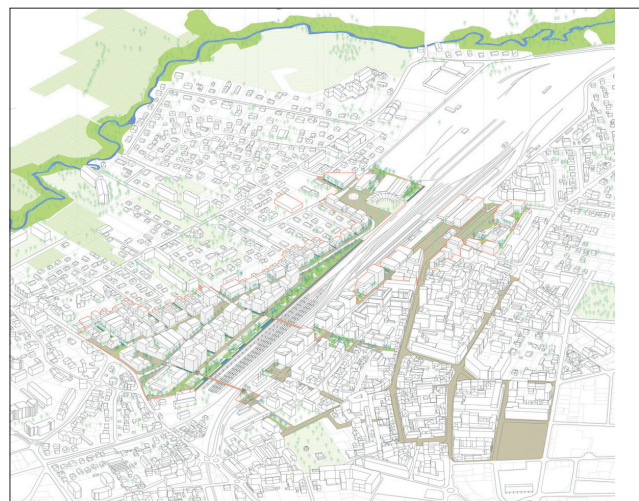


Fig. 37 Agence Devillers, Projet de l'Etoile à Annemasse. Source : Agence Devillers

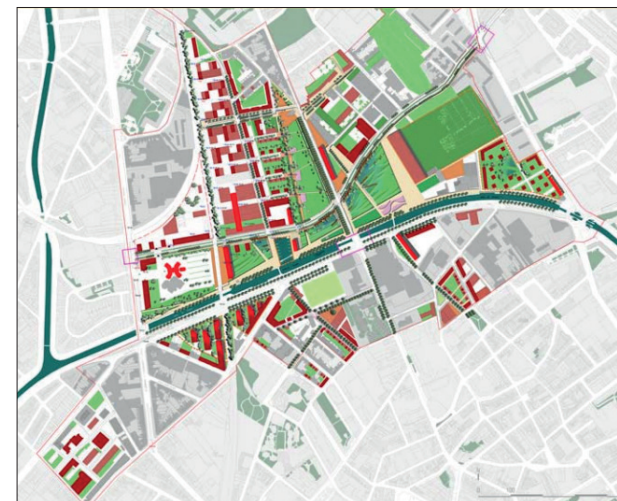


Fig. 38 Reichen & Robert, projet de l'Union à Lille Roubaix Tourcoing. Source : Reichen & Robert

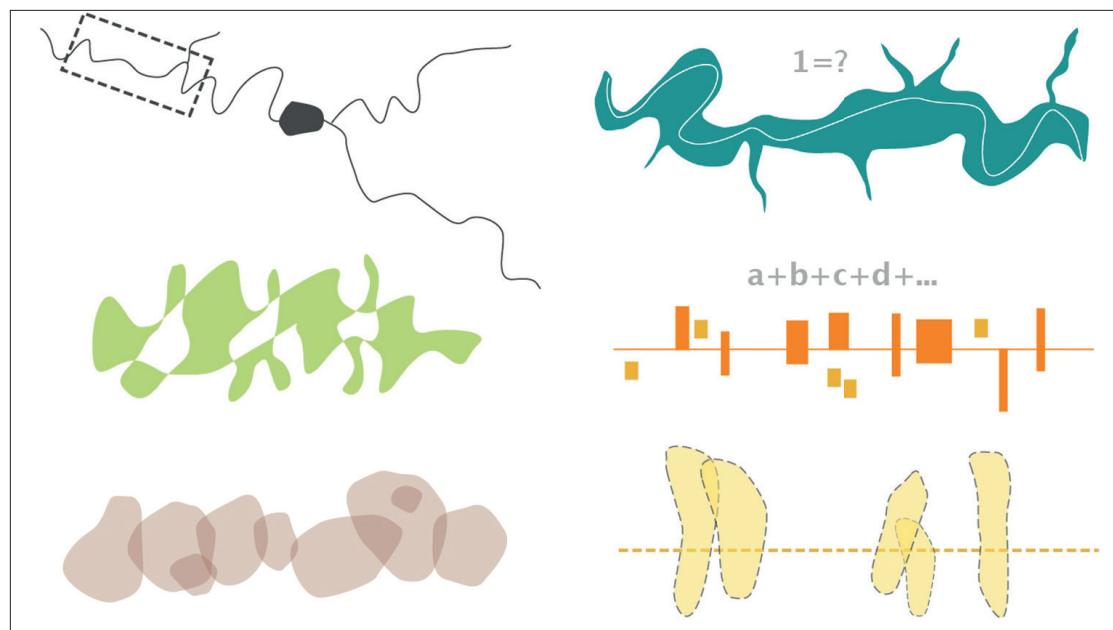


Fig. 39 Soulignant la spécificité de Seine-Aval qui imbrique ville et nature, l'équipe Obras propose une lecture du territoire à partir de six figures très simples devenues l'identifiant du projet : unité, transversalité, intensités, milieux, proximités, métropole. Source : Obras

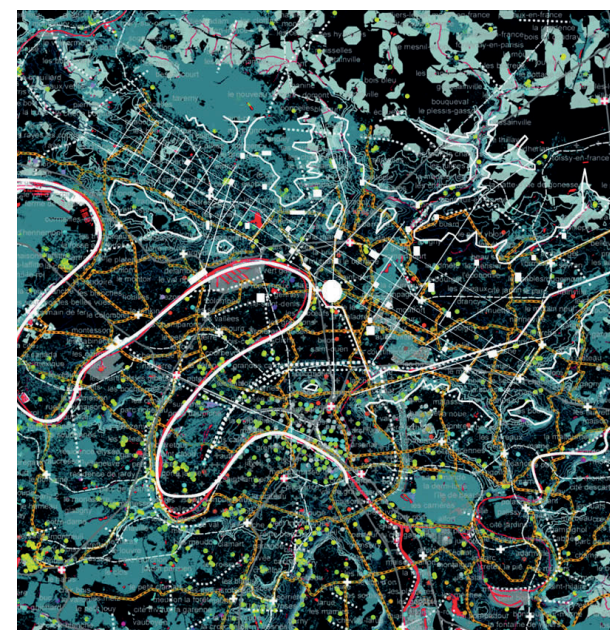


Fig. 40 Studio 13. B. Secchi et Paola Vigano, Consultation pour le Grand Paris. Source : Grand Paris

sur les territoires de la périphérie où les repères sont plus flous, les dimensions plus vastes, les références moins prégnantes. Paola Vigano et Bernado Secchi, confrontés au territoire des Pouilles, mettent en application un modèle de représentation comme instrument de connaissance et de prise de distance critique avec le contexte, essayant de dégager le projet implicite derrière l'analyse. Bernado Secchi va même plus loin : pour lui, le projet à grande échelle doit s'appuyer sur une connaissance intime du territoire. A des échelles qui sont celles de la géographie, fabriquer une pensée, un langage et une représentation commune est la condition même de la réalisation d'un projet de territoire»⁸²

Par ailleurs, pour Bernard Reichen, « *ne pas dessiner le territoire conduit à un niveau d'abstraction tel que plus personne n'adhère au projet. Il ne s'agit pas d'étendre le domaine de l'architecture à l'échelle du territoire : ce ne sont pas les mêmes enjeux, ni les même natures de questions. Mais il faut bien reconnaître qu'il y a un chaînon manquant : c'est celui d'un travail pré-opérationnel, à l'échelle du millier d'hectares, entre l'échelle de la planification (10 000 hectares) et celle du projet urbain (50-100 hectares).* »⁸³

De par la diversité de ce que l'on appelle «projet urbain» chaque équipe de conception doit aussi être à même de formuler les outils les plus adaptés en fonction du territoire. Il faut rechercher des modes de représentation qui permettent d'articuler les échelles et les thèmes.⁸⁴ Ce constat peut renvoyer à la notion de « bricolage » et utilisée en science sociales, définit par Claude Levi-Strauss pour « la règle de son jeu [le bricoleur] est de toujours s'arranger avec les « moyens du bord », c'est-à-dire un ensemble à chaque instant fini d'outils et de matériaux »⁷⁵

Il nous semble que le Groupement Dumetier a plutôt tendance à s'inscrire dans une posture où le dessin précis prend une place importante. Pourtant, les dessins très détaillés du premier plan guide l'ont rendu très tôt obsolète. Serait-ce alors les conditions de production du projet, une forte négociations avec les privés, qui incite les concepteurs à dessiner très précisément les principes urbains pour assurer leur respect ? Ou faut-il s'inscrire dans une stratégie plus souple qui invite justement à la négociation entre les acteurs, concepteurs et opérateurs ?

82. MASBOUNGI, A., AUDOUIN, J.
2010 : Dessine-moi une ville. Paris :
Editions Le Moniteur

83. MANGIN, D., MASBOUNGI, A. Ibid.
p. 39

84. MASBOUNGI, A., AUDOUIN, J.
2010. Ibid.

85. LEVI-STRAUSS, C. 1962 : La
Pensée sauvage. Paris : Plon.

2.3. Enrichir le projet global en travaillant à l'échelle de l'opération d'aménagement

La mise en oeuvre du projet urbain du Carré de Soie, à travers plusieurs opérations d'aménagement a permis de mettre en application les « grands principes » énoncés en 2007. Or, le travail à une échelle plus fine a permis de tester, de remettre en cause et de s'appuyer sur les éléments existants pour enrichir le projet global. Pour Bernard Reichen, cette itérativité, ce dialogue entre plusieurs échelles est nécessaire au projet de grands territoires : *« l'urbanisme des grands territoires implique un travail sur les relations complexes entre projets et planifications, entres échelles et temporalité de projets, entre interventions ponctuelles, politiques à moyen terme et stratégies à long terme. Le dialogue dans les deux sens est nécessaire pour enrichir mutuellement les démarches bottom up et top down, en inventant les points de passage. L'expérience soulève de multiples interrogations sur la notion même de projet : diffère-t-elle au niveau macro de celle du niveau local ? »* Pour Bernard Reichen, il faut avoir toute cette dialectique constante entre le micro et le macro.⁸⁶

86. MANGIN, D., MASBOUNGI, A. Ibid.

L'itérativité comme condition de travail à toutes les échelles et comme enrichissement du projet : le travail des CPAUEP aux fiches de lots

Entre la première publication du projet urbain du Carré de Soie en 2007, et la réécriture d'une seconde version en 2013, de nombreuses opérations d'aménagement ou immobilières ont amené le Groupement Dumetier à travailler directement avec les opérateurs afin de négocier les aspects architecturaux, paysagers et environnementaux de chaque projet. Les principaux outils de cette négociation sont la commission préalable d'urbanisme, la constitution des CPAUEP (Cahier de Prescriptions Architecturales Urbaines Environnementales et Paysagères) ou des fiches de lot. Ces outils permettent en fait d'assurer le passage du projet urbain à l'opérationnel.

Si l'on prend l'exemple de ces CPAUEP, leur objectif est de préciser les exigences urbaines, architecturales, paysagères et environnementales du projet. Le travail d'élaboration de ces documents sur le PUP Gimenez et la ZAC Villeurbanne La Soie principalement, a permis au Groupement Dumetier de questionner les fondamentaux du projet face à une opération en cours de conception mais aussi d'enrichir la stratégie globale du projet urbain, par une réflexion itérative sur les concepts du projet. Cet outil a une portée « contractuelle » : il est destiné aux futurs concepteurs du site (architectes, paysagistes, ...) afin de donner un cadre et guider la mise en oeuvre des projets en rapport avec les objectifs définis par les collectivités pour le projet urbain du Carré de Soie. Annexé à la convention du PUP, ce document a vocation à inscrire le secteur dans son contexte élargi et à fixer les principes et les enjeux et orientations du projet urbain déclinés au secteur de convention partenariale.⁸⁷

87. GRAND LYON, 2014 : CPAUEP de Gimenez

Comme l'explique Ariella Masboungi et David Mangin, la démarche de projet « *est rarement, sinon jamais linéaire, du général (du projet d'ensemble) au particulier (les mini-projets qui constitueront le puzzle final). C'est à partir de cas particuliers souvent problématiques que se révèlent les interconnexions entre lieux, entre objectifs, entre programmes et que peut alors s'élaborer une stratégie d'ensemble.* » C'est une démarche inductive, travail par itération constante. Il faut à la fois ces actions précises et une action structurante pour assurer une cohérence du projet à l'échelle globale. L'enjeu consiste aussi à générer des espaces porteurs d'intensité et de qualité, tant au plan spatial qu'à celui des fonctions.⁸⁸

Ainsi, à partir des documents des CPAUEP et des fiches de lots réalisés par les équipes de concepteurs, assistance à maîtrise d'ouvrage du projet, on analysera comment le travail à l'échelle locale a repositionné et enrichi la seconde version du projet urbain du Carré de Soie. Trois points sont étudiés : la question de la densité et de l'épannelage, la question de la place de l'eau dans l'espace public et la question des limites et des franges du projet urbain.

2.3.1 La question de la densité et de l'épannelage conçue en relation avec le tissu urbain existant

La question de la densité, de l'épannelage et du creusement des façades des bâtiments s'est révélée être une question clé dans la mise en œuvre du projet, particulièrement dans les négociations avec les opérateurs privés. La perception d'une forte densité sur les opérations du PAE TASE par les habitants a poussé l'équipe du projet à repréciser les objectifs et les outils de travail sur ces aspects. D'autres facteurs, comme le passage de la SHON (surface hors œuvre nette) à la SDP (surface de plancher) ont permis de retravailler sur ces éléments. La concertation avec les habitants des quartiers alentours a permis également un travail sur une meilleure intégration des projets aux bâtis à proximité.

Ainsi, si le premier projet urbain proposait déjà de décliner le concept de parc Habité en de multiples formes urbaines⁸⁹, force est de remarquer qu'aujourd'hui c'est aussi à partir d'une meilleure lecture du territoire existant que se composent les plans masses des projets. Par ailleurs, la première version du projet urbain proposait le principe suivant : la hauteur des bâtiments devait correspondre à la hauteur de la cime des arbres⁹⁰.

Or, dans la mise en œuvre du projet, les notions de creusement et d'épannelage sont devenues des critères de qualité des projets, pour la qualité du bâtiment et pour l'intégration au tissu urbain environnant qu'ils apportent. De fait, les hauteurs ne correspondent plus avec la hauteur des arbres.

88. MANGIN, D., MASBOUNGI, A.
2009 : Agir sur les grands territoires.
Paris : Editions Le Moniteur.

89. GRAND LYON, 2007 : Projet
urbain du Carré de Soie. p. 113

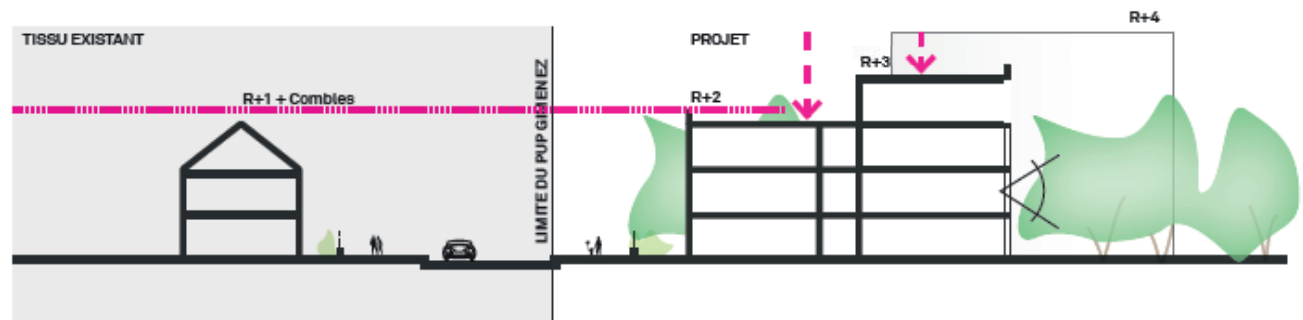
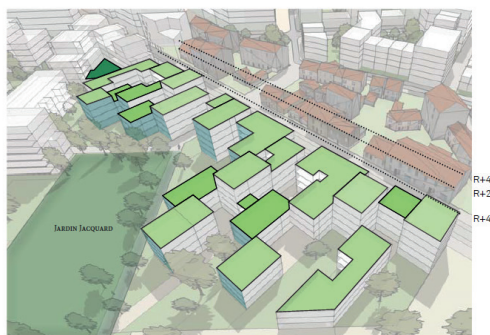


Fig. 41 schéma de principe sur le PUP Gimenez : l'épannelage s'adapte aux bâtis environnants. Source : Dumetier Design

Fig. 42 L'îlot K de la ZAC Villeurbanne La Soie, en face de «l'Amande». Source : Dumetier Design



91. GRAND LYON, 2014 : CPAUEP de Gimenez

92. GRAND LYON, 2012. Valoriser les territoires en cultivant l'Esprit des Lieux. Référentiel d'actions pour le projet urbain du Carré de Soie. p. 27



Fig. 43 perspective sur l'aménagement de la Place de l'Union. Source : HYL

93. GRAND LYON, 2014. Ibid.

A titre d'exemple, les hauteurs et la densité du PUP Gimenez ont été revues à la baisse pour mieux s'intégrer aux pavillons jouxtant l'opération suite à la concertation avec les habitants (cf. figure 41). Les projets immobiliers ne se réfèrent pas aux hauteurs de la cime des arbres, mais bien à l'existant, comme l'explique cet extrait du CPAUEP : « une densité urbaine soutenable : le projet urbain entend combiner densité urbaine (visant à limiter l'étalement urbain) et qualité de vie (notamment par la variété des formes urbaines). Cette densification qualitative est relative pour l'ensemble du projet (emprise au sol et variété de l'épannelage) et localement modulée à l'échelle de l'îlot. La densité et la hauteur des constructions sont ainsi conçues en fonction de leur voisinage et adaptées au bâti mitoyen. »⁹¹

D'autre part, le schéma ci-contre (fig. 42) montre comment le plan masse d'un îlot de la ZAC Villeurbanne La Soie s'inspire du tissu de faubourg de l'autre côté de la rue, sur un ensemble de petites maisons appelée «l'Amande».

2.3.2 L'eau : d'une fonction environnementale au rappel de l'histoire et de la géographie du territoire

La démarche Esprit des Lieux a montré que les habitants du territoire du projet Carré de Soie entretiennent un rapport très particulier à l'eau. Le lien historique du site du Rhône et à la rivière de la Rize structure encore les mémoires locales, et la présence du Canal de Jonage et du barrage hydroélectrique de Cusset ont participé à la naissance de ce territoire industriel.⁹² Néanmoins, l'eau est très peu visible au delà des berges du Canal de Jonage, cachée derrière l'hippodrome et les bâtiments industriels d'EDF. De fait, cet élément fort de l'identité du quartier, «suivre le fil de l'eau» a été posé comme un des trois axes thématiques de la démarche Esprit des Lieux.

La concertation sur l'espace public majeur de la ZAC Villeurbanne La Soie, l'esplanade de la Soie, a fait resurgir cette attente. Ainsi, il est apparu comme primordial de replacer l'eau au cœur de l'espace public, signifiant ainsi la proximité du Canal mais aussi support d'urbanité et de lien social, facteur de rafraîchissement et de qualité de l'espace public. Ainsi, si la présence de l'eau dans l'espace public est aujourd'hui une pratique évidente, elle prend une résonance toute particulière sur ce territoire.

Cet aspect, au delà de l'espace public de l'esplanade de la Soie, s'est étendu à l'ensemble du projet, pour s'exprimer dans des formes diverses. Comme le présente le CPAUEP du PUP Gimenez : «s'appuyer sur la présence du canal et mettre en scène l'eau pluviale permet de valoriser l'eau du site, souvent oubliée car peu perceptible, de tisser un lien avec le patrimoine paysager (canal de Jonage) et industriel du territoire (usine hydroélectrique) et ainsi d'enrichir fortement le projet tant sur les espaces publics que dans les îlots privés. L'eau participe à l'identité du quartier, elle est support de qualité urbaine et de paysage : aménité, rafraîchissement, biodiversité, etc.»⁹³

2.3.3 Un travail à petite échelle qui transcende le périmètre de projet

La question des échelles dans le projet urbain renvoie aussi à la question des limites et du périmètre du projet. De fait, si les études sur le projet urbain se concentrent sur l'inscription du périmètre à l'échelle d'agglomération etc. il est intéressant d'observer que l'étude d'un secteur en particulier, permet de replacer et de redonner un sens nouveau au périmètre de ce secteur et au périmètre global du projet.

Initialement choisie comme assistance à maîtrise d'ouvrage pour la ZAC Villeurbanne La Soie, l'agence Interland a été amenée à travailler sur la programmation et la conception des espaces de ce programme d'aménagement, sur un périmètre d'environ 20 hectares, sur la partie Nord du périmètre du projet urbain Carré de Soie. Leur approche les amène à lire à la fois le secteur dans la continuité des polarités urbaines de la ville de Villeurbanne, en cherchant quel sens donner à ce nouveau quartier qui émergera de la ZAC (cf. figure 44). Dans le même temps, le site est compris comme faisant partie d'une frange comprise entre l'ancienne voie ferrée et le cours Léon Blum, axe Est-Ouest structurant de Villeurbanne. Cette lecture donne un éclairage et un sens qui, en s'extirpant du périmètre du projet Carré de Soie et en sortant du discours classique de l'inscription de ce dernier à l'échelle métropolitaine, enrichit l'approche.⁹⁴

La question des franges et des limites du projet, si elles n'étaient pas abordées en tant que telles, est devenue un sujet de la démarche «second souffle» du projet urbain, considérant alors non plus la limite comme fin du projet mais comme territoire de projet. Il en est ainsi pour la route de Genas ou l'agrafe Laurent Bonnevey.⁹⁵

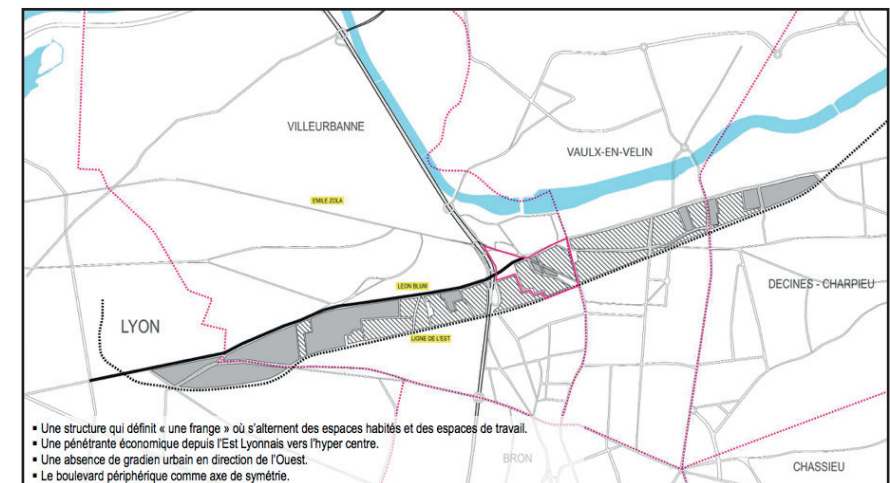
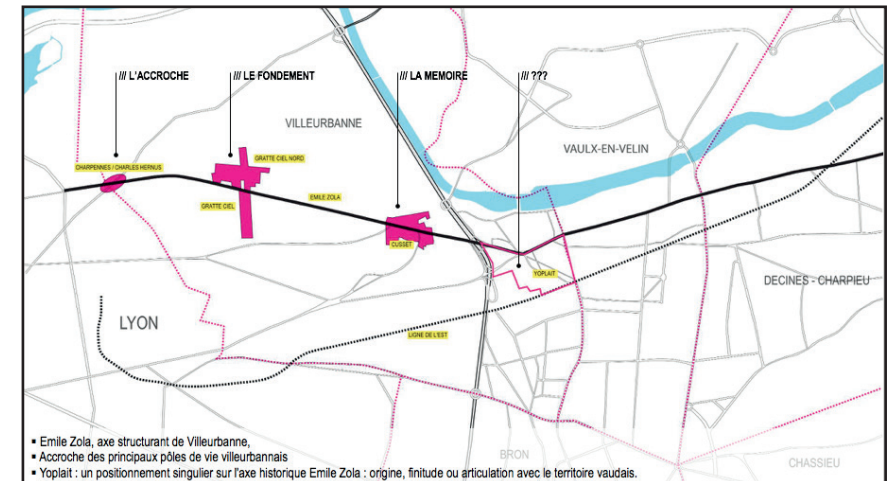


Fig. 44 Analyse de la ZAC Villeurbanne La Soie dans son contexte urbain. Source : Interland

94. INTERLAND, 2011 : Etude urbaine de réaménagement du secteur Yoplat.

95. GRAND LYON, 2014 : Préparation de l'avant-projet. Exposé des

3. L'échelle de la proximité comme une ressource

Ce travail à l'échelle de l'îlot, de l'espace public ou de l'opération d'aménagement a permis d'enrichir la vision globale du territoire, par le bas, par la « petite échelle » et donc d'enrichir le projet. Cette itérativité entre grande et petite échelle peut être éclairée par la métaphore suivante « *l'activité d'analyse du projet fonctionne selon un modèle qui peut-être décrit par la métaphore de la "longue-vue" (cannochiale). Selon la taille du territoire qu'il observe, l'urbaniste doit régler ses instruments d'analyse de la réalité étudiée, ce qui lui apparaissait floue au début, finit par acquérir un contenu et des contours précis. Au fur et à mesure que l'on élargit le champ d'observation, le détail de l'intervention s'évapore et vice-versa, la progettazione est plus ponctuelle et spécifique quand la portion de territoire observée est plus petite.* »⁹⁶

96. Cette métaphore du « cannochiale » est avancée par l'urbaniste italien Giovanni Astengo au début des années 1970 pour expliquer le passage dans un système hiérarchique de planification territoriale, le « sistema a cascata », du plan régional, au plan intercommunal et enfin au plan communal. NOVARINA G. 2003 : Plan et projet. L'urbanisme en France et en Italie, Paris, Anthropos.

Or, cette métaphore ne doit pas laisser entendre que les méthodes appliquées doivent être les mêmes à chaque échelle d'analyse du territoire. Les méthodes d'analyse de la grande échelle ne sont pas identiques aux méthodes de projet architectural. C'est ce qu'expliquent Natacha Seigneuret et Gilles Novarina : « *les activités d'analyse et de projet conduites à l'échelle d'un territoire restreint (un quartier ou un îlot) procèdent par mise au net des images floues construites à l'échelon supérieur (la ville ou l'agglomération), par affinement des analyses conduites au niveau de la région urbaine. Elle invite enfin à s'interroger sur le terme d'architecture à grande échelle qui contiendrait l'idée implicite que le projet de territoire ou le projet de ville serait fondé sur une sorte de généralisation des méthodes et des savoir-faire expérimentés dans le projet urbain à caractère opérationnel, voire dans le projet architectural.* »⁹⁷

97. SEIGNEURET, N. et alli. 2008 : Réflexion sur les outils à grande échelle du projet « Habiter les Berges ». PUCA.

Ainsi, faire projet sur ce territoire a permis de mieux le connaître. Les lieux d'intensités et d'apaisements des quartiers sont mieux appréhendés tout comme les besoins des usagers. Les différentes études opérationnelles mais également les études sur différentes thématiques ont permis d'enrichir le travail sur l'espace public, les formes urbaines et le paysage. L'étude sur les commerces, existants et à prévoir, a permis d'alimenter le travail sur les polarités et sur l'espace public. Des ateliers sur le développement durable ont permis d'appréhender certains lieux sous un angle différent au regard de thématique telles que la santé, le bien-être en ville, la biodiversité, le vieillissement etc.

En ce sens, qu'est-ce que ce travail sur l'opérationnel, en contact avec le territoire a amené dans le projet urbain second souffle ? Comment le projet s'appuie désormais plus sur l'échelle de proximité, prend-t-il ou donne-t-il plus de sens pour ses usagers, et non plus seulement une pertinence à l'échelle de l'agglomération ?

3.1. Donner un sens à la promenade jardinée et aux espaces publics

Au cours de la démarche second souffle, et face au constat du manque d'espaces publics, minéraux et plantés, une analyse du territoire et du projet urbain selon la méthode des « sociotopes » a été lancée. Cette méthode vise à

recenser tous les espaces publics, et à les classer selon leur qualité, le principe étant que chaque personne ait un accès à un espace de qualité de taille plus ou moins grande selon sa fréquentation. Par exemple, un square de proximité à moins de quinze minutes de marche ou un espace de parc d'agglomération à moins d'une heure de marche.

Cette méthode a été utilisée dans les années 2000 en Suède, à Stockholm par les services de l'urbanisme de la ville. Comme l'explique Celia Debre, «*la Suède poursuit depuis longtemps une politique de planification urbaine volontariste basée sur un principe égalitariste d'accès aux équipements urbains, aux services publics et aux espaces de plein air. Ces espaces relèvent autant du registre de la nature du vécu, du quotidien que de celui de la nature du dehors. De plus, dans l'approche suédoise, les espaces naturels ne sont pas uniquement envisagés comme des biotopes mais aussi comme des espaces sociaux caractérisés par des valeurs d'usages, d'où la notion de sociotopes, proposée dans ses travaux par l'urbaniste Alexandre Stahle.*⁹⁸»

Cette nouvelle posture sur les espaces publics verts, proposée au regard des qualités environnementales et écologiques, mais surtout pour répondre à la demande sociale d'espaces extérieurs de proximité, va repositionner deux grands principes du projet urbain du Carré de Soie.

Tout d'abord, les études menées sur le secteur Gimenez, mais aussi sur l'ancien bâtiment de l'IUFM et sur le secteur dit des «Brosses Nord» ont amené l'équipe du Carré de Soie à appréhender «la chaîne des stades» non plus comme une entité paysagère, très géographique, mais comme un support de liens, une promenade qui relierait plusieurs polarités entre elles. Les différents stades pourront être valorisés et utilisés comme support de cheminements paysagers pour rejoindre différentes polarités entre Villeurbanne et Vaulx-en-Velin (cf. figure 48). Ainsi travailler à l'échelle de «zooms» ou de périmètres de projets opérationnels a permis de redonner du sens et de renforcer des principes urbains initiaux.

Un travail sur les «séquences» de la promenade jardinée et sur les études de quelques sections (esplanade TASE, parties sur le PUP Gimenez) vont amener à repositionner cette promenade jardinée aux différentes échelles du projet. Ce positionnement amènera également l'équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage à proposer, ou à conforter, l'idée d'un «parc du Canal» composé des berges élargies au sud du Canal de Jonage et du Parc de la Rize au Nord. Ainsi, à l'échelle d'agglomération la promenade et le parc peuvent s'inscrire dans la continuité des parcs se trouvant le long du Rhône : parc de Gerland, berges du Rhône, parc de la Tête-d'Or, parc de la Feyssine, parc du Grand Large, parc de Miribel Jonage. A l'échelle des communes, la promenade jardinée peut être support de cheminements doux entre les communes de Bron, du Sud et du Nord de Vaulx-en-Velin. Enfin, à l'échelle du projet, le tracé plus fin et plus précis de la promenade permet de la qualifier et de dégager les séquences fortes et là où les continuités sont à créer. (cf. fig. 45, 46, 47)

98. DA CUNHA, A., GUINAND, S.,
2014 : Qualité urbaine, justice
spatiale et projet. Lausanne : Presses
Polytechniques et Universitaires
Romandes.

Fig. 45 La promenade jardinée dans le chapelet des parcs de Lyon
Source : Dumetier Design

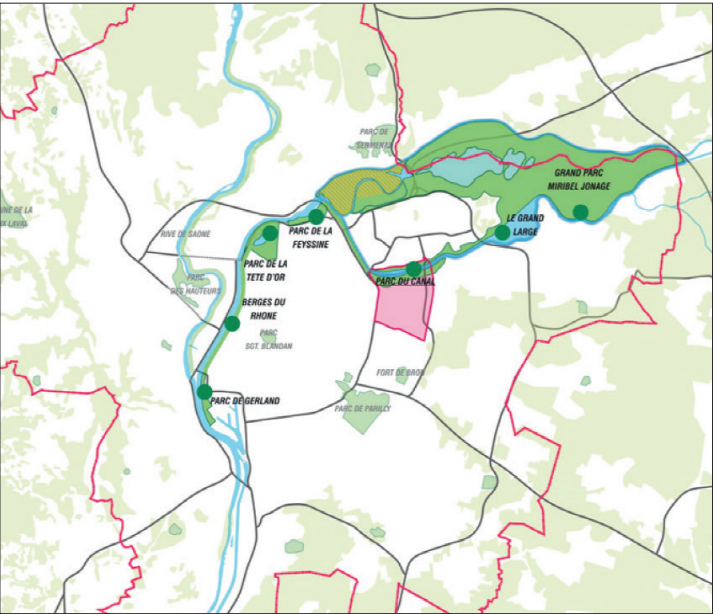


Fig. 46 La promenade jardinée et ses connexion avec les grands corridors écologiques. Source : Dumetier Design

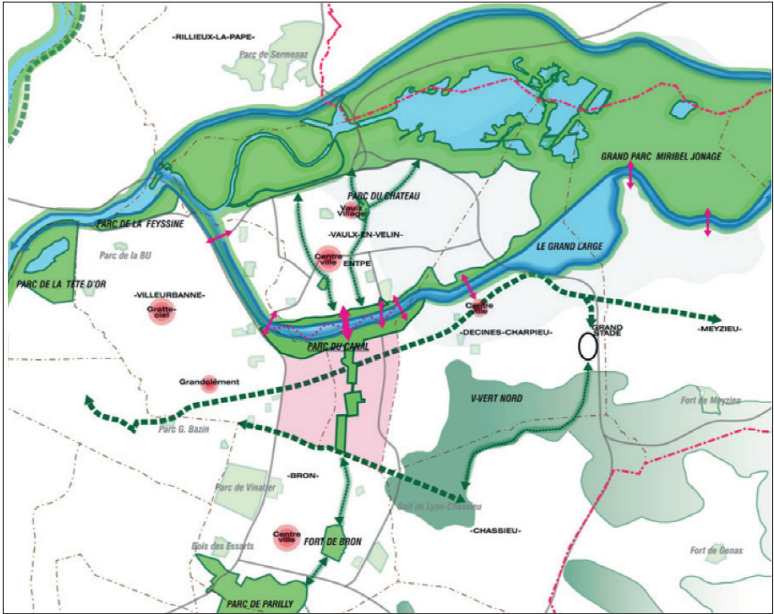


Fig. 47 Le tracé de la promenade jardinée. Source : Dumetier Design

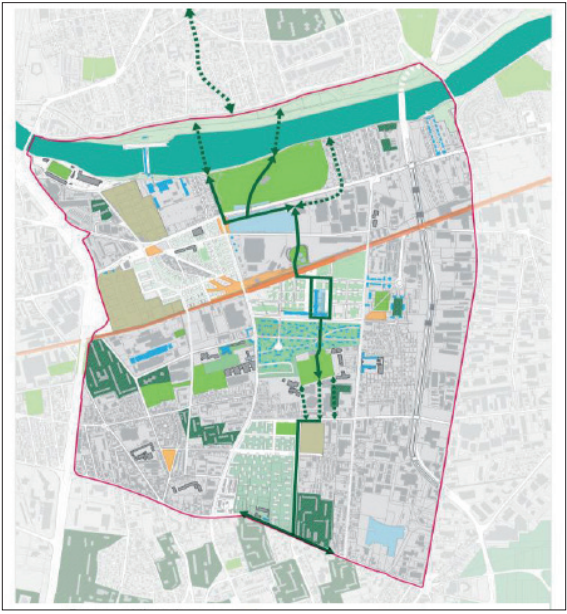
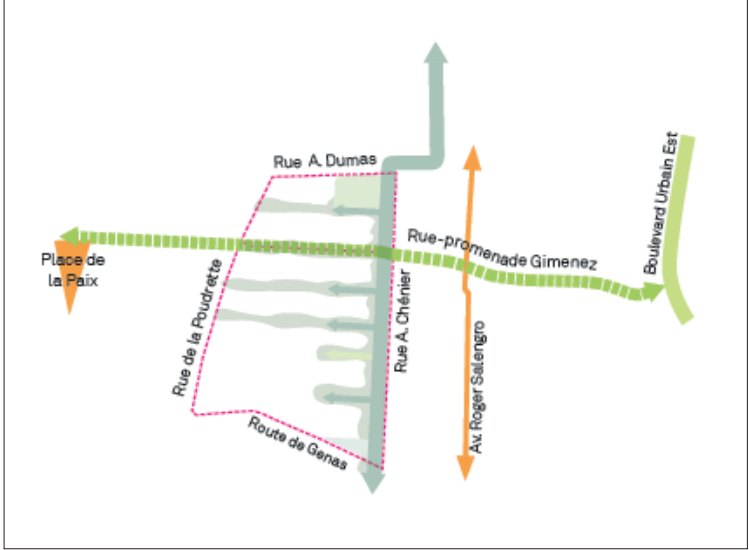


Fig. 48 analyse des polarités et des espaces publics sur le secteur dit des «Brosses Nord». Source : Dumetier Design



Fig. 49 Situation du PUP Gimenez au regard des espaces publics existants. Source : Dumetier Design



3.2. Des lieux qui composent le territoire de projet

La démarche second souffle, en s'appuyant sur les études opérationnelles réalisées dans le cadre des CPAUEP, propose une approche du périmètre global mais également une approche par secteurs du territoire du Carré de Soie. L'approche opérationnelle a finalement donné une méthode pour appréhender le territoire globalement.

En effet, une échelle d'analyse plus fine est nécessaire, la grande échelle ne permet pas à certaines problématiques « d'être révélée ». La pertinence d'échelle de ces « zooms », de ces « secteurs » (cf. figure 49 ci-contre qui en est un exemple) est une échelle d'usage. Ce sont des territoires que l'on peut parcourir à pied, des périmètres de chalandise de commerces de proximité ou d'influence d'un groupe scolaire.

Ces secteurs sont ainsi observés au regard des espaces publics de proximité, des polarités de quartiers mais aussi des solutions de déplacements modes doux qu'ils peuvent offrir ou qu'ils doivent proposer. Faire projet prend alors plus de sens sur ces espaces, sur lesquels les usages et les pratiques du territoire sont plus appréhendables que sur l'immensité des 500 hectares du projet urbain.

Typiquement le fait de travailler par secteur a amené à une approche beaucoup moins uniforme que dans la première stratégie du projet urbain. C'est comme si le territoire prenait du relief. Même si, dans la première version, le territoire avait été appréhendé comme un territoire « mosaïque », cette mosaïque se justifiait surtout par la juxtaposition de formes urbaines de différentes formes et époques. Ici, c'est, par le projet, une plus grande connaissance de tout le cadre de vie qui peut être connue : équipements, cheminements, pratiques ... On a une approche du territoire comme un territoire composé de « quartiers » avec chacun leur identité, leurs enjeux et leurs spécificités.

Cette approche à une échelle de proximité a été enrichie par d'autres études, sur les commerces par exemple. La demande de commerces de proximité est forte sur chaque nouvelle opération d'aménagement. Or, cette demande doit être suffisamment forte pour permettre à un commerçant de s'installer, ce qui n'est pas forcément le cas à l'échelle d'une opération d'aménagement. La stratégie du projet urbain est donc de renforcer les polarités commerciales existantes, et de ne pas forcément en créer de nouvelles lorsque cela risque de ne pas être viable. Dans le cas du PUP Gimenez par exemple, une demande de locaux commerciaux avait été posée par l'opérateur. Or, il est apparu plus pertinent de ne pas installer de local commercial à l'échelle de ce projet et de renforcer la polarité de la place de la Paix.

Coinjointement, le travail en atelier mené avec différents services des Villes de Villeurbanne et de Vaulx-en-Velin et de la Communauté Urbaine ont amené l'équipe du projet urbain à ne plus se représenter le territoire du projet comme un



Fig. 49 Le sens de la promenade jardinée à plusieurs échelles et temporalités. Source : Dumetier Design

« futur quartier » (de 500 hectares !) mais comme composé de plusieurs quartiers, aux identités et aux spécificités distinctes et complémentaires.

La nouvelle version du projet urbain a donc l'ambition de s'appuyer donc sur le territoire vécu et existant, en cherchant à ne pas déséquilibrer ou à renforcer ce qui existe déjà.

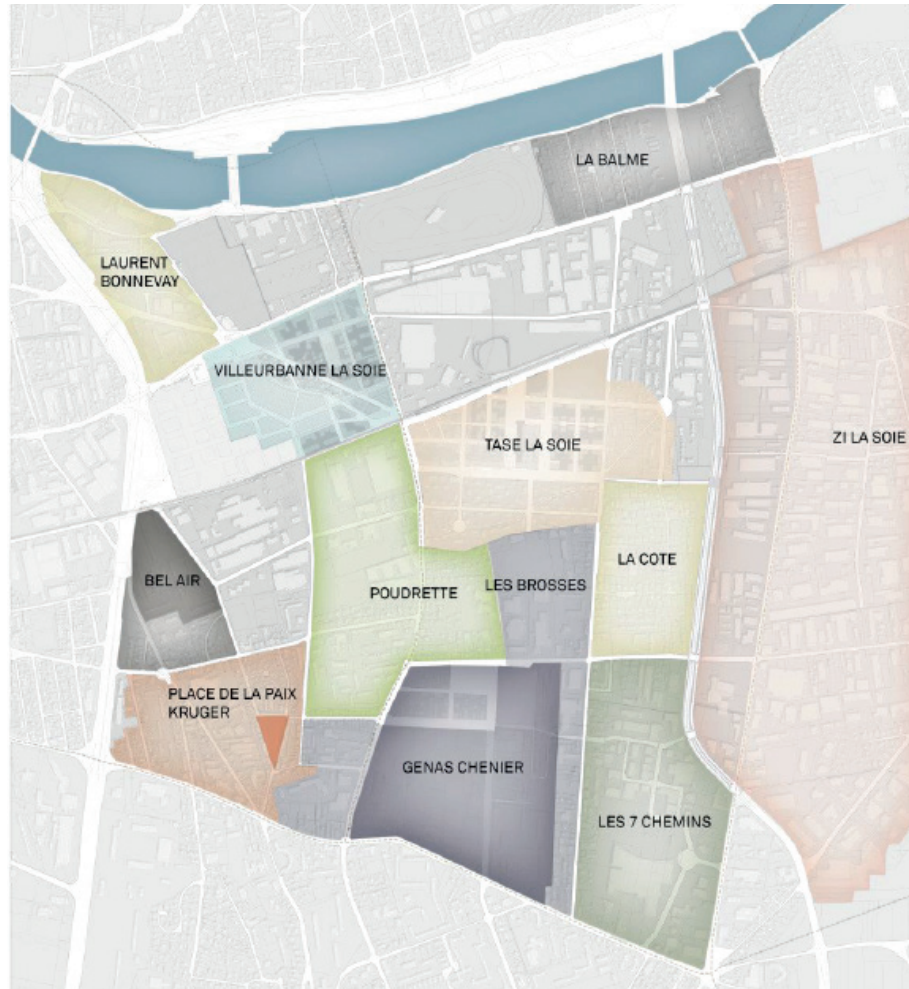


Fig. 50 Carte des quartiers du Carré de Soie. Source : Mission Carré de Soie

L'échelle de proximité du projet urbain et la question du «lieu» en urbanisme : quelques définitions

Edward Relph: « être humain c'est vivre dans un monde rempli de lieux significatifs : être humain c'est avoir et connaître sa place (lieu).¹⁵

« Plus petite unité spatiale complexe de la société. Le lieu constitue l'espace de base de la vie sociale. [...] Le lieu constitue la plus petite unité spatiale complexe car c'est un espace « au sein duquel le concept de distance n'est pas pertinente »¹³ donc, c'est l'espace de l'échelle la plus restreinte. [...]

En effet, les lieux se caractérisent aussi par le caractère sensible de leurs limites. On introduit là un aspect qui renvoie en partie au champ de la pratique et de la représentation spatiale. Ce problème de la limite configurante paraît important et le lieu existe avant tout en tant que surface explicitement limitée, de micro-échelle. [...] la possibilité doit toujours exister de pouvoir contrôler « physiquement » le lieu par la marche brève ou le déplacement rapide et/ou la vue – les lieux les plus forts ne sont-ils pas ceux, d'ailleurs, que le regard peut intégralement embrasser et où les repérages visuels des limites sont les plus aisés ? C'est-à-dire que ne doit pas s'affirmer un effet d'échelle et d'espacement suffisamment marqué qui brise le lieu et le mue en aire. Une aire, de ce fait, peut être définie comme une combinaison dynamique de lieux discrets. Une telle conception du lieu offre la possibilité d'indexer à ce terme des espaces extrêmement variés, qu'il faut appréhender à l'aune des acteurs qui les agencent et les pratiquent. [...]

Cela posé, il faut introduire une précision supplémentaire, importante. Un véritable lieu n'existe pleinement qu'en tant qu'il possède une portée sociale, en termes de pratiques comme de représentations, qu'il s'inscrit comme un objet identifiable, et éventuellement identificatoire, dans un fonctionnement collectif, qu'il est chargé de valeurs communes dans lesquelles peuvent potentiellement – donc pas systématiquement – se reconnaître les individus.»¹⁴

99. RELPH, E. 1976 : Place and Placelessness. Pion, London.

100. LEVY, J. 1994 : L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique. Paris : Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

101. LEVY, J., LUSSAULT, M. 2003 : Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Paris : Belin.

CONCLUSION DE LA PARTIE

Il apparaît de manière plutôt évidente que le travail du Groupement et de la maîtrise d'ouvrage du projet du Carré de Soie tend à se intégrer l'échelle locale et les quartiers existants au projet urbain. On peut ainsi valider notre première hypothèse, selon laquelle l'échelle locale contribue à réorienter la stratégie du projet urbain.

Ceci s'est concrétisé de plusieurs manières. D'une part par l'enrichissement des études entre elles, mais aussi par les allers-retours entre plusieurs échelles, de l'échelle globale du projet à l'échelle des îlots. Comme l'explique Gilles Novarina "le processus de planification fonctionne de manière non pas linéaire mais itérative, par une série d'allers-retours. A chaque échelon, il convient de revisiter les analyses, les descriptions et les projets qui ont été formulés à d'autres niveaux territoriaux [...] Dans ces expériences, le projet n'est plus pensé comme le dernier maillon d'une chaîne de décisions successives. Il intervient à différents moments du processus et à différentes échelles territoriales."¹⁰²

Aussi, la meilleure prise en compte des territoires existants et du contexte ont permis de donner plus de sens aux projets : le travail des sociotopes permet de justifier et de penser autrement les espaces verts, le travail sur le patrimoine culturel et matériel, par la démarche Esprit des Lieux, a permis de donner du sens, des contraintes créatives à quelques aménagements d'espaces publics.

Néanmoins, les principes proposés pour le projet s'appuient encore sur des éléments qui font parfois peu sens pour les habitants et qui demandent une mobilisation très conséquente de moyens financiers et techniques. Ainsi, en 2014 une visite sur site du tracé de la promenade jardinée a montré de nombreux blocages opérationnels, qui impliquent une mise en œuvre sur le long terme pour cet aménagement censé être fédérateur. La maîtrise d'ouvrage du projet tout comme son AMO se concentre en fait plus ou moins sur les mêmes principes qu'identifiés en 2007. Témoignent-ils d'une manière de faire l'aménagement qui doit aujourd'hui être réinterrogée ? Il reste que les attentes des habitants (nouveaux et anciens) sont plus qu'instantes sur le manque d'espaces verts et publics de qualité, de tous les quartiers.

Par ailleurs, cette approche par «sous-secteurs», de «zooms» découle-elle vraiment d'une prise en compte des quartiers - au sens des usages des lieux - ou est-elle basée sur une logique opérationnelle ? De plus comment les projets s'incarnent-ils par rapport à l'existant ? Peut-on rester cohérent entre un projet global en respectant l'identité de ces quartiers ?

Enfin, les ambitions sur l'espace public (l'espace public comme support de liens sociaux) et les équipements restent très modestes dans les intentions de la seconde version du projet urbain tandis que les enjeux sur ces espaces deviennent de plus en plus prégnants, avec l'arrivée conséquente de nouveaux habitants et salariés sur le territoire dans les dix années à venir.

102. NOVARINA, G. et al. 2009 : Villes européennes contemporaines en projet. In TSIMIS, Y. Echelles et temporalités des projets urbains. Paris : Jean-Michel Place.



Fig. 51 La Cité Jardin construite au même moment que l'usine TASE, par les industriels Gillet.
Source : Laurence Danière


The image shows an art installation. A silver chain-link fence occupies the left and center of the frame. To the right, a large, white silhouette of a person is visible. The silhouette is filled with dense, black, scribbled lines. At the bottom of the silhouette, the words "ECHELLE INCONNUE" are printed in large, bold, white capital letters. The background behind the fence is a blurred outdoor scene with green foliage and a blue sky. A small, thin, reddish object is visible on the fence near the top center.

Fig. 52 Installation dans le cadre
Journée Européenne du Patrimoine.
Source : Komplex Kapharnaüm

**ECHELLE
INCONNUE**



Fig. 53 : Balade urbaine artistique, le sentier pédestre périphérique.
Source : Komplex Kapharnaüm

TROISIEME PARTIE

"UN PROJET URBAIN QUI S'ENRACINE"

IDENTITE ET PATRIMOINE

« Pour se projeter dans l'avenir, la ville a besoin de tout son passé, d'une distance critique par rapport au présent, de sa mémoire, de son patrimoine, de sa diversité culturelle intrinsèque et de projets multidimensionnels. »

Cyria Emelianoff, 1999. « Comment définir une ville durable ? »
<http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-8294.html>

Ce troisième temps de réflexion sera dédié aux aspects de patrimonialisation et d'identité.

Sur ce territoire où l'histoire industrielle a légué une forte mémoire ouvrière, comment construire une identité pour se projeter collectivement ? Comment la démarche de patrimonialisation de l'usine a-t-elle enclenché un nouveau regard sur le territoire de la part des politiques et des équipes techniques ? Comment le projet urbain s'inspire-t-il aujourd'hui des formes urbaines présentent historiquement ? Comment et sur quoi l'identité des territoires de projet se construit-elle ? Quels sont les risques liés à une valorisation du patrimoine associée à une entrée de ce patrimoine dans les circuits économiques de la production de la ville ?

1. La préservation de l'usine : une mobilisation locale à l'origine de la prise en compte du patrimoine dans le projet urbain

1.1 La vision du patrimoine dans le premier projet urbain

La prise en compte des éléments patrimoniaux dans les démarches de projets urbains est apparue dans les années 1970. Selon Jacques Rey à bien des égards, l'expérience urbanistique de Bologne préfigure l'affirmation le passage d'un urbanisme de plan à un urbanisme de projet dans les deux décennies suivantes.¹⁰³ En effet, comme l'explique Gilles Pinson, l'expérience bolognaise dans les années 1970 est la première mise en oeuvre de la notion de «recupero» développée par certains théoriciens italiens de l'urbanisme. Selon cette notion, le processus de planification doit tenir compte de la ville existante dans sa globalité (tant du point de vue de ses échelles que de ses tissus, urbains et sociaux) ainsi que de l'opinion de ses habitants. Ici, la ville ancienne n'est plus vue comme un cloaque dont il faut faire table rase mais comme un ensemble, un 'système relationnel', une cristallisation historique de pratiques, vecteurs d'identité et de sociabilité. La ville est aussi un ensemble de pratiques sédimentées qu'il convient de conforter à travers le maintien des classes populaires dans les centres des villes et la participation des habitants aux choix urbanistiques, à travers notamment les conseils de quartiers.¹⁰⁴

103. REY, J., 1998 : «Une nouvelle manière de faire la ville ?», in TOUSSAINT, J.-Y., ZIMMERMANN, M. 1998 : *Projet urbain. Ménager les gens, aménager la ville*. Sprimont, Mardaga.

104. PINSON, G. 2002 : *Projets et pouvoirs dans les villes européennes. Une comparaison de Marseille, Venise, Nantes et Turin*. Thèse de Doctorat.

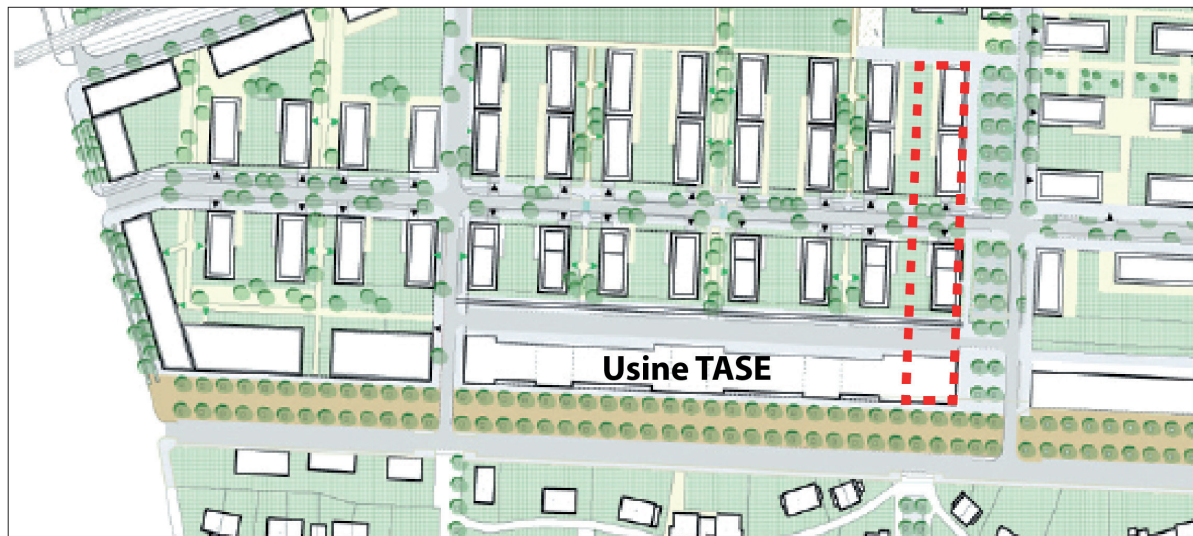


Fig. 54 extrait du plan guide du projet urbain de 2007, amendé du tracé de l'aile est. Source : Mission Carré de Soie et Camille Daudet

La première version du projet urbain du Carré de Soie, dans son écriture mais aussi à travers les premières opérations, s'inscrit dans cette perspective de prise en compte du patrimoine, avec néanmoins des ambitions quelques peu modestes. Certains passages du document du projet urbain positionnent le projet sur la valorisation du patrimoine, comme en témoigne l'extrait suivant : « *le Carré de Soie dispose d'un patrimoine très important, bâti et paysager. Là encore, le passé industriel des lieux est très présent et confère un intérêt particulier au site. Ainsi, les petites et grandes cités TASE, avec leurs organisations et leurs architectures très spécifiques, ou la présence de nombreux jardins ouvriers, constituent des ensembles remarquables. De même, l'usine TASE, le barrage et l'usine de production hydro-électrique de Cusset sont autant d'emblèmes de l'architecture industrielle du début du XXe siècle.* »¹⁰⁵.

105. GRAND LYON, 2007. Projet urbain du Carré de Soie.

Néanmoins, l'appui sur l'existant et le patrimoine ne se retrouvent par pour autant au coeur des principes de développement du projet. Par ailleurs, lorsqu'interviennent les notions d'identité («un territoire à l'identité forte»¹⁰⁶), cette dernière ne renvoie pas à l'histoire du territoire mais plutôt à son inscription dans le grand paysage et dans la topographie : «*La géographie du quartier de la Soie donne une importance particulière au territoire. Il est important que les habitants actuels et futurs sentent qu'ils appartiennent à ce grand territoire du Rhône Amont* »¹⁰⁷. Enfin, les premiers plans masses du projet, sur le secteur TASE notamment, reflète en partie cette position, puisqu'on observe que l'aile Est de l'usine n'avait initialement pas vocation à être conservée et que les formes urbaines développées renvoient assez peu à ce qui existe (cf. figure 54). Dans les faits, l'agence Dumetier et la mission Carré de Soie avait insisté sur l'importance de conserver la totalité de l'Usine TASE. Mais cette conservation n'apparaissait alors pas comme un enjeu suffisamment fort pour les politiques, qui souhaitaient donner leur accord aux promoteurs immobiliers de détruire l'Usine. Le plan guide reflète un entre-deux puisqu'il est proposé que seule la façade de l'aile Sud soit conservée.

106. Ibid, p. 53

107. Ibid, p. 53

1.2. Comment un mouvement local a permis de préserver l'usine

Un basculement dans la prise en compte du patrimoine matériel mais également «immatériel» dans le projet du Carré de Soie intervient à partir de la démarche de patrimonialisation de l'usine TASE. Un rappel rapide sur les liens entre l'usine TASE, son ensemble urbain et le territoire semble ici nécessaire.

Construites en 1925 pour loger les personnels, les maisons et les bâtiments collectifs des cités TASE constituent un ensemble urbain d'une vingtaine d'hectares au sud de Vaulx-en-Velin. Rachetée par le groupe Rhône-Poulenc pour être fermée en 1975, l'usine constitue alors une importante friche de plusieurs hectares. Avec l'arrivée du métro et du tramway à proximité dans les années 2010, l'ancien site industriel se voit acquis par différents investisseurs immobiliers, qui prévoyaient sa démolition.¹⁰⁸

108. DUCHENE, F. et al. 2013 : « Cités ouvrières et patrimonialisation : d'un modèle à ses multiples transformations ». Espaces et sociétés 153. 35-50.

Pourtant, englobée dans le projet urbain « Carré de soie » porté par le Grand Lyon, la requalification du quartier suscite une même inquiétude des habitants des deux anciennes cités industrielles, qui craignent « de devenir les oubliés de ce nouveau quartier promis prochainement aux classes supérieures et aux activités tertiaires »¹⁰⁹. C'est dans ce contexte que différentes associations des quartiers Sud vaudais créent en 2008 l'association le « Cercle de la soie rayonne » (CSR), avec pour objet « la préservation et la mise en valeur de l'usine TASE, de ses cités et de tous les éléments qui s'y rattachent, et plus généralement de tout patrimoine industriel et de la mémoire ouvrière en rapport avec cette histoire en région Rhône-Alpes ». Maniant tantôt l'arme du recours juridique contre la révision du Plan local d'Urbanisme (PLU) et le permis de démolir l'usine, tantôt la recherche d'alliances avec les milieux intellectuels et patrimoniaux locaux en organisant une contre-proposition urbaine et des colloques à caractère scientifique, le CSR obtient en 2011 l'inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques de la façade du bâtiment principal de l'usine TASE.

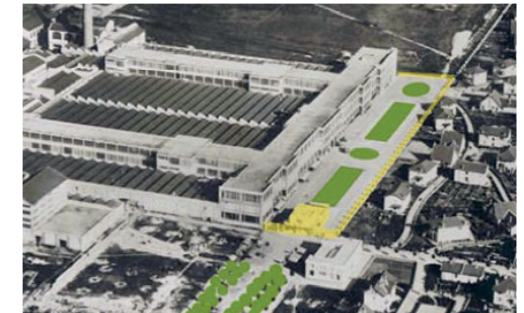
Selon Rachel Linossier, ces conflits sont fréquents dans les processus de patrimonialisation : la qualité patrimoniale cristallise également les conflits, entre partisans de la réhabilitation des bâtiments existants (administrations, associations d'habitants...), et investisseurs économiques (entreprises, promoteurs) et certains élus locaux, plus soucieux d'assurer la réussite ou la rentabilité immédiate de l'opération que de contribuer à la protection et à la mise en valeur du patrimoine potentiel.¹¹⁰ Cette hypothèse se complète par les propos de François Duchêne, pour qui les cités ouvrières continueraient malgré tout de rester des objets porteurs d'un double héritage, entre projet patronal paternaliste et lieu d'appropriation et de sociabilités ouvrières. Ce double visage des cités se traduit aujourd'hui dans des dynamiques de patrimonialisation au sein desquelles se renouvellent les conflits de classes et d'appropriation de l'espace qui se sont joués lors de la vie active de ce modèle urbain de production.

1.3 Changement de regard, lancement de l'étude patrimoine

Malgré les difficultés, le classement de la façade de l'usine en 2011 à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques a permis d'engager une meilleure prise en compte du patrimoine urbain existant et un changement de regard sur ce dernier. La démarche « Esprit Des Lieux » (voir partie 3. 1) mais également le lancement d'une étude patrimoine sur l'ensemble urbain TASE en 2014 en témoigne.

En effet, face aux changements rapides de l'environnement (arrivée du métro et du tramway, inflation des prix du foncier ...) mais aussi par des processus de rénovation des maisons individuelles - qui pour Bourdieu sont alors le « lieu de fixation de tous les investissements »¹¹¹ - et du bailleur social propriétaire des Grandes Cités TASE, les Collectivités ont craint une détérioration de ce patrimoine qu'il s'agissait au plus vite d'évaluer afin d'en tirer des mesures de

Fig. schéma représentant les aménagements initiaux de l'Usine. Source : ARCHIPAT



110. LINOSSIER, R., RUSSEIL, S., VERHAGE, R., ZEPF, M. 2004 : « Effacer, conserver, transformer, valoriser. Le renouvellement urbain face à la patrimonialisation ». Les annales de la recherche urbaine 97. 23-26.

111. BOURDIEU, P. 1990 : « Un signe des temps ». Actes de la recherche en sciences sociales. 81/82 cité in DUCHENE, 2013. Ibid.

préservation ou de protection. Il s'agit d'éviter une banalisation de ces ensembles urbains, témoin de l'Histoire.

Ainsi, cette étude patrimoine pose les objectifs suivants : « *L'ensemble industriel TASE s'inscrit dans le développement du Carré de Soie ; Les mutations fortes de ce territoire interrogent sur le devenir de ce patrimoine architectural, urbain et paysager, de premier ordre à l'échelle régionale. Cette étude a trois objectifs principaux : identifier et comprendre les dispositions conservées ; analyser leurs niveaux de préservation et leurs niveaux d'intérêt ; développer un outil de sensibilisation permettant d'assurer une urbanisation de ce patrimoine tout en permettant son développement.* »¹¹²

1.4 le projet comme cristallisateur de la démarche de patrimonialisation

Selon Octave Dubary, s'agissant des lieux dépendants de ou ayant été occupés par l'industrie, on constate fréquemment que les projets de patrimonialisation n'émergent qu'après un certain temps, sans doute nécessaire au retrait des principaux protagonistes.¹¹³ On peut supposer qu'on se trouve dans ce cas sur le site des anciennes usines TASE, qui ont fermées dans les années 1980. Or, il faut également noter que toutes les usines et leurs ensembles urbains ne font pas systématiquement l'objet d'un processus de patrimonialisation en France et en Europe.

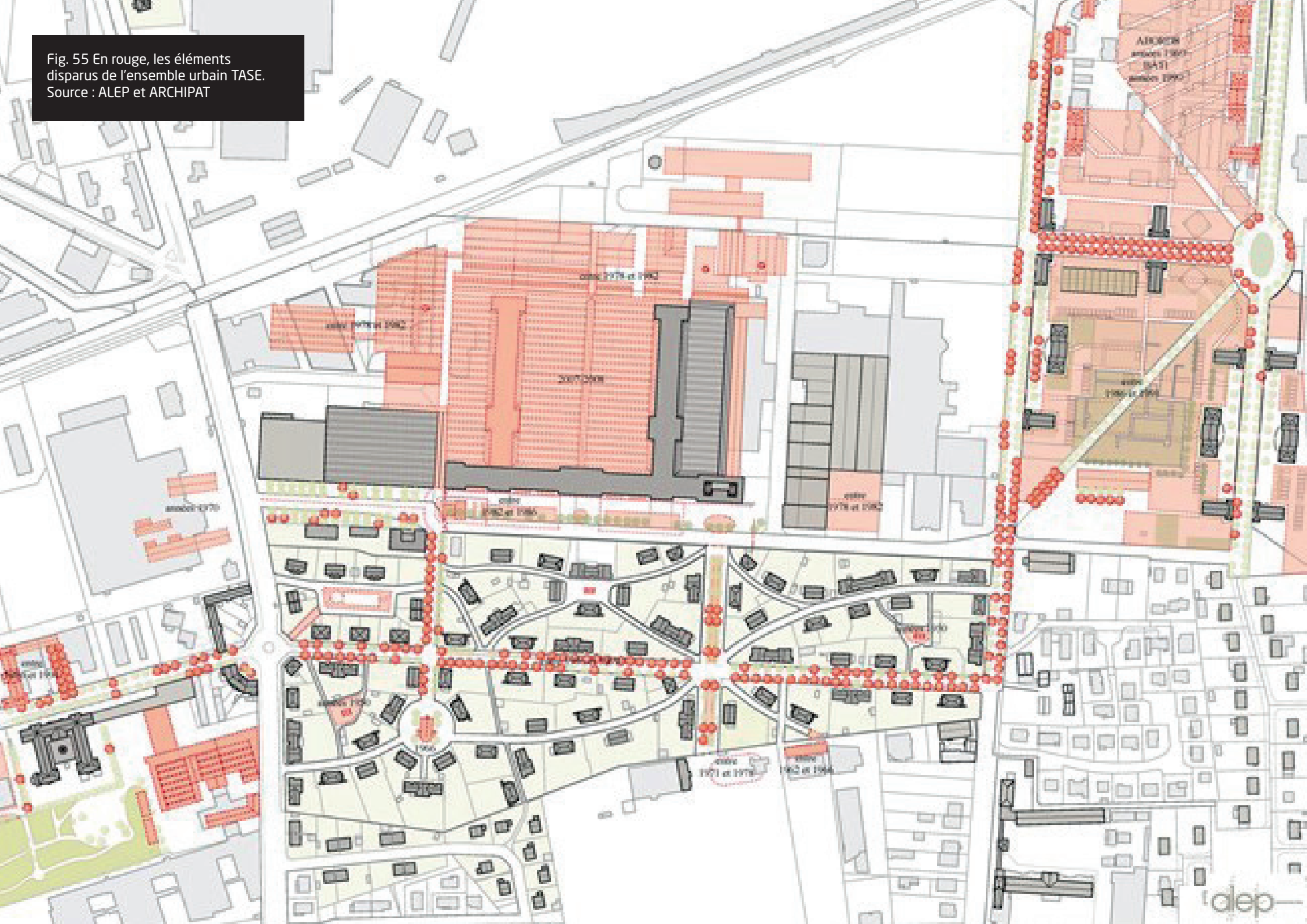
Ainsi, on peut ici faire l'hypothèse que ce processus de patrimonialisation de l'ensemble urbain TASE a été favorisé, voire provoqué, par la démarche de projet urbain. Les changements d'activités, de formes urbaines, de classes sociales venant travailler, investir, se loger et se divertir, ont conduit à une montée en puissance des acteurs locaux pour la préservation de la mémoire du site. Pour Gilles Pinson « *les processus de projet sont des moments privilégiés de plongée dans l'histoire des villes et d'exhumation ou de reconstruction de significations, de caractères propres ayant vocation à renforcer la fidélité des acteurs urbain au processus de projet, leur propension à coopérer et à confronter leurs actions à un dessein défini collectivement.* »¹¹³. Reconnaître d'où l'on vient ou l'histoire du territoire participerait ainsi à créer une potentielle identité collective, qui permettrait ainsi de se projeter collectivement.

112. ARCHIPAT, ALEP. 2014 : Carré de Soie, Cité TASE. Etude patrimoniale de l'ensemble industriel.

113. DEBARY, O. 2002. La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes. Paris : Éditions du CTHS.

114. PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po. p. 148

Fig. 55 En rouge, les éléments
disparus de l'ensemble urbain TASE.
Source : ALEP et ARCHIPAT



2. Une composition urbaine qui s'inspire de l'histoire des quartiers

La prise en compte du patrimoine comme inspiration pour l'élaboration des plans masses de nouveaux quartiers, mais aussi dans la gestion de l'épannelage ou tout simplement comme modèle d'habitat, se retrouve aujourd'hui plus mobilisée dans les projets opérationnels que dans les débuts du projet urbain.

2.1. L'héritage de la Cité Jardin : le projet du PUP Gimenez

L'opération du PUP Gimenez se trouve au sud du périmètre du Carré de Soie, avec une programmation d'environ 600 logements. Suite à l'arrivée de la nouvelle municipalité en 2014, le programme, et notamment l'épannelage des bâtiments a été revu, en concertation avec les habitants.

Sur ce programme, il est intéressant de noter que plusieurs passages du CPAUEP mais aussi la communication du promoteur - Altarea Cogedim - pour la commercialisation des logements s'appuie sur la référence de la «Cité-Jardin». Cette référence n'est pas anodine ni désincarnée puisque les petites Cités TASE, cité ouvrière emblématique, ont été conçue par les industriels Gillet sur les principes de Cité jardin développée au XXème siècle par Ebenezer Howard.

Présentée comme une « cité-jardin » contemporaine, le projet vise à s'inscrire dans l'optique de ce modèle particulier où sont développés une forte relation à la nature et aux espaces extérieurs, un vivre ensemble particuliers grâce à des espaces communs, comme des pièces communes et des jardins partagés. Ainsi, comme le montre le CPAUEP de Gimenez : « la cité-jardin contemporaine s'imprègne de l'atmosphère végétale généreuse de la Promenade Jardinée. S'inspirant des cités-jardins historiques, elle développe un paysage d'îlots ouverts largement arborés. Le végétal se diffuse le long des espaces publics et définit également les limites et les coeurs d'îlots. »¹¹⁵

115. GRAND LYON, 2014 : CPAUEP
du PUP Gimenez

Si le projet ne propose pas un « pastiche » de ce qui a été fait, les formes urbaines sont tout de même très différentes (cf. photos et perspectives ci-contre) : on compare alors des petits pavillons voire de l'habitat intermédiaire des Petites Cités TASE à des immeubles de logements collectifs du PUP Gimenez. On peut ainsi se demander si les opérations réalisées permettront réellement un rapport privilégié au jardin, au paysage et à de nouvelles formes de vivre ensemble ou si cette référence permet surtout d'appuyer une identité et une communication au projet.



Fig. 55 L'hygiénisme a fortement influencé le modèle des Cité Jardin : le sport au coeur des Petites Cités TASE.
Source : Mission Carré de Soie



Fig. 56 deux pavillons des Petites Cités TASE . Source Mission Carré de Soie



Fig. 57 : perspective coeur d'îlot, où là aussi on pourrait pratiquer d'hypothétique activités «saines» et sportives
Source : Ex'Endo Architecture



Fig. 58 Perspective sur un des lots du PIP Gimenez

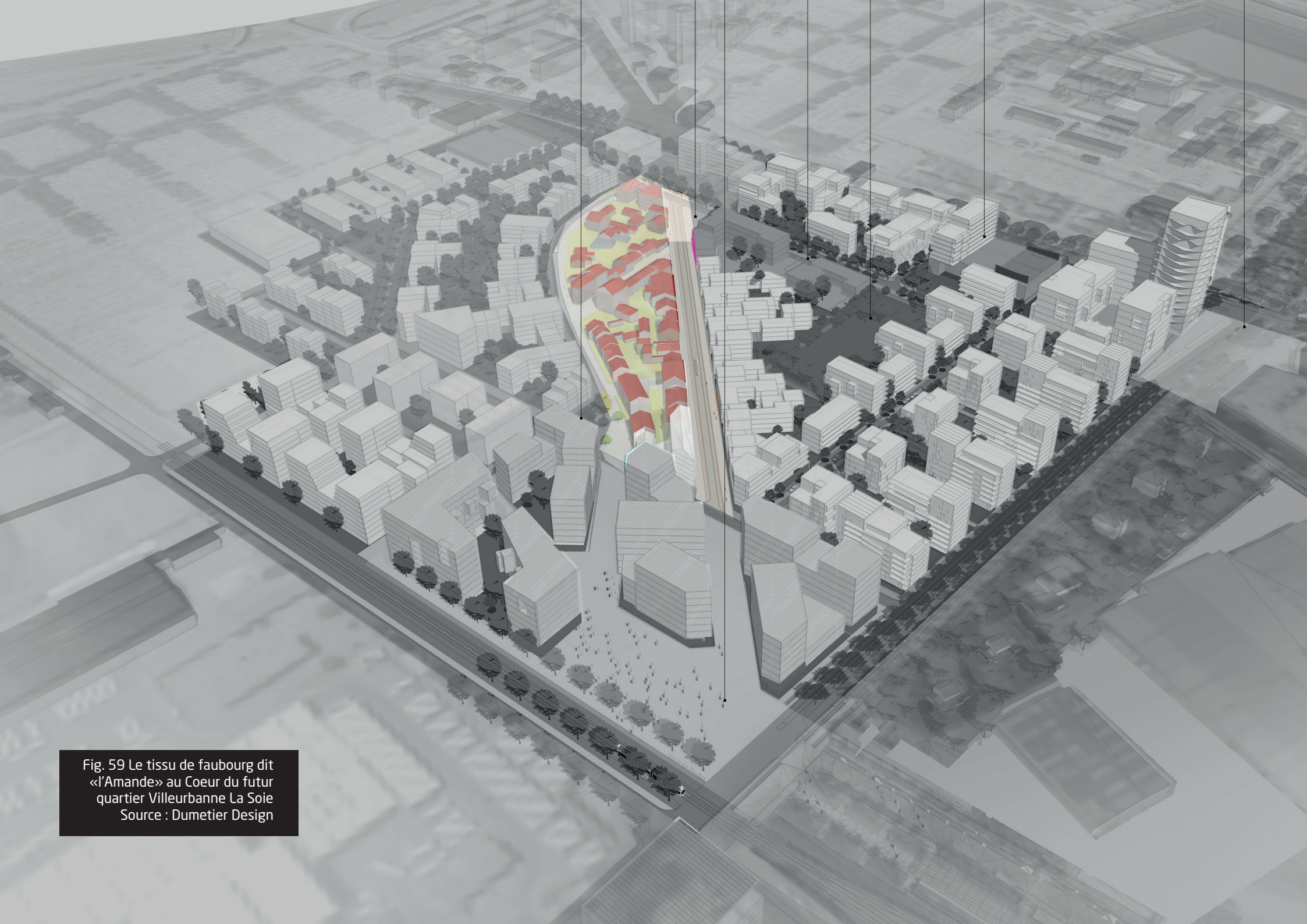


Fig. 59 Le tissu de faubourg dit
«l'Amande» au Cœur du futur
quartier Villeurbanne La Soie
Source : Dumetier Design

2.1. L'îlot s'inspire de la composition du tissu de faubourg : la ZAC Villeurbanne La Soie

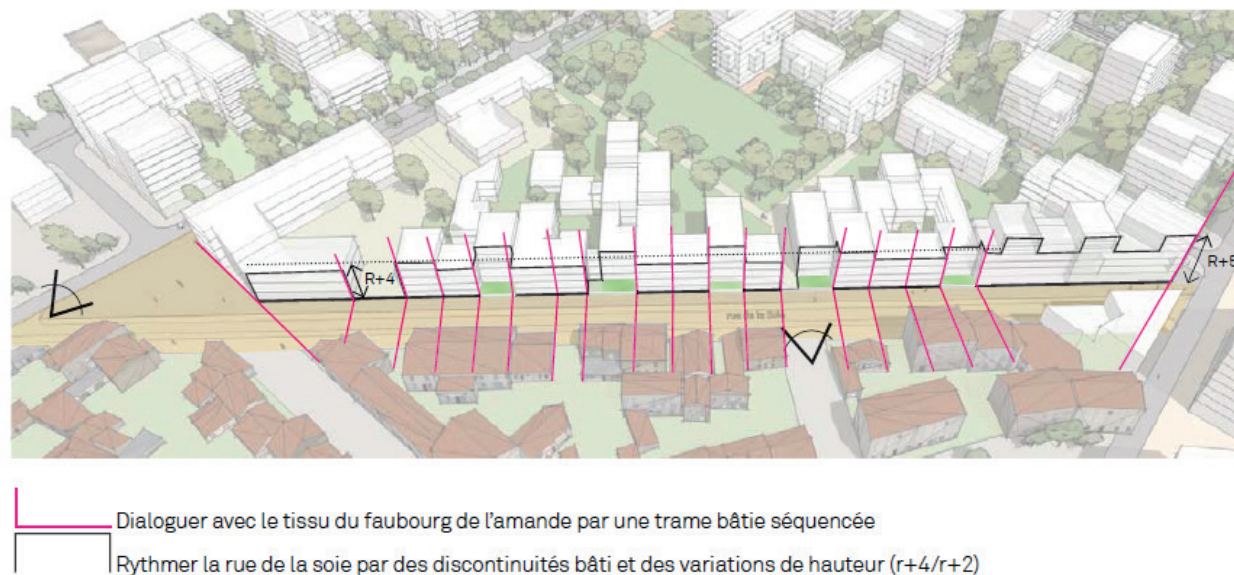
L'ensemble désigné comme un « tissu de faubourg », situé au coeur de la ZAC Villeurbanne La Soie, appelée « l'amande » est resté ancré depuis sa création et n'a été que peu affecté par les évolutions du territoire. Une étude patrimoine sur cet ensemble est menée en 2013 par l'agence Dumetier Design. Si peu d'éléments architecturaux atteste sa valeur patrimoniale, l'agencement parcellaire et les rythmes de façades sont identifiés comme éléments intéressants. Dans le même temps, l'équipe d'urbanistes écrit le CPAUEP de la ZAC de Villeurbanne La Soie ainsi que des fiches de lot.

Le schéma ci-dessous démontre bien comment la trame parcellaire de certains nouveaux îlots de la ZAC Villeurbanne La Soie, ceux en face de « l'Amande », s'inspire de ce tissu de faubourg. Ainsi, le CPAUEP de la ZAC Villeurbanne La Soie préconise de « s'appuyer sur la rue de la Soie, rue historique du quartier, et sur le tissu faubourien de l'Amande pour diffuser «l'Esprit des lieux» au nouveau quartier. Donner une épaisseur et une qualité aux tissus urbains autour de la rue de la Soie et de l'Amande et inscrire le développement de la «contre-amande» dans le parcellaire en lanière perpendiculaire à la rue de la Soie »¹¹⁶. Ainsi, cet ensemble de « l'Amande » influence la trame parcellaire et bâtie mais également les hauteurs (pas plus de R+4), ou encore les toitures.

116. GRAND LYON. 2013 : CPAUEP
ZAC Villeurbanne La Soie

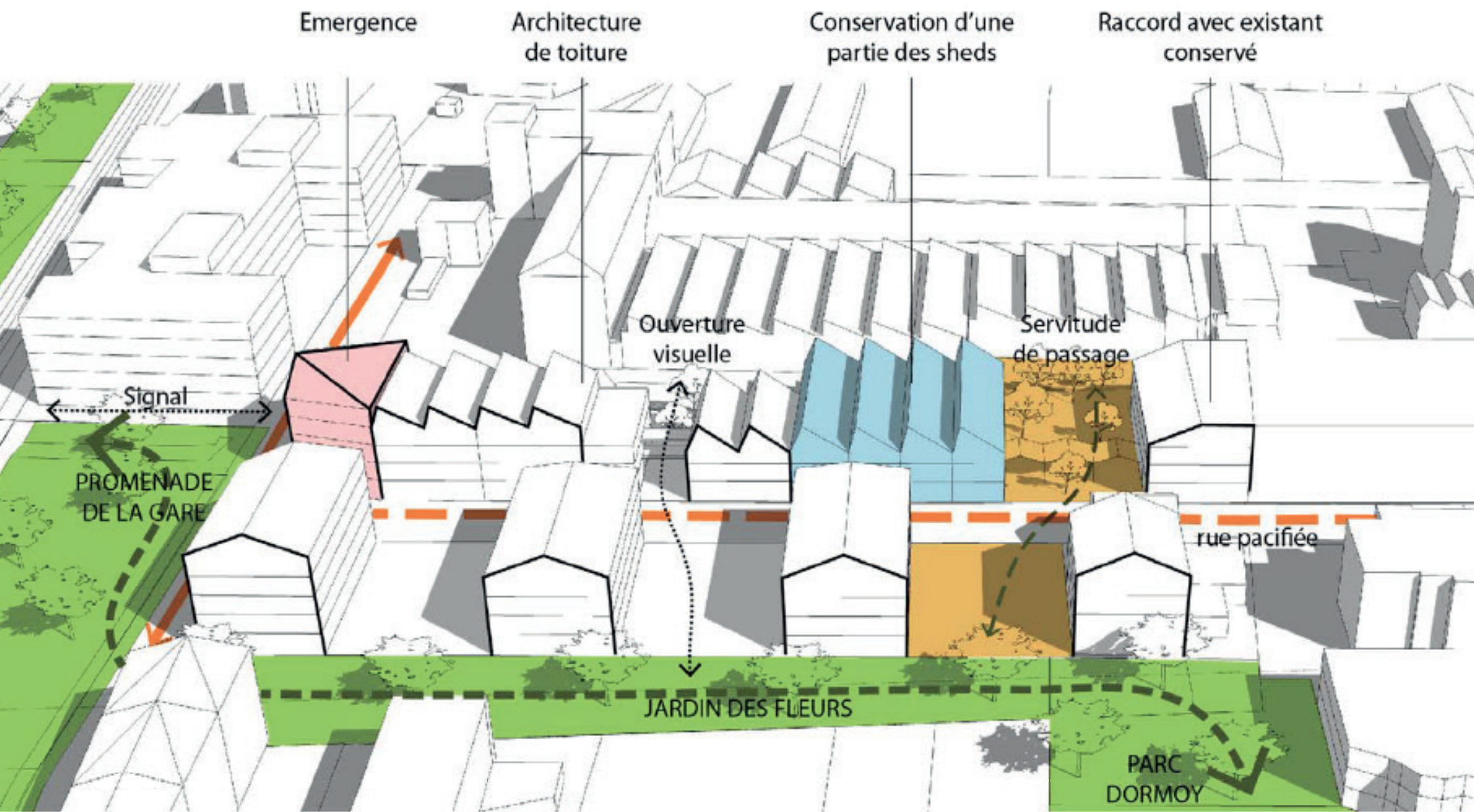
En s'appuyant sur une analyse des formes urbaines, des tissus existants et de la morphologie des quartiers environnants, l'équipe de concepteur s'inscrit assez directement dans la lignée des écoles dites « du projet urbain », dont les principaux représentants sont Philippe Panerai et David Mangin¹¹³. Cette école prône un appui sur les formes urbaines existantes pour recréer un lien entre le nouveau et l'existant.¹¹⁸

Fig. 60 La reprise du rythme de façade du bâti de l'Amande. Source : Dumetier Design



DES FORMES URBAINES SUR MESURE

Fig. 61 Perspective du projet de Grand Clément. Jardin de la Gare.
Source : Agence Nicolas Michelin et Associés



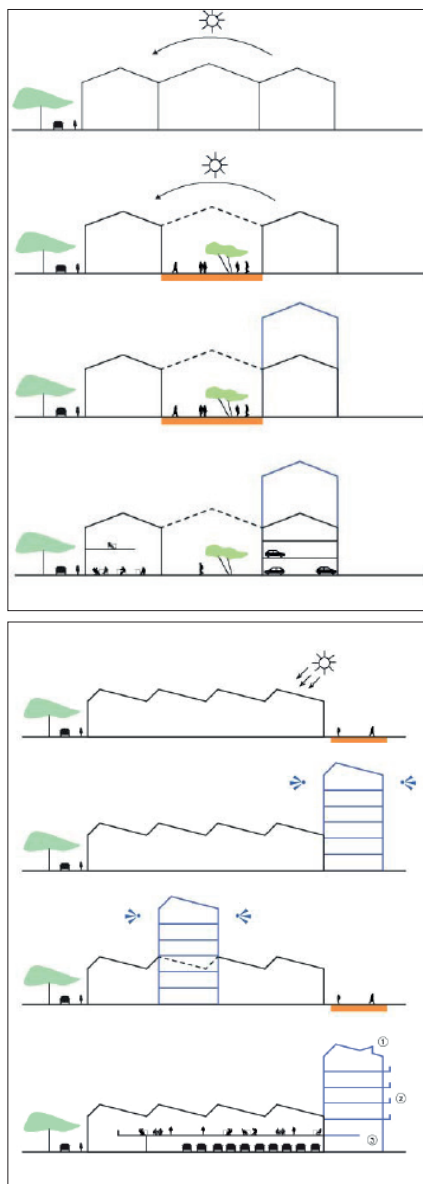


Fig. 62 principes urbains du projet Grandclément.
Source : ANMA

2.3 L'interprétation du patrimoine industriel : le projet urbain de Grand Clément

Géographiquement proches, il paraît ici pertinent de comparer les approches du projet de Carré de Soie avec celui de Grandclément, à Villeurbanne, particulièrement sur cette question de l'interprétation du patrimoine industriel et de sa traduction dans les formes urbaines et paysagères. Si les territoires sont finalement assez similaires en termes d'habitat, d'économie et de formes urbaines, les projets se distinguent clairement. La différence de parti pris s'exprime peut-être le plus clairement lorsque l'on s'attarde sur les formes urbaines et architecturales proposées.

En effet, l'équipe de l'Agence Nicolas Michelin & Associés choisit de travailler une architecture qui reprend les toits des sheds, en s'inscrivant dans la continuité du paysage industriel de Grandclément.¹¹⁹ L'interprétation du patrimoine industriel et historique ne prend donc pas la même forme que sur le projet du Carré de Soie.

En effet, le projet du Carré de Soie se développe selon le principe de « paysage habité », et qui s'appuie sur un rapport privilégié avec l'extérieur en travaillant cette notion depuis la grande échelle, l'inscription dans la géographie et le grand paysage, jusqu'à l'échelle du logement.

Force tout de même est de constater que, si le projet s'appuie sur le patrimoine industriel, les projets de l'agence ANMA reflètent souvent une architecture « de toits ». En ce sens, leur projet s'inscrit dans la continuité de leurs autres réalisations (voir leurs projets sur les Bassins à Flots à Bordeaux, le secteur des Bayonnes ou encore le projet à Tourcoing Tossé).

119. ANMA, 2014 : Villeurbanne, Grand Clément. Définition du plan guide.

3. Identité et attractivité

Dans les parties suivantes, on cherchera à comprendre comment l'identité du territoire le singularise dans la grande échelle d'agglomération. On examinera également les effets liés à une attractivité basée sur le patrimoine, tant matériel qu'immatériel.

3.1 La nécessité de construire une identité pour attirer

Au delà des qualités architecturales et urbaines, la dimension patrimoniale constitue la base de l'identité d'un territoire. Cette dimension patrimoniale s'appuie sur des objets construits mais aussi sur une mémoire, des récits, des savoirs-faire, en somme ce que certains nomment le patrimoine «immatériel» ou «culturel»¹²⁰.

La remarque suivante d'un participant aux ateliers «Esprit des Lieux», démarche de mise en valeur du patrimoine culturel du territoire du Carré de Soie, en novembre 2010, démontre bien les enjeux de la prise en compte de ce patrimoine, sur un territoire en plein changement : « *dans le quartier historique de la TASE, il y avait une histoire commune, un lien social. Comment recréer ce lien aujourd'hui ? Si l'on ne fait que du patrimoine, on va créer du décor. Cela ne suffira pas à créer du lien. Comment donner aux gens l'envie de venir habiter le Carré de Soie ? Pas seulement parce que ce n'est pas cher, ou parce que c'est proche des transports, mais parce que quelque chose les interpelle, les attire ? Quelque chose qui les invite à rester, à s'épanouir, à donner une vie au quartier.* »

Ainsi, ce que le discours de ce participant démontre, c'est l'interêt de dépasser le seul aspect «morphologique» du patrimoine bâti (l'usine TASE, les petites Cités etc.) pour valoriser et s'appuyer sur ce qui existe ou a existé pour renouveler l'attractivité du quartier. C'est en (re)-donnant une «adresse», en fait une identité à ce territoire qu'on renouvellera aussi l'attractivité du quartier. Pour Gilles Pinson, ce qui frappe c'est qu'alors que le processus de construction des états nationaux et la mise en oeuvre des politiques du keynésianisme spatial avait eu pour effet de déqualifier les villes, de les dédifférencier, de leur faire perdre leur qualité d'équation sociale toujours particulière et avait globalement contribué à affaiblir les identités urbaines, les dispositifs de projet contribuent, à l'inverse, à une réactualisation des identités urbaines.¹²¹

Toujours selon Gilles Pinson, avec les démarches de projet, les politiques d'urbanisme et de planification n'ont plus uniquement une vocation interne - aménager la ville -, elles acquièrent également une vocation externe : communiquer vers l'extérieur sur les atouts et les qualités de la ville mais également sur ses intentions et stratégies. Ce que les villes doivent proposer aux investisseurs, aux entreprises devenues nomades, aux classes sociales privilégiées en terme

120. Selon l'Unesco : « *Le patrimoine culturel ne s'arrête pas aux monuments et aux collections d'objets. Il comprend également les traditions ou les expressions vivantes héritées de nos ancêtres et transmises à nos descendants, comme les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, rituels et événements festifs, les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ou les connaissances et le savoir-faire nécessaires à l'artisanat traditionnel. Bien que fragile, le patrimoine culturel immatériel est un facteur important du maintien de la diversité culturelle face à la mondialisation croissante.* ».Source : <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00002>

121. PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po. p. 117

de localisation, ce ne sont pas uniquement des surfaces à aménager et des mètres carrés de logement, ce sont des avantages comparatifs, des lieux dotés de qualités particulières. Répondre à la question «qui sommes-nous» semble être devenu un préalable incontournable à l'action publique urbaine. Pour l'auteur, nombre d'experts encouragent les villes à se doter d'un projet leur permettant de poursuivre une ambition globale sous tendue par l'affirmation d'une identité forte.¹²²

122. PINSON, 2009. Ibid.

On peut aussi reprendre les termes de l'analyse que fait Manuel Castells du rôle de l'identité dans les sociétés contemporaines pour comprendre la place que prend la question identitaire dans les processus de projet. Selon l'auteur : « *l'identité est un processus de construction de sens à partir d'un attribut culturel, c'est le produit d'un travail réflexif au travers duquel les individus et les groupes définissent leur place dans le monde. Dans la société en réseaux, l'identité devient un levier de coordination efficace car elle s'appuie sur la réflexivité des individus, sur la production d'un sens, sur la construction d'images et de codes que les individus peuvent se réapproprier. Ainsi dans des villes qui sont devenues des espaces pluralistes, l'identité devient-elle un outil auquel les promoteurs des politiques urbaines ont de plus en plus recours.* »¹²³ Les démarches de projet travaillent l'identité urbaine. Très clairement, ces démarches cherchent à susciter des solidarités entre acteurs sur la base d'affinités identitaires entre acteurs, le cas échéant en ébréchant les identités concurrentes.

123. CASTELLS, M. 1999 : La société en réseaux. Paris : Fayard.

En fait dans le projet du Carré de Soie on retrouve deux aspects, deux processus du projet qui ont trait à l'identité mais dans des formes, des ressources et des objectifs différents. D'un côté on retrouve tout ce qui est lié au « positionnement » du projet, en grande partie liée à l'attractivité économique. Dans le but de bien distinguer chaque projet d'agglomération d'un autre, les services économiques du Grand Lyon définissent une identité et des atouts clairs pour chacun des grands projets. Cette identité s'appuie en général sur le contexte urbain et l'environnement naturel. En fait, sur l'agglomération lyonnaise, ces identités de projets s'appuient peu sur le patrimoine culturel et la mémoire des lieux.

Ainsi, de l'autre côté on retrouve tout ce qui est lié à ces aspects de mémoire, de récits et de patrimoine culturel. Dans le projet du Carré de Soie, suite au processus de protection de l'Usine TASE, la mission Carré de Soie et la direction de la prospective et du dialogue public du Grand Lyon ont mis en place la démarche Esprit des Lieux.

3.2 Les fondement d'une identité du territoire

La démarche Esprit des Lieux s'appuie sur le récit historique du territoire pour formuler de nouveaux projets, et s'inscrit dans l'analyse de Paul Ricoeur pour qui « *l'identité se manifeste dans les récits que nous développons à propos*



Fig. 63 Les trois fils rouges du référentiel Esprit des Lieux. Source : Mission Carré de Soie

de nous-mêmes, des groupes auxquels nous avons le sentiment d'appartenir et des personnes et des groupes dont nous voulons nous distinguer. »¹²⁴ On fabrique ainsi une identité narrative sur la base d'une revisitation de l'histoire afin d'y trouver des ressources, des avantages comparatifs, des vocations intemporelles. Ainsi, les acteurs de la démarche Esprit des Lieux se basent sur l'idée « *que l'imaginaire est un moteur de l'innovation, que « l'art naît de contrainte et meurt de liberté* » (selon la belle expression de Boileau), et encore que, bien menée, une mise en récit entretient un désir de neuf. Voilà pourquoi cultiver l'esprit des lieux, se donner le récit historique comme contrainte, est aussi ce qui nous permettra de faire du Carré de Soie un territoire créatif et innovant, entrant hardiment dans le XXI^e siècle ! »¹²⁵

La démarche se pose ainsi comme une étape importante de la dynamique engagée en 2007 autour de la conservation de l'usine, qui a permis de passer des conflits « autour de la défense du patrimoine industriel à la volonté collective de cultiver « l'esprit des lieux » — entendu comme l'ensemble des caractéristiques qui fondent l'identité de ce territoire et qui le distinguent d'autres secteurs urbains : histoire sociale et économique, mémoires des populations qui l'ont habité ou y ont travaillé, éléments de patrimoine matériel (architectural, industriel, urbain, naturel...), spécificités paysagères, dimensions sensibles et symboliques de l'espace construit... Cultiver l'esprit des lieux doit aussi permettre à ce territoire d'exister dans le monde globalisé qui est le nôtre, et de prendre sa place dans le récit et dans les représentations de l'agglomération. Car dans le contexte concurrentiel qui caractérise notre époque, la réponse intelligente ne saurait être la banalisation, mais au contraire la recherche de distinction.¹²⁶

La démarche est en fait née des demandes de prise en compte de l'histoire et de la prise en compte du patrimoine industriel, suite aux conflits suscités autour de la préservation de l'usine TASE. Elle vise à faire des traits identitaires du territoire une ressource pour l'ensemble des acteurs qui vont participer au développement de ce secteur de l'agglomération dans les vingt ans à venir. Cultiver l'esprit des lieux doit en effet aider à développer l'espace commun entre les habitants et les acteurs qui sont déjà là et ceux qui vont venir, à susciter l'agir ensemble, et finalement à permettre à tout un chacun d'habiter vraiment le Carré de Soie, et pas simplement d'y être logé.

Comme l'explique Catherine Foret¹²⁶, engagée dès 2009 par un travail de formalisation de l'histoire du territoire et de ses traits distinctifs, la démarche s'est poursuivie fin 2010 avec des ateliers de créativité qui ont réuni 150 participants, autour de la question « comment traduire l'esprit des lieux dans le développement de demain ? ». Ces rencontres ont permis un croisement de regards sur le territoire entre des acteurs très divers et l'émergence de nombreuses idées d'actions.

Parallèlement à ce travail de prospective, le projet est imagé au prisme du regard de la compagnie artistique Komplex Kapharnaüm, présente historiquement dans le quartier de la Soie à Villeurbanne. A la croisée des disciplines artistiques,

124. RICOEUR, P. 1990 : *Soi-même comme un autre*. Paris : Editions du Seuil.

125. GRAND LYON, 2012. *Valoriser les territoires en cultivant l'Esprit des Lieux. Référentiel d'actions pour le projet urbain du Carré de Soie*.

126. GRAND LYON, 2012. *Ibid.*

la compagnie d'arts de rue imagine des interventions urbaines à l'échelle d'un lieu, d'un quartier, notamment celui de la Soie à travers son dispositif d'accueil d'artistes en résidence appelée « En Cours ». Des promenades artistiques sont imaginées à travers le Carré de Soie, prenant appui sur les transformations urbaines en enchantant le territoire. Dans ce cadre, KompleXKapharnaüm initie en 2009, les « Projets Phare », temps de résidence artistique partagé dans le quartier de la Soie aboutissant à un parcours dans la ville reliant les différentes propositions créées in situ. En 2014, la compagnie a initié un cycle de fictions - les Fabulations Pédestres Périphériques - sur l'étrangeté dans la ville qui s'articule autour des dérèglements urbains.

3.3 Vers une gentrification du territoire ?

La valorisation du patrimoine architecturale des centres anciens des villes a conduit à une forte gentrification de ces espaces. Ce phénomène est-il à l'oeuvre sur les ensembles patrimoniaux du Carré de Soie ? C'est en tout cas l'un des risques auquel ces territoires sont confrontés.

Comme l'explique Anne Claval : « la gentrification désigne une forme particulière d'embourgeoisement qui concerne les quartiers populaires et passe par la transformation de l'habitat, voire de l'espace public et des commerces. Cette notion s'insère dans le champ de ségrégations sociales et implique un changement dans la division sociale de l'espace intra-urbain, qui passe aussi par sa transformation physique. À l'origine, gentrification est un néologisme anglais inventé en 1964 par Ruth Glass, sociologue marxiste, à propos de Londres. Le mot est composé à partir de gentry, terme qui renvoie à la petite noblesse terrienne en Angleterre, mais aussi, plus généralement, à la bonne société, aux gens bien nés, dans un sens péjoratif. Ce nouveau mot a donc à l'origine un sens critique par rapport au processus qu'il désigne. À Londres dans les années 1960, il s'agissait de la réhabilitation de l'habitat ancien populaire à travers son appropriation par des ménages aisés, en particulier dans le district d'Islington, au nord de la City. »¹²⁷

127. CLAVAL, A. 2014 : Définition du concept de gentrification.
<http://www.hypergeo.eu/spip.php?article497>

Cet article de mars 2015 paru dans La Tribune de Lyon décrit un tel phénomène sur les petites cités TASE : « Vaulx-en-Velin se Boboïse - La commune de Vaulx-en-Velin est confrontée au phénomène de gentrification. Connue pour ses quartiers difficiles comme le Mas du Taureau, Vaulx-en-Velin est malgré tout plébiscitée par les Lyonnais pour ses nouveaux espaces urbains. C'est le cas du quartier de l'ancienne usine de textiles Tase, où les coquettes maisons dans lesquelles vivaient, jusque dans les années 1980, les cadres de l'usine sont depuis quelques années rachetées par des primo-accédants qui n'ont pas les moyens de se payer des maisons de ville dans Lyon. Ces petites villas classées avec jardin font le bonheur de certains habitants de la Croix-Rousse et d'autres secteurs lyonnais bobos, qui n'hésitent plus à quitter leur quartier fétiche pour cet ensemble de pavillons appelé Les Petites Cités, situé à deux pas du Carré de Soie. "C'est vrai que ce quartier des Petites Cités a tendance à se boboïser, mais ce n'est pas plus mal, cela veut dire que la

mixité fonctionne bien à Vaulx”, confie Hélène Geoffroy, la maire.»¹²⁸

Si les termes de «boboisation» ou de «gentrification» sont aujourd’hui, pour les acteurs de terrain, quelques peu exagérés cet article permet de mettre en lumière comment la patrimonialisation et la valorisation d’une certaine authenticité participe en fait à faire entrer ces ensembles urbains dans les circuits économiques de production de la ville.

Pour Gilles Pinson, l’attention portée par les projets urbains aux ressources offertes par la ville héritée intervient donc dans un contexte où les marchés fonciers et immobiliers tendent déjà privilégier ces espaces et à les réserver aux classes sociales solvables.¹²⁹ Les géographes radicaux anglo-saxons¹³⁰ ont bien montrés comment sur cette valorisation culturaliste de la ville ancienne ou industrielle s’étaient greffés des phénomènes de spéculation et d’éviction sociale. A partir des années 1980, la désaffection progressive des classes moyennes et supérieures pour les grands récits techniques et politiques de transformation sociale se traduit par une désaffection pour les solutions architecturales et urbanistiques fonctionnalistes associées à ces grands récits, et par une appétence nouvelle pour les espaces urbains et les logements fleurant «l’authenticité ». La consommation des lieux chargés d’histoire et de symboles devient essentielle dans la construction des identités et du capital symbolique des individus et des groupes dans leur stratégie de distinction.

Dans l’agglomération lyonnaise, après la gentrification des centre-urbains, comme le cas de la Croix-Rouse à Lyon, le phénomène s’étend aussi aux espaces moins centraux, comme les cités ouvrières. Pour François Duchêne, ces espaces sont aujourd’hui convoités par de nouveaux groupes sociaux issus des classes moyennes et supérieures, qui ajoutent à l’appropriation et à la valorisation de ce patrimoine un intérêt économique aux enjeux symboliques qu’ils recouvraient déjà.¹³¹

Le projet du Carré de Soie doit donc être capable d’intégrer ces risques, qui sont apparus comme des enjeux lors de l’étude patrimoine. En faisant l’hypothèse d’un périmètre de protection sur les Petites Cités TASE, une question s’est posée : cela n’allait-il pas favoriser uniquement les ménages ayant le capital suffisant pour rénover selon les exigences définies par le périmètre de protection, en poussant plus loin les classes sociales n’étant pas assez solvables pour parvenir à assurer l’entretien de leur bien immobilier « protégé »? Comment trouver un équilibre entre protection d’un patrimoine, sans déclencher phénomène de gentrification ?

128. article de la Tribune de Lyon, 4 mars 2015. URL <http://www.tribunedelyon.fr/?actualite/societe/43999-pourquoi-les-lyonnais-mettent-le-cap-a-l-est>. Consulté le 12 août 2015.

129. PINSON, G. 2009 . Ibid. p. 142

130. HARVEY, D. 2000 : The condition of Postmodernity. Oxford : Blackwell

131. DUCHENE, F. et al. 2013 : « Cités ouvrières et patrimonialisation : d’un modèle à ses multiples transformations ». Espaces et sociétés. 152-153. 35-50.



Fig. 64 Projet phare, intervention artistique de Komplex Kapharnaüm. Source : Komplex Kapharnaüm.

Extrait de l'étude de sûreté et de sécurité, réalisée en 2013

« Que ce soit dans la partie vaudoise ou dans la partie villeurbannaise, les habitants des quartiers concernés par le projet se sentent depuis longtemps isolés et laissés pour compte par rapport à leurs centres villes respectifs. L'histoire du secteur a déjà été abordée, et a généré une sorte de repli à la fois résigné («de toutes façons, personne ne s'occupe jamais de nous») et identitaire («de toutes façons, on a jamais eu besoin de personne pour s'en sortir»). Dans cet état d'esprit visiblement généralisé, l'opération Carré de Soie se traduit par une méfiance assez forte de la part des habitants, et ressentie comme telle par les différents partenaires rencontrés dans le cadre de cette étude.

En outre, la nature des premiers travaux engagés a eu plutôt tendance à confirmer les doutes : la création du pôle de transport amène au coeur du quartier des populations considérées comme problématiques ; le centre commercial présente des commerces et des services qui paraissent trop «haut de gamme» et donc inadaptés à la population locale ; les premières entreprises implantées sur le secteur ne sont pas susceptibles de créer des emplois pour les populations locales peu qualifiées.

Cumulés, ces différents ressentis amènent les habitants du quartier à conclure que l'opération Carré de Soie a vocation à nettoyer le secteur de leur présence, ou pour le moins à considérer que tout est conçu comme s'ils n'existaient pas. L'absence, pour le moment, d'opérations visant à requalifier l'espace public ou à créer des équipements répondant aux attentes des populations historiques du quartier contribue à creuser ce fossé et à confirmer toujours un peu plus cette impression. Cette invitation à quitter les lieux pour laisser la place à de nouvelles populations d'usagers du pôle de transports, coeurs de cible du centre commercial et cadres supérieurs dans les nouvelles entreprises est évidemment mal vécue par la population locale. De fait, les nouvelles populations arrivantes, dynamiques, intégrées, risquent de se confronter à des populations ayant développé un fort sentiment de 'résistance aux envahisseurs'»

SECURBA, 2013 : Etude de sûreté et de sécurité publique. Carré de Soie, diagnostic général.

CONCLUSION DE LA PARTIE

Comme nous l'avons vu, la première version du projet urbain proposait une vision partielle du patrimoine, et surtout fondée sur le paysage et le patrimoine industriel bâti. Les politiques, tant ceux de la Communauté Urbaine que des communes, n'envisageaient alors pas le patrimoine comme un enjeu fort du projet, au point qu'il a même été question de détruire complètement l'usine à une période.

Dans les faits, la démarche de projet urbain sur ce territoire a «cristallisé» le conflit autour de la conservation de l'usine, entre les demandes de préservation des associations et les projets des promoteurs immobiliers. On considère ainsi que le projet a permis de faire émerger la démarche de patrimonialisation de l'ensemble TASE. Par ailleurs, cette démarche a permis de changer la vision des acteurs du projet urbain - politiques et équipes techniques - concernant les aspects du patrimoine.

D'une part, le patrimoine bâti est devenu une source d'inspiration à la fois en tant que «modèle urbain» - Petites Cités TASE pour le PUP Gimenez - et par ses qualités urbaines - parcellaire et rythmes de façades de l'Amande sur certains lots de la ZAC Villeurbanne La Soie. Cela étant, en comparaison avec d'autres projets géographiquement proches, on a pu voir comment une autre interprétation du patrimoine industriel est possible. Ainsi, le projet Grandclément à Villeurbanne propose une approche différente, notamment par son travail sur les formes architecturales et urbaines.

D'autre part, la considération du patrimoine «culturel» ou «immatériel» a permis de transcender la notion de patrimoine considérée uniquement sur ses aspects morphologiques. Ainsi, la démarche «Esprit Des Lieux» a été engagée, visant à faire du récit historique et du patrimoine culturel une contrainte créative pour le projet urbain, de faire des traits identitaires une ressource.

Par ailleurs, dans un mouvement de «réactualisation» des identités urbaines, s'appuyer sur le patrimoine (dans sa dimension globale) permet de répondre à la question «qui sommes-nous ?». En effet, affirmer son identité est devenu l'un des enjeux majeurs des grands projets d'agglomération. Or, les risques de gentrification liés à une attractivité qui s'appuie sur les valorisation des richesses patrimoniales et contextuelles seront potentiellement bientôt réels sur le projet du Carré de Soie. En ce sens, «valoriser l'échelle locale» implique d'inclure aussi les «autochtones» dans ce qu'on appelle «local». C'est inclure les habitants «déjà là» afin de leur permettre de prendre part au développement du territoire, et de ne pas compter uniquement sur l'arrivée de nouvelles populations dans le processus «re-nouvellement».



Fig. 65 Le site du programme
d'aménagement TASE en chantier.
Source : Mission Carré de Soie

PISTES CONCLUSIVES

Il est maintenant temps de dégager quelques pistes de conclusion. Finalement, l'histoire du projet urbain du Carré de Soie a été examinée au prisme de la relation entre grande échelle et échelle locale, et comment cette dernière avait pris une place de plus en plus grande au sein de cette dialectique. Ainsi, notre question de départ était : comment l'échelle de proximité réinterroge-t-elle la stratégie du projet urbain au cours de sa mise en œuvre, et comment la réorientation d'une stratégie qui s'appuie sur les ressources contextuelles renforce-t-elle l'attractivité du projet ?

Dans cette réflexion, nous sommes parti d'une première hypothèse selon laquelle la stratégie du projet urbain du Carré de Soie avait été questionnée voire réorientée par des problématiques relatives à l'échelle locale, au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet urbain.

Tout d'abord, il est apparu que le projet du Carré de Soie n'est pas issu d'une démarche traditionnelle de planification, mais a émergé sur la base d'opportunités, politiques et techniques. Cela ne l'a pas empêché de rejoindre les grands projets d'agglomération. Or, ces grands projets de l'agglomération lyonnaise se basent sur une forte dimension économique. L'application de « bonnes pratiques » ou de modèles urbains est observée sur ces grands projets : la mise en œuvre de pôles tertiaires et de grands centres commerciaux en fait partie. Cependant, il est apparu que, sur le Carré de Soie, ce sont des acteurs locaux qui se sont emparés de ces « bonnes recettes » pour faire émerger le territoire comme une nouvelle polarité d'agglomération. Néanmoins, l'accueil de nouvelles activités économiques s'est accompagné d'une mise en question de cette stratégie. Les liens avec l'emploi local, les filières historiques du territoire et le développement local ont été ainsi questionnés par les acteurs locaux, dans un contexte national de retour vers l'économie de proximité et de valorisation de l'industrie et de l'artisanat. Pour concrétiser ces intentions, la maîtrise d'ouvrage du projet se devra de dépasser plusieurs obstacles, pour contrer une spéculation foncière qui repousse les artisans toujours plus loin des centres urbains, et trouver les outils à même de permettre le retour des commerces et des services de proximité dans l'espace urbain.

Le travail de conception et de projet proposé par le Groupement Dumetier Design, a permis, au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet, d'intégrer l'échelle locale et les quartiers existants de manière plus forte que dans les premières propositions de projet de 2007. L'itérativité des échelles de projet, l'enrichissement des études entres elles, le processus de concertation sur les projets opérationnels, ont permis de donner plus de sens aux projets, tant aux aménagements d'espaces publics qu'au travail sur des opérations à l'îlot ou à la grande échelle. Néanmoins, le discours des concepteurs se maintient sur des infrastructures vertes, qui interrogent par leurs temps longs de mise en œuvre face à l'urgence d'espaces publics et verts de qualité. De même, l'approche par «sous-secteur» relève-t-elle d'une adaptation de la stratégie à des logiques plus opérationnelles (ces sous-secteurs représenteraient alors de futurs périmètres d'opérations d'aménagement) ou ces «sous-secteurs» prennent-ils vraiment en compte les quartiers et les usages des lieux ? Il a été observé que si, dans un premier temps, le projet ne proposait qu'une approche partielle du patrimoine, la démarche de projet urbain a pu permettre une réaction des acteurs locaux en les engageant dans une démarche de patrimonialisation. Le classement de l'usine TASE à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques en 2011 marque alors le début d'une nouvelle vision du patrimoine matériel et culturel dans le projet.

Nous sommes également partis d'une deuxième hypothèse selon laquelle le projet se positionne par rapports aux autres grands projets lyonnais, dans la grande échelle, sur la base de richesses contextuelles, dont le patrimoine matériel et culturel fait partie. Cet appui sur les qualités de l'existant renforce son attractivité. Il apparaît que, s'agissant de cette deuxième hypothèse, les résultats sont plus nuancés.

Si les stratégies économiques du Grand Lyon tendent de plus en plus à s'inscrire dans une optique de valorisation du cadre de vie et de ce qui donne une certaine «authenticité» à ses territoires, la déclinaison sur Carré de Soie semble tout juste engagée. L'influence du patrimoine bâti et de l'existant se fait nettement plus ressentir sur les opérations d'aménagement, dont certaines se positionnent dans la continuité de modèles d'habitat utopique, comme c'est le cas des programmes du PUP Gimenez, en référence aux Petites Cités TASE. Par ailleurs, la démarche Esprit des Lieux a tenté, en s'appuyant sur les récits historiques du territoire, de fonder une identité de projet. Les démarches de patrimonialisation, la valorisation du patrimoine culturel, l'intervention de l'artistique et de l'événementiel dans le projet y ont contribué. Ces dernières permettent d'identifier ce territoire, de le démarquer au sein de l'agglomération. Or, le repérage de ce territoire sous ces aspects risque potentiellement d'engager des phénomènes de gentrification. Sur un territoire de projet aux confins de deux communes, dont les territoires ont été très peu investis, la rencontre entre anciens et nouveaux est un défi pour le projet, tout autant que le maintien de ceux qui étaient «déjà-là».

L'investissement privé a été conséquent dans la mise en oeuvre du projet, qui fonctionne sous un principe «d'urbanisme négocié», en se tournant vers des méthodes qui se détachent de l'aménagement «traditionnel», au niveau de la maîtrise foncière notamment. Aujourd'hui, de forts enjeux sont posés sur l'espace public, les espaces verts, les commerces et services de proximité, et sur les équipements. Autrement dit, sur des objets nécessitant de forts investissements publics. L'arrivée d'ici 2023 d'environ 2 500 nouveaux usagers (on compte ici les habitants et les salariés de l'ensemble des programmes qui sont engagés et non les programmes en phase de projet) en témoigne.

La réflexion s'est donc développée autour de trois principaux thèmes : le projet économique, les formes urbaines et paysagères, le patrimoine et l'identité. Or, si la problématique choisie était censée faire les liens entre ces trois thèmes, il est ici temps de s'interroger sur le choix de les traiter séparément. En effet, au cours de la réflexion il est apparu de façon assez évidente de traiter distinctement ces trois thèmes comme illustrant la problématique choisie. Or, cette évidence ne cache-t-elle pas un trop grand détachement de ces thèmes les uns des autres dans la stratégie de projet urbain ? Les processus de projet sont complexes, il est donc nécessaire d'aborder certaines thématiques en soi. Mais les liens entre identité, programmation et formes urbaines ne sont-ils pas trop distendus ?

Par ailleurs, la méthode d'élaboration de cette réflexion, quelque peu particulière, entraîne des biais. Ainsi, la configuration permise par l'apprentissage, c'est-à-dire participer aux missions de l'organisme d'accueil tout en gardant des semaines de formation et un encadrement universitaire, conduit à un certain manque de recul par rapport au projet urbain du Carré de Soie. De par mon parcours «professionnel», je n'ai que peu de recul sur d'autres grands projets urbains d'envergure, qui aurait permis d'enrichir la réflexion. On pourrait ainsi approfondir la problématique en mettant en oeuvre une comparaison avec d'autres études de cas, sur des projets d'envergure similaire ou, tout au contraire, opposée. De plus, la réflexion aurait pu être enrichie avec une partie dédiée à l'analyse spécifique de la gouvernance du projet Carré de Soie, particulièrement intéressante en termes d'échelles politiques, en s'appuyant sur une bibliographie orientée sur les sciences politiques.

Aussi, si les hypothèses ont été testées sur la base d'une analyse documentaire, d'observation participante, d'échanges et de quelques entretiens, les conclusions se basent sur des intentions, sur une prise en compte de l'échelle locale dans les documents stratégiques du projet urbain. De plus, l'influence de l'échelle locale sur le projet, relève d'une «lecture» de la démarche, cette influence n'est pas spécifiquement revendiquée dans l'écriture de la seconde version du projet urbain. En outre, ces intentions ne sont, aujourd'hui, mises en oeuvre que dans une certaine mesure. Le parallèle avec l'architecture est ici éclairant. Comme l'explique Patrick Bouchain, dans la préface de l'ouvrage de Pierre Frey : « *j'ai toujours pensé que la matérialisation de l'architecture n'a pas lieu au moment où elle se dessine, mais au moment où elle se construit. Sinon, elle n'a pas de sens* ». ¹³² Ainsi, les intentions du projet urbain, cette meilleure

132. FREY, P. 2010 : Pour une nouvelle architecture vernaculaire. Paris : Actes Sud

prise en compte de l'échelle locale ne prendra sens que lorsqu'elles se mettront en oeuvre sur le territoire. C'est l'enjeu de la démarche Second Souffle. Si cette démarche a permis un travail et un débat sur les grandes orientations du projet, comment s'assurer que ces intentions prennent corps ?

Pour ouvrir la réflexion, la question de la relation entre échelle locale et projet urbain pose également la question de la place du projet urbain dans un nouveau cadre institutionnel depuis le 1er janvier 2015, celui de la Métropole. En effet, la fusion entre Département et Communauté Urbaine permet théoriquement à cette nouvelle Collectivité d'avoir une meilleure vision des besoins de ses administrés et d'avoir une action de proximité. Quelle est la légitimité d'un projet urbain sur de nouvelles questions comme celle de l'emploi, de l'action culturelle, des personnes âgées, de la petite enfance, de la santé ou encore des collèges ? Que signifie être « projet d'agglomération » dans ce nouveau contexte ? De telles questions ont-elles une pertinence sur un territoire de 500 hectares ? Est-ce la bonne échelle ? Quoiqu'il en soit, le changement institutionnel est une potentialité pour le projet urbain de s'engager vers des sujets plus larges : du projet urbain vers le projet de territoire ? Par ailleurs, revenons sur un point qui a pu paraître anecdotique : le regroupement de la Politique de la Ville, des Maisons du Rhône et des missions territoriales au sein de la même délégation. Si cela peut apparaître comme un moyen de mettre ces « électrons libres » que sont les missions territoriales de côté, le passage du rattachement à la Direction Générale (« en haut » de l'organigramme) à la DTCM (à la « base » de l'organigramme) peut se révéler être intéressant. Cette association entre Politique de la Ville, Maisons du Rhône et chef d'orchestre de projet urbain majeur d'agglomération recèle un potentiel riche. Finalement ne va-t-on pas vers une meilleure connaissance du territoire et de ses usagers ? Mieux, et si c'était un moyen d'incarner ce que peut-être la Métropole, une institution de terrain, véritablement proche de ses habitants qui profite de ces aller-retours entre terrain et prospective pour alimenter sa stratégie ?

La réflexion sur la démarche second souffle et sur l'importance de l'échelle locale, renvoie aussi à de nouvelles manières de faire projet, qui portent une attention renouvelée aux demandes locales et du quotidien. Ainsi, l'intérêt porté à l'échelle locale implique-t-il une action sur les temps courts, les territoires de proximité, le quotidien ? La démarche second souffle s'intéresse ainsi à ce qui est appelé « l'accompagnement du projet », comprenant l'accompagnement d'initiatives citoyennes ou encore l'occupation des interstices spatiaux et temporels que sont les espaces en friches. A ce propos, le travail de Lucie Gorce, également apprentie à la Mission Carré de Soie a porté sur ces aménagements temporaires comme éléments nouveaux de stratégie. Comme il est expliqué : *« certaines collectivités à l'image de Nantes ont développé une véritable stratégie autour de l'outil temporaire et participatif, alors que le projet du Carré de Soie, en la matière, n'en est qu'à ses balbutiements. Effectivement, le territoire du projet Carré de Soie dispose d'une certaine affinité avec le temporaire et ces modes de faire participatifs. L'analyse de ces projets est donc d'autant plus pertinente sur ce secteur puisqu'elle met en lumière un renouvellement des méthodes de projet. Une prise en compte plus importante de l'existant, une conception collective de la ville ont induit un repositionnement*

*du projet vis-à-vis de la notion de temporaire. Présente dès ses débuts, la notion de temporaire a donc su évoluer d'une fonction d'accompagnement du projet à une incarnation du projet en lui-même. [...] Le décloisonnement des modes de faire la ville et la relation entre l'aménagement du territoire et la société civile doit être partagé le plus largement possible et relever d'une intelligence collective. Pour ce faire, des scènes de décision et de délibération démocratiques doivent pouvoir voir le jour, et les délaissés en question en sont un support privilégié. L'enjeu est bien d'associer les populations, le plus en amont possible dans les processus de production et de sortir la diffusion de ces expériences des seuls cercles de voisinage. »*¹³³

Enfin, comment mettre en perspective cette réflexion sur l'échelle locale et les richesses contextuelles du territoire ? Peut-être en s'appuyant sur le concept de ville générique de Rem Koolhaas, développée dans son essai « Junkspace ». L'auteur laisse ainsi percevoir le risque d'une identité comme simulacre, c'est-à-dire la valorisation excessive de ce qui se rapporte à l'authenticité du territoire mais qui ne serait qu'une coquille vidée de son sens. L'identité des territoires ne serait qu'une apparence infondée. Pour lui le « junkspace » - c'est-à-dire un espace sans cohérence , « junk » signifiant débris, bric à brac, désordre ... - doit exagérer sa prétention à l'authenticité ». ¹³⁴ Ainsi, « *le junkspace surgit naturellement à cause de l'exubérance du marché ou bien est engendré par l'action combinée de «tsars» contemporains lestés des multiples signes de leurs actes de philanthropie tridimensionnelle de bureaucrates (souvent d'anciens hommes de gauche) qui ont avec optimisme bradé de vastes bandes de terres au bord de l'eau, d'anciens hippodromes, des bases militaires et des terrains aériens abandonnées à des promoteurs ou à des magnats de l'immobilier, qui peuvent s'arranger de n'importe quel déficit dans un équilibre futuriste ou encore par la Conservation par défautTM (l'entretien de complexes historiques dont personne ne veut, mais que le Zeitgeist a déclarés sacro-saints).* »¹³⁵ Derrière la critique que Rem Koolhaas fait de « l'identité », il remet en fait en question la recherche d'une « identité » forte, globale à tout prix, qui soit presque le seul vecteur qui fonde le projet, puisque pour lui elle emprisonne la ville. Il parle d'un hypothétique « abandon » de l'identité comme vecteur d'abolition des ségrégations socio-spatiales. Finalement il critique le « culte » de l'identité globalisée afin de permettre l'expression d'identités particulières, à échelle de l'individu ou de l'entité territoriale. Pour en revenir au projet urbain du Carré de Soie, finalement est-il possible de prendre en compte l'échelle locale et la valorisation du contexte dans la production contemporaine de la ville sans inscrire le projet dans une logique de globalisation encore plus forte ?

133. GORCE, L. 2015 : Temporaire, délaissés, projet urbain : quelle stratégie pour le territoire du Carré de Soie. Projet de Fin d'Etude, Institut d'Urbanisme de Grenoble. GORCE, L. 2015

134. KOOLHAAS, R. 2011 : Junkspace. Paris : Editions Manuel Payot. p. 48.

135. Ibid, p. 105.

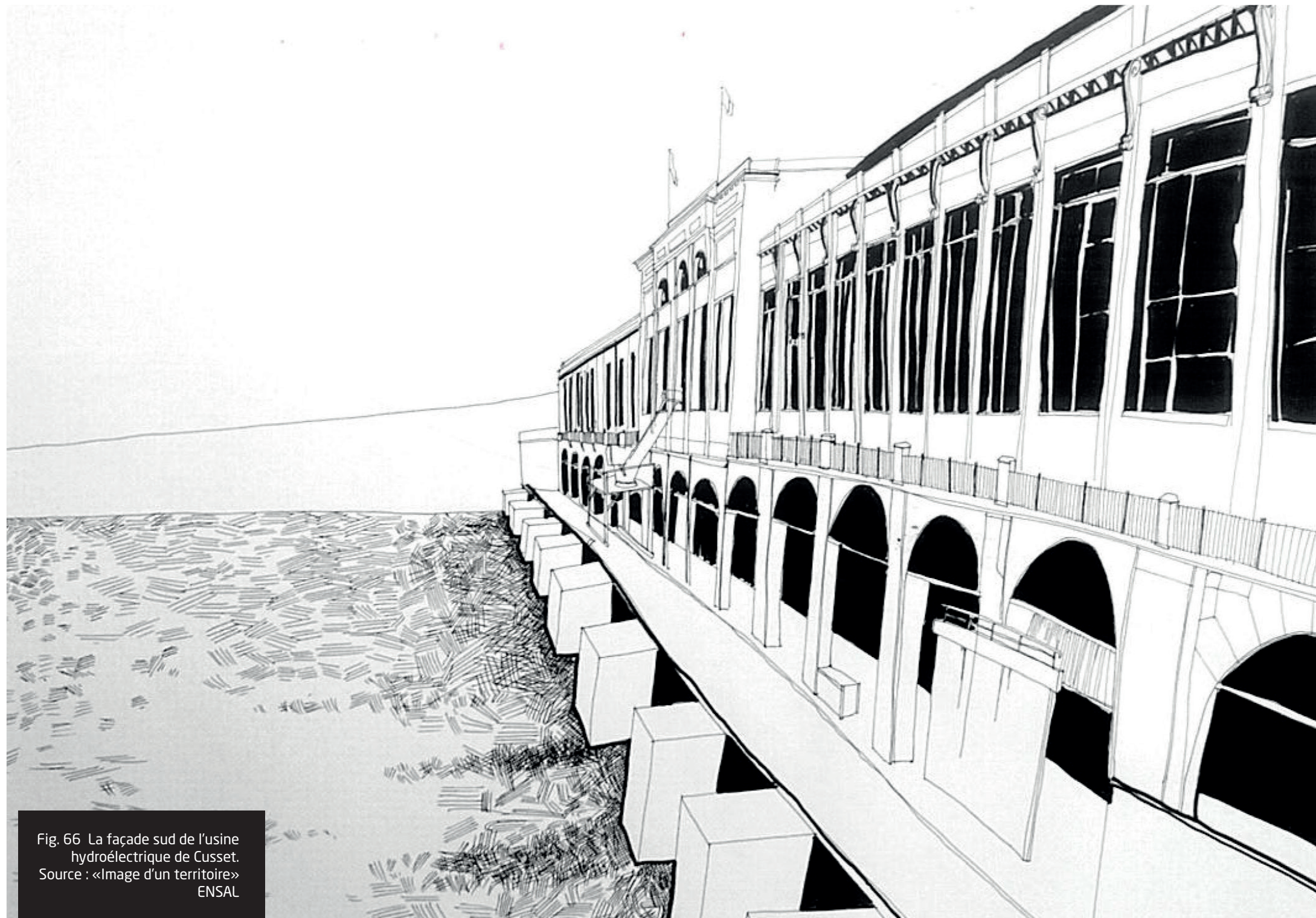


Fig. 66 La façade sud de l'usine
hydroélectrique de Cusset.
Source : «Image d'un territoire»
ENSAL

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET REVUES CONSULTÉS

ANMA, 2014 : Villeurbanne, Grand Clément. Définition du plan guide.

ARAB, N. 2007 : « À quoi sert l'expérience des autres ? Bonnes pratiques et innovation dans l'aménagement urbain ». *Espaces et sociétés* 131. 33-47.

ARAB, N. 2007 : « Activité de projet et aménagements urbains : les sciences de gestion à l'épreuve de l'urbanisme ». *Management et avenir* 12. 147-164.

ARCHIPAT, ALEP. 2014 : Carré de Soie, Cité TASE. Etude patrimoniale de l'ensemble industriel.

BOURDIEU, P. 1990 : « Un signe des temps ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 81/82 cité in DUCHENE, 2013. Ibid.

BOURDIN, A., MASBOUNGI, A., 2004 : Un urbanisme des modes de vie. Paris : Editions du moniteur. p. 23

CHALINE, C. 1999 : La régénération urbaine. Paris : PUF. 127 p.

CHEMETOV, P. 1999 : Lilliput ou Gulliver in *Les Annales de la Recherche Urbaine* 82.

CHOAY, F. 1996 : La règle et le modèle. Paris : Editions du Seuil.

CHOAY, F., MERLIN, P. 2010 : Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement. Paris : Presses Universitaires de France. 770

DA CUNHA, A., GUINAND, S., 2014 : Qualité urbaine, justice spatiale et projet. Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.

DAVEZIES, L. 2008 : La république et ses territoires : la circulation invisible des richesses. Paris : Seuil.

DEBARY , O. 2002. La fin du Creusot ou l'art d'accommoder les restes. Paris : Éditions du CTHS

DEVISME, L. et alii. 2007 : « Le jeu des "bonnes pratiques" dans les opérations urbaines, entre normes et

fabrique locale ». Espaces et Sociétés 131.

DUCHENE, F. et al. 2013 : « Cités ouvrières et patrimonialisation : d'un modèle à ses multiples transformations ». Espaces et sociétés 153. 35-50.

FLORIDA, R. 2005 : Cities and the Creative Class. Routledge

FORET, C., 2009 : Retour vers le futur. De l'épopée industrielle de l'Est lyonnais au projet urbain du « Carré de Soie », ou l'invention d'un territoire d'agglomération. Note de synthèse pour le Grand Lyon.

FREBAULT, J., 2010 : Lyon 2010, « Repères chronologiques ». Urbanisme 371. 43-45

GRAND LYON, 2007 : Projet urbain du Carré de Soie. p. 113

GRAND LYON, 2007. Projet urbain du Carré de Soie.

GRAND LYON, 2011 : SAE, préparation au comité de pilotage

GRAND LYON, 2012. Valoriser les territoires en cultivant l'Esprit des Lieux. Référentiel d'actions pour le projet urbain du Carré de Soie.

GRAND LYON, 2013 : Enjeux Stratégiques du Territoire.

GRAND LYON, 2013 : SAE, La stratégie tertiaire - Un bilan, des perspectives

GRAND LYON, 2013 : SAE, La stratégie tertiaire - Un bilan, des perspectives

GRAND LYON, 2014 : CPAUEP de Gimenez

GRAND LYON, 2014 : Dossier de presse du MIPIM. 5

GRAND LYON, 2014 : Dossier de presse MIPIM.

GRAND LYON, 2014 : Préparation de l'avant-projet. Exposé des intentions et questionnements.

GRAND LYON, 2015 : Compte-rendu du Comité de Pilotage sur le projet économique du Carré de Soie

GORCE, L. 2015 : Temporaire, délaissés, projet urbain : quelle stratégie pour le territoire du Carré de Soie. Projet de Fin d'Etude, Institut d'Urbanisme de Grenoble.

HARVEY, D. 2000 : The condition of Postmodernity. Oxford : Blackwell

HARVEY, David. 1989. « From managerialism to entrepreneurialism : the transformation in urban governance in late capitalism », Geografiska Annaler. 71. 3-17.

INTERLAND, 2011 : Etude urbaine de réaménagement du secteur Yoplait.

LEVI-STRAUSS, C. 1962 : La Pensée sauvage. Paris : Plon.

LEVY, J. 1994 : L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique. Paris : Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

LEVY, J., LUSSAULT, M. 2003 : Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés. Paris : Belin.

LINOSSIER, R. 2006 : La territorialisation de l'économie dans l'agglomération lyonnaise (1950-2005). Thèse de Doctorat., Institut d'Urbanisme de Lyon.

LINOSSIER, R., RUSSEIL, S., VERHAGE, R., ZEPF, M. 2004 : « Effacer, conserver, transformer, valoriser. Le renouvellement urbain face à la patrimonialisation ». Les annales de la recherche urbaine 97. 23-26.

MANGIN, D., MASBOUNGI, A. 2009 : Agir sur les grands territoires. Paris : Editions Le Moniteur.

MASBOUNGI, A., AUDOUIN, J. 2010 : Dessine-moi une ville. Paris : Editions Le Moniteur

NOVARINA, G. 1999 : « L'architecture du territoire : de la mesure au dessein ». Annales de la recherche urbaine 82. 49-66

NOVARINA G. 2003 : Plan et projet. L'urbanisme en France et en Italie. Paris : Anthropos.

- NOVARINA, G. et al. 2009 : Villes européennes contemporaines en projet. In TSIOMIS, Y. Echelles et temporalités des projets urbains. Paris : Jean-Michel Place
- OFFNER, J.-M., 2000 : « L'action publique urbaine innovante » La Tour d'Aigues : Éditions de l'aube, p. 139-155.
- PINSON, G. 1999 : « Projets urbains et construction des agglomérations. Échelles fonctionnelles et politiques ». Annales de la recherche urbaine 82. 130-139.
- PINSON, G. 2002 : Projets et pouvoirs dans les villes européennes. Une comparaison de Marseille, Venise, Nantes et Turin. Thèse de Doctorat.
- PINSON, G. 2009 : Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes. Paris : Presses de Sciences-Po. p. 148
- RELPH, E. 1976 : Place and Placelessness. Pion, London.
- REXOLUTION, 2013. Projet urbain, le 2ème souffle. Etat des lieux
- REY, J., 1998 : «Une nouvelle manière de faire la ville ?», in TOUSSAINT, J.-Y., ZIMMERMANN, M. 1998 : Projet urbain. Ménager les gens, aménager la ville. Sprimont, Mardaga.
- RICOEUR, P. 1990 : Soi-même comme un autre. Paris : Editions du Seuil.
- SECURBA, 2013 : Etude de sûreté et de sécurité publique. Carré de Soie, diagnostic général.
- SEIGNEURET, N. et alli. 2008 :Réflexion sur les outils à grande échelle du projet «Habiter les Berges». PUCA
- SEPAL, 1992 : Schéma Directeur de l'agglomération lyonnaise. Lyon 2010. 87
- SEPAL, 2010 : SCOT 2030 de l'agglomération lyonnaise. Document d'orientations générales. , DOG, p. 19
- SOZZI, BREGNAC, BERGER, 2010 : « La démarche Lyon 2010 racontée par l'agence d'urbanisme ». Urbanisme 371. 51-55
- VANIER, M. 2008 : Le pouvoir des territoire. Essai sur l'interterritorialité. Paris : Economica.

VELTZ, P. 2012 : Paris, France, Monde : repenser l'économie par le territoire. Paris : Editions de l'Aube. p. 43-45

ZEPF, M. 2004 : Concorder, gouverner et concevoir les espaces publics urbains : Lausanne Presse Polytechniques et Universitaires Romandes

ZEPF, M. 2011 : « La planification territoriale entre dynamiques socio-économiques et inerties politico administrative : un processus permanent » in ZEPF, M., ANDRES, L. 2011 : Enjeux de la planification territoriale en Europe. Lausanne : Presses Polytechniques et universitaires romandes.

REFERENCES ELECTRONIQUE

BEAL, V. 2014 : « Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales. » Métropolitiques. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html>. Consulté le 5 août 2015.

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL, 2010 : L'économie de proximité. Une réponse aux défis majeurs de la société française. URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/104000556.pdf>

NICOLAS, A. 2014 : « Le projet urbain nantais : une mise à l'épreuve du modèle Bilbao », Métropolitiques, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Le-projet-urbain-nantais-une-mise.htm> consulté le 4 août 2015

NOVA 7, 2013 : , «Articuler économie exportatrice et économie de proximité»

ARTICLES DE PRESSE

Article de la Tribune de Lyon, 4 mars 2015. URL <http://www.tribunedelyon.fr/?actualite/societe/43999-pourquoi-les-lyonnais-mettent-le-cap-a-l-est>. Consulté le 12 août 2015.

Article du 5 mai 2011, Le Nouvel Economiste. URL : <http://www.lenouveleconomiste.fr/lesdossiers/campus-dentreprise-10135/> consulté le 6 août 2015.

Article du 7 mars 2012 du Figaro immobilier. URL : <http://www.lefigaro.fr/immobilier/2012/03/07/05002-20120307ARTFIG00595-sieges-sociaux-les-tours-delaissées-pour-les-campus.php> consulté le 6 août 2015

Article du Progrès du 18 septembre 2014 « Etains de Lyon : la route du Grand Lyon coupe leur élan » URL

: <http://www.leprogres.fr/rhone/2014/09/17/etains-de-lyon-a-vaulx-en-velin-la-route-du-grand-lyon-coupe-leur-elan-economique> consulté le 10 août Fig. 1 : L'hippodrome du pôle de commerce et de loisir. Source «Image d'un territoire» ENSAL

TABLE DES FIGURES

Fig. 2 : Les Petites Cités TASE. Source : « Image d'un territoire » ENSAL

Fig. 3 : Vue en hauteur sur les friches des anciennes usines TASE.

Source : Komplex Kapharnaüm

Fig. 4 : Sur la photo, participante au Sentier Pédestre Périphérique.

Source : Komplex Kapharnaüm

Fig.5 : Les lieux du développement dans «Lyon 2010». Source : SEPAL

Figure 6 : SCOT 2030 Agence d'Urbanisme de Lyon

Fig. 7 : chantier sur le PAE TASE. Source : Laurence Danière Grand Lyon

Fig. 8 le pôle WOOPA accueille des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 9 Une des premières opération de logements. Source : Laurence Danière, Grand Lyon

Fig. 10 Situation du projet Carré de Soie

Source : Dumetier Design

Fig. 11 La ligne de tramway. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 12 le centre commercial. Source : Laurence Danière, Grand Lyon

Fig. 13 plan de l'Usine au début du XXe siècle. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 14 Frise chronologiques des principaux moment mobilisés par la réflexion. Source : Camille Daudet

Fig. 15 schéma des différents champs d'actions et thématiques traitées ou à traiter par le projet du Carré de Soie. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 16 extrait de la proposition du Groupe Descartes. Source : Grand Paris.

Fig. 17 : les turbines de l'usine hydroélectrique. Source : Pierre Hoezelle

Fig. 18 Les salariés de Technip, entreprise installée dans l'usine TASE réhabilitée, en déjeuner à « La Boule en Soie» bar des Petites Cités TASE. Source : Camille Daudet.

Fig. 19 La façade Nord de l'aile réhabilité de l'Usine TASE. Source : Laurence Danière

Fig. 20 la métropole lyonnaise parmi les autres métropoles régionales européennes. Source : Grand Lyon

Fig. 21 Les grands projets urbains de l'agglomération lyonnaise Source : Plaquette MIPIM Grand Lyon

Fig. 22 extraits d'une plaquette de l'immobilier d'entreprise Grand Lyon explicitant le positionnement de chaque projet d'agglomération. Source : Grand Lyon

Fig. 23 Perspective sur les immeubles de bureaux de la ZAC Villeurbanne La Soie. Source : Dietmar Fechtinger Architecte

Fig. 24 perspective sur le futur bâtiment d'Alstom. Source : DCB International

Fig. 25 la place de l'économie de proximité dans les mécanismes de la théorie de la base économique. Source : Nova 7

Fig. 26 Secteur des Bayonnes. Source : ANMA

Fig. 27 Les immeubles du PUP Gimenez cherchent à s'inscrire comme «Cité Jardin Contemporaine». Source : Ex'Ndo Architectes

Fig. 28 Les berges du Canal de Jonage, espace public dans le grand paysage. Source : Laurence Danière

Fig. 29 Le coeur de l'hippodrome comme espace vert de loisir. Source : Komplex Kapharnaüm

Fig. 30 Schéma d'intention de François Grether. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 31 La promenade jardinée et la chaîne des stades. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 32 extrait du plan guide sur le secteur Nord Villeurbanne La Soie. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 33 Berges du Canal, ligne de tram, chaîne des stades, trois infrastructures vertes transversales. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 34 Projet des Bassins à Flots à Bordeaux. Le projet est tourné vers l'espace public majeur sur les quais. Source : ANMA

Fig. 35 un principe de gradient d'intensité cadre la conception des sentes : celles-ci mènent vers les bassins. Plus on s'approche des bassins plus l'espace public s'agrandit. Source : ANMA

Fig. 36 Les polarités et l'espace public dans la première version du projet urbain. Source Mission Carré de Soie

Fig. 37 Agence Devillers, Projet de l'Etoile à Annemasse. Source : Agence Devillers

Fig. 38 Reichen & Robert, projet de l'Union à Lille Roubaix Tourcoing. Source : Reichen & Robert

Fig. 39 Soulignant la spécificité de Seine-Aval qui imbrique ville et nature, l'équipe Obras propose une lecture du territoire à partir de six figures très simples devenues l'identifiant du projet : unité, transversalité, intensités, milieux, proximités, métropole. Source : Obras

Fig. 40 Studio 13. B. Secchi et Paola Vigano, Consultation pour le Grand Paris. Source : Grand Paris

Fig. 41 schéma de principe sur le PUP Gimenez : l'épannelage s'adapte aux bâtis environnants. Source : Dumetier Design

Fig. 42 L'îlot K de la ZAC Villeurbanne La Soie, en face de «l'Amande». Source : Dumetier Design

Fig. 43 perspective sur l'aménagement de la Place de l'Union. Source : HYL

Fig. 44 Analyse de la ZAC Villeurbanne La Soie dans son contexte urbain. Source : Interland

Fig. 45 La promenade jardinée dans le chapelet des parcs de Lyon Source : Dumetier Design

Fig. 46 La promenade jardinée et ses connexions avec les grands corridors écologiques. Source : Dumetier Design

Fig. 47 Le tracé de la promenade jardinée. Source : Dumetier Design

Fig. 49 Le sens de la promenade jardinée à plusieurs échelles et temporalités. Source : Dumetier Design

Fig. 50 Carte des quartiers du Carré de Soie. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 51 La Cité Jardin construite au même moment que l'usine TASE, par les industriels Gillet. Source : Laurence Danière

Fig. 52 Installation dans le cadre Journée Européenne du Patrimoine. Source : Komplex Kapharnaüm

Fig. 53 : Balade urbaine artistique, le sentier pédestre périphérique.
Source : Komplex Kapharnaüm

Fig. 54 extrait du plan guide du projet urbain de 2007, amendé du tracé de l'aile est. Source : Mission Carré de Soie et Camille Daudet

Fig. 55 En rouge, les éléments disparus de l'ensemble urbain TASE. Source : ALEP et ARCHIPAT

Fig. 55 L'hygiénisme a fortement influencé le modèle des Cité Jardin : le sport au coeur des Petites Cités TASE.
Source : Mission Carré de Soie

Fig. 56 deux pavillons des Petites Cités TASE . Source Mission Carré de Soie

Fig. 57 : perspective coeur d'îlot, où là aussi on pourrait pratiquer d'hypothétique activités «saines» et sportives
Source : Ex'Endo Architecture

Fig. 58 Perspective sur un des lots du PUP Gimenez Source : Ex'Endo Architecture

Fig. 59 Le tissu de faubourg dit «l'Amande» au Coeur du futur quartier Villeurbanne La Soie Source : Dumetier Design

Fig. 60 La reprise du rythme de façade du bâti de l'Amande. Source : Dumetier Design

Fig. 61 Perspective du projet de Grand Clément. Jardin de la Gare. Source : Agence Nicolas Michelin et Associés

Fig. 62 principes urbains du projet Grandclément. Source : ANMA

Fig. 63 Les trois fils rouges du référentiel Esprit des Lieux. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 64 Projet phare, intervention artistique de Komplex Kapharnaüm. Source : Komplex Kapharnaüm.

Fig. 65 Le site du programme d'aménagement TASE en chantier. Source : Mission Carré de Soie

Fig. 66 La façade sud de l'usine hydroélectrique de Cusset. Source : «Image d'un territoire» ENSAL

Fig. 67 Chantier au Carré de Soie. Source : « Image d'un territoire » ENSAL



Fig. 67 Chantier au Carré de Soie.
Source : « Image d'un territoire »
ENSAL

ANNEXES



0 500 1000
Mètres

Plan de mai 2012

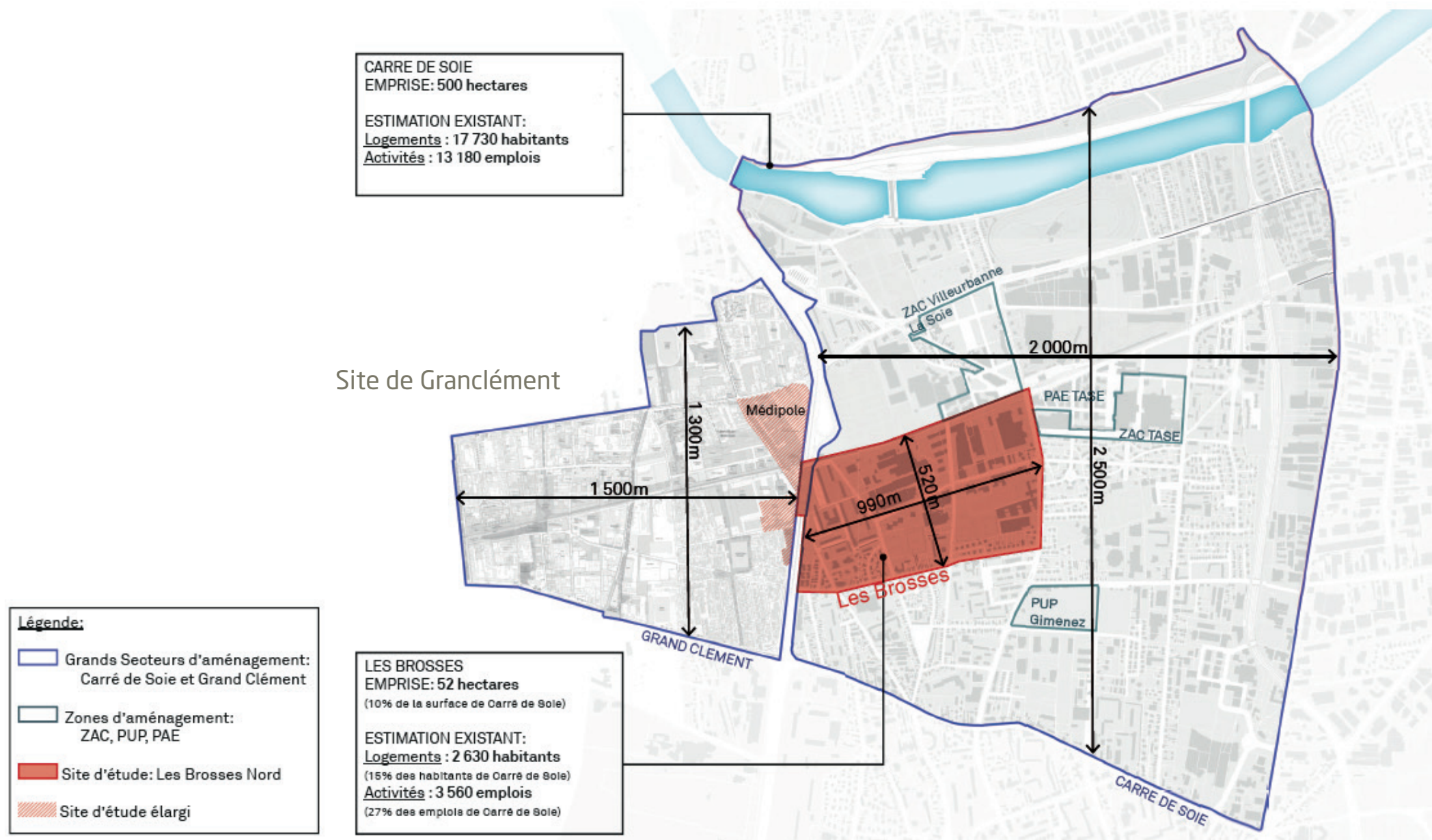
Représentation :
Grand Lyon
Département Grand Lyon
Direction des Systèmes d'Information
et de l'Urbanisme
Service de l'Urbanisme et du Patrimoine
Urbanisme - DSI - DSI
04 78 12 12 12 - Fax 04 78 12 12 12
Grand Lyon grandlyon.fr

© Conception et édition de l'urbanisme
Plan de mai 2012



ANNEXE 1 VUE AERIENNE DU TERRI- TOIRE DE PROJET CARRE DE SOIE

Localisation du site des Brosses Nord dans son contexte urbain



LE RÔLE DE L'ÉCHELLE LOCALE DANS LES PROCESSUS DE PROJET D'AGGLOMÉRATION : RÉFLEXION SUR LE CAS DU PROJET URBAIN DU CARRÉ DE SOIE

Comment l'échelle locale peut-elle réinterroger la stratégie du projet urbain ? Le projet Carré de Soie met fortement en tension enjeux d'agglomération et besoins locaux, planification du grand territoire et parole habitante. Il émerge comme un projet singulier de la Métropole de Lyon. Non identifié dans les années 1990 comme un projet stratégique de la grande planification, le projet démarre en s'appuyant sur des logiques d'opportunités. Recouvrant un territoire de 500 hectares, il est confronté à la problématique de trouver « la petite échelle dans la grande ». Sur un territoire de friches industrielles, se posent des questions de mémoire des lieux, de revalorisation de l'espace public, de valeur patrimoniale. Engagée en 2013, la démarche « second souffle » est lancée visant la réécriture du projet, dans l'idée de redéfinir un cap en « s'enracinant » plus dans le territoire. Au travers de l'analyse des trois grands axes du projet urbain, à savoir stratégie économique, formes urbaines et paysagères, et patrimoine matériel et immatériel, ce travail met en lumière les modalités et des leviers de prise en compte de l'échelle locale dans la réorientation du projet urbain.